



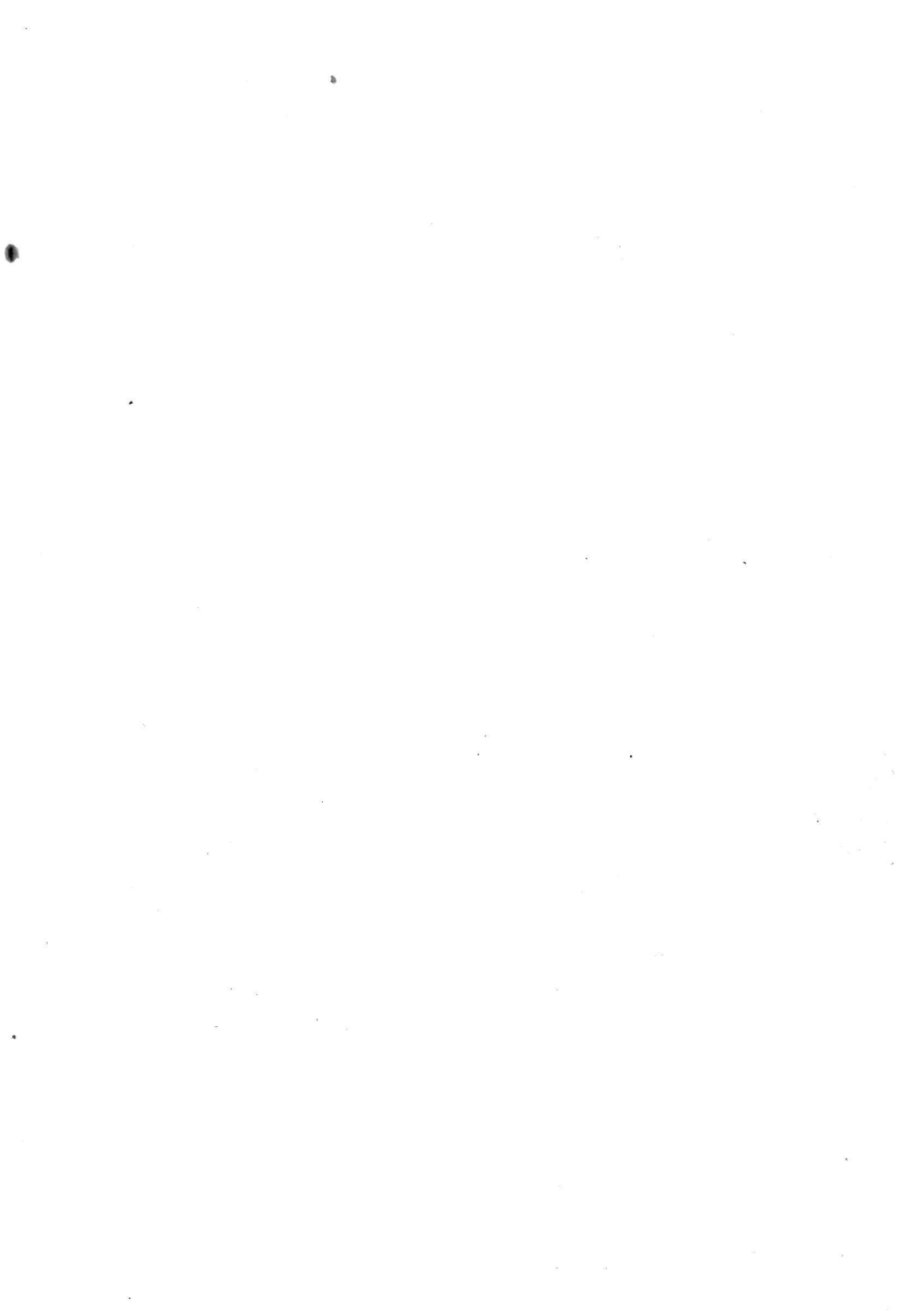
ALEC GONARD

# *LE GENERAL DE RIVAZ*



MESSEILLER  
NEUCHÂTEL



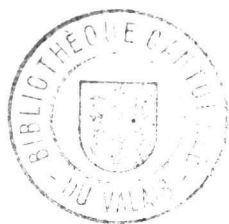




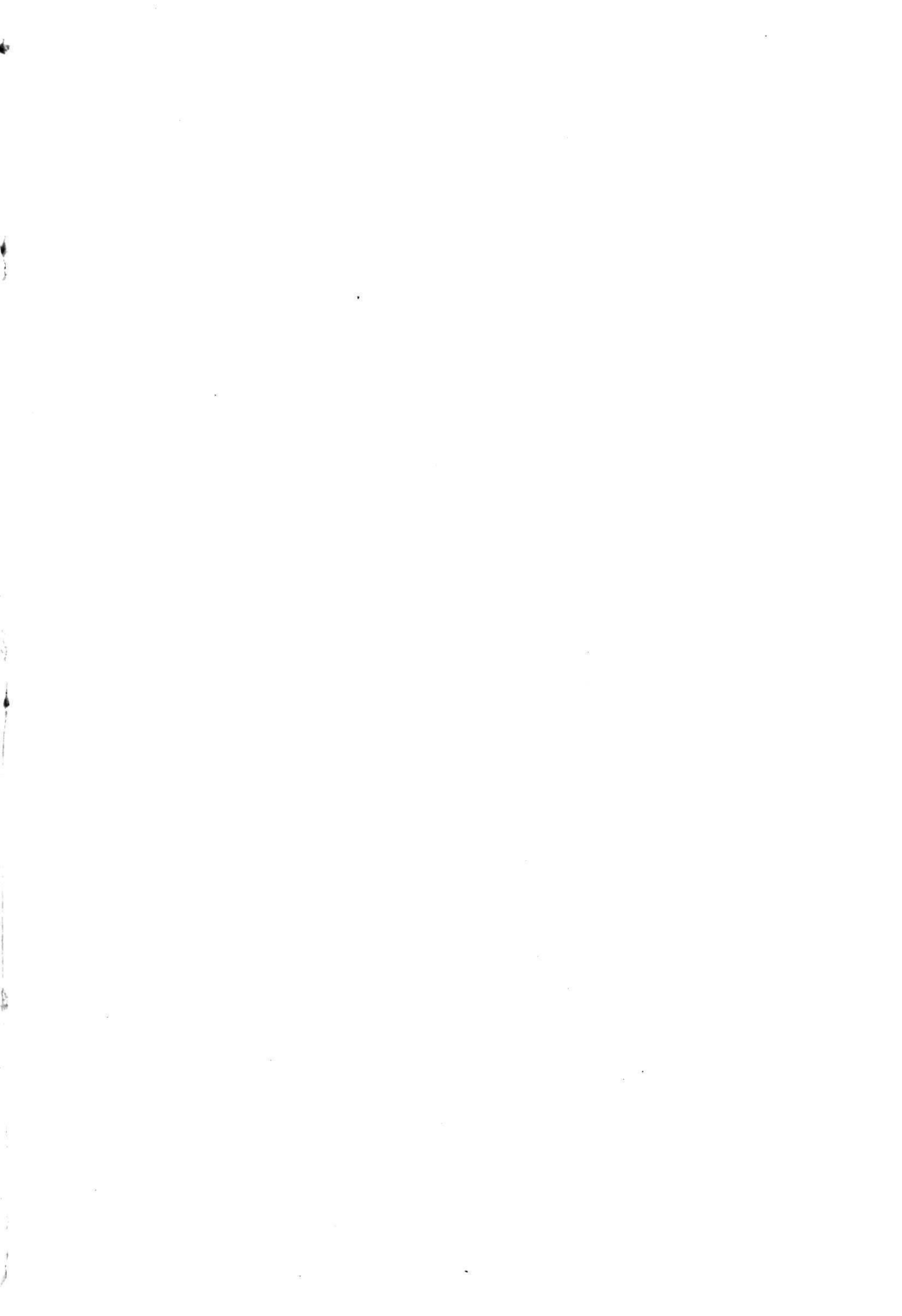


**GÉNÉRAL  
DE RIVAZ**





**Droits de traduction et de reproduction réservés**





GRENADIER DU RÉGIMENT DE COURTEN

Ordonnance de 1779

(d'après une gravure de la Bibliothèque Nationale, Berne)

ALEC GONARD

*Un Valaisan au service de France*

VIE DU  
GÉNÉRAL DE RIVAZ  
1745 - 1833

*Dessins d'André Rosselet*



H. MESSEILLER, ÉDITEUR

NEUCHÂTEL

1943



339717



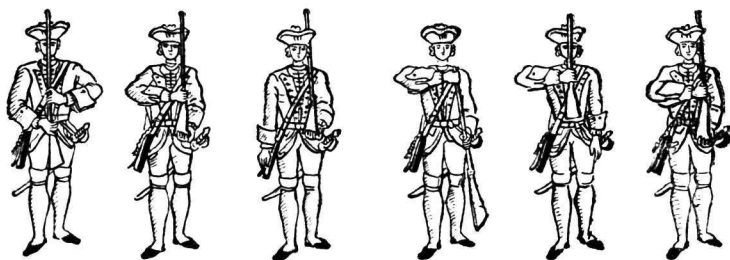




*La présente édition originale  
dont la mise en couleurs a été  
faite à la main, a été tirée à  
40 exemplaires sur Hollande van Rhyn,  
numérotés de 1 à 40 et  
700 exemplaires sur vélin  
numérotés de 41 à 740.*

*Il a été tiré en outre 30 exemplaires  
hors commerce, justifiés de 1 à XXX  
dont 5 exemplaires sur Chine (I à V)  
7 sur Hollande van Rhyn (VI à XII) et  
18 exemplaires sur vélin (XIII à XXX)*

**Exemplaire N° 110**

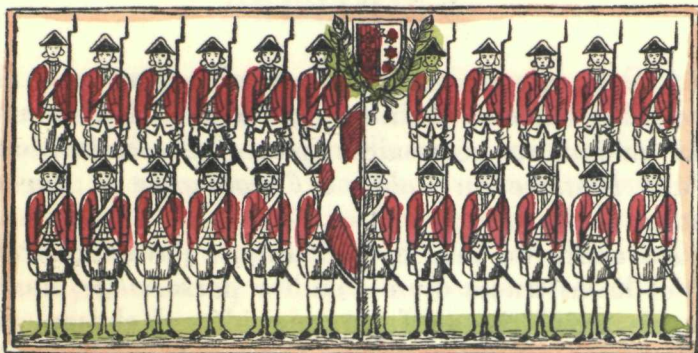




## **INTRODUCTION**







## INTRODUCTION

Le premier devoir d'un biographe est d'énumérer les sources de son ouvrage. Un tel inventaire a l'inconvénient d'être aride. Au lieu de lui présenter le résultat de mes recherches, que le lecteur me permette de le faire participer aux émotions du chercheur. Ainsi, nous irons ensemble, et comme en flânant, à la découverte de notre général, dont l'image apparaîtra peu à peu, telle que les archives me l'ont révélée<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir les *Sources* à la fin du volume.

## DE RIVAZ

Avant cette guerre, j'ai passé deux ans à recueillir dans les archives de Paris les documents qui m'étaient nécessaires pour la composition d'une *Histoire du Valais à l'époque de la Révolution et de l'Empire*.

Au cours de mes investigations, j'avais trouvé çà et là les traces d'un singulier personnage, dont j'avais peine à me faire une idée. Valaisan, il fulminait contre sa patrie ; militaire, il se plaignait de son état ; toujours mécontent et toujours réclamant, il refusait un jour le grade de général. Voilà qui n'est pas ordinaire. Ma curiosité éveillée, je me mis en chasse.

J'allai d'abord au ministère de la Guerre. La petite salle des archives est perdue, quelque part, au fond d'une immense cour. Avec ses tables noires, ses chaises dures, ses abat-jour en fer blanc, ses fenêtres sales toujours fermées, et ses fonctionnaires en sarrau gris rébarbatifs, elle ressemblerait assez à l'arrière-boutique d'un commissariat, n'étaient ses murailles que tapissent les cartons glorieux des régiments suisses, armoriés d'une croix fédérale, et que personne ne consulte jamais.

Quel ahurissement, que de récriminations, quand je voulus y toucher ! Il le fallait pourtant.

## INTRODUCTION

Je passai donc des heures, des journées, à flairer dans leur fouillis la voie de mon héros. Un demi siècle de poussière la recouvrait. Point de héros : la trace était brouillée. Je consultai ensuite son dossier personnel d'officier général, un amas d'états de service, de notes de service, de brevets, de suppliques, de répliques, d'appointements indus, de pensions réclamées. Puis défilèrent un à un les 48 cartons de l'armée des Alpes, où je pus suivre, au jour le jour, l'expédition de Nice de 1792, les campagnes dans les Alpes, et le fameux siège de Lyon en 1793, qui, à lui seul, remplit un carton entier. Une longue suite de « Mémoires historiques », rédigés péniblement par des officiers à la retraite, suivaient, comme des traîneurs et des éclopés, cette colonne martiale. Mon général, certes, y tenait son rang, mais comme à regret, car on sentait bien, qu'en ces temps de guillotine, il n'était pas toujours bon d'être un grand homme, un homme envié.

Ces ressources épuisées, les mains propres et mon veston brossé, je me dirigeai vers le ministère des Affaires étrangères, au Quai d'Orsay. Un beau jour, à deux heures précises, je passais sous le porche. Il y avait là, comme de coutume, un huissier. Mais cette fois, c'était un nouveau, une

## DE RIVAZ

tête inconnue. Je m'annonce à lui : « M. Gonard. — M. Gonard ? me répond-il avec assurance, M. Gonard n'est pas encore arrivé. Il est toujours en retard. Il n'est certainement pas à son bureau. Veuillez attendre ! » Au même instant, M. V\*\*\* d'O\*\*\* se présentait aussi. Il eut beau faire sonner très haut son titre d'ambassadeur, sa célébrité diplomatique : l'huissier ne voulut rien entendre. « Je ne vous connais pas, répétait-il ; je n'ai jamais entendu ce nom-là. Je ne puis vous laisser passer. Veuillez attendre ! » Vous pensez si les deux visiteurs voulurent attendre ! Dans un bruit sourd de protestations, l'un prit à droite le large escalier historié de peintures officielles, l'autre, un escalier plus modeste, à gauche. Me voilà donc à la porte des Archives. Imaginez une grande salle nue, toute blanche, qui prend d'une verrière un jour tamisé, et où règne un vaste silence ; deux longues tables parallèles, recouvertes d'un tapis vert, et tout autour desquelles siègent des fauteuils profonds, vides pour la plupart ; dans le mur, des portes dérobées, closes ou seulement entr'ouvertes ; et au milieu, trônant sur une estrade, l'archiviste, homme ou femme, mi-fonctionnaire, mi-diplomate, un sourire invariable dans une face quelconque. C'est le sanctuaire du

## INTRODUCTION

doute, des négations polies. « Ce général de Rivaz que vous cherchez, Monsieur, n'est pas ici. Vous pouvez m'en croire, vous ne trouverez rien chez moi qui le concerne. Adressez-vous plutôt à la Guerre ! — Mais j'en viens ! » Le sourire s'élargit. « Dans ce cas, me répond-il, et puisque vous le désirez absolument, je vous montrerai avec plaisir tout ce que je possède. Mais je crains bien que vous ne soyez déçu : les militaires ne sont pas des diplomates ! »

Jour après jour, l'inaltérable archiviste, tantôt homme, tantôt femme, eut le plaisir de m'ouvrir tous ses trésors. Et il y en avait. Pour le Valais seul, 13 gros volumes, et 140 pour la Suisse à cette époque, sans compter l'innombrable série des « Mémoires et documents ». Je trouvai bien, dans tout cela, quelques vestiges de mon officier. Mais ici, je le reconnaissais à peine. Il ne paraissait plus en bel uniforme, encore moins dans l'habit brodé d'un ambassadeur. Il avait au contraire la mine crispée, le ton hargneux d'un réclamatant, d'un misérable banni, appelant par vengeance sur sa maudite patrie les convoitises de l'étranger. Le pire, c'est qu'on ne l'écoutait guère. Il avait beau insister : on avalait l'appât, on rejetait les doléances. « N'avais-je pas raison ? » me dit le

## DE RIVAZ

riant archiviste, en jetant sur mes notes un mâle regard.

A l'autre bout de Paris, dans ce Marais autrefois si élégant, aujourd'hui envahi de fripiers et de juifs en caftan, l'Hôtel des Archives Nationales, l'ancien Hôtel de Soubise, aligne sur la rue des Francs-Bourgeois ses longs murs borgnes et ses grilles. Une forteresse ? Non pas ! L'on y entre comme au moulin. Et quel moulin ! Le grand salon est de plain-pied, entre cour et jardin, tout bâillant à chaque bout d'une triple porte vitrée. Par l'une, du matin au soir, s'enfourne la foule des quêteurs affamés, historiens de toutes langues, professeurs à lorgnon, étudiants en mal de thèse ; par l'autre, une cohue de cartons qui déversent sur les tables leur poussière et leur manne, dans un crépitement sec de feuillets froissés. De ces quatre millions de cartons et registres, quelques centaines se rapportent à la Suisse, et plusieurs au Valais, au département du Simplon. J'en usai largement. Il ne s'agissait pas ici de suivre la trace de mon général, mais plutôt de bien connaître les milieux, les hommes et les événements auxquels il fut mêlé. Je consultai donc les séries A (Guerre, ancien régime), B<sup>2</sup>, B<sup>4</sup> et C<sup>1</sup> (Marine, 1778-1780); les séries AF II, AF III,

## INTRODUCTION

AF IV, F<sup>1</sup> à F<sup>14</sup>, pour la Révolution et l'Empire<sup>1</sup> ; et pour la Maison d'Orléans, les séries R et K. Toute une époque y revit. Je fis des trouvailles. La section des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale, qui, avec ses portes blindées et ses serrures à secrets, ressemble à un coffre-fort, et la Bibliothèque de l'Arsenal (Archives de la Bastille), me fournirent aussi de précieux documents.

Au milieu de ce dur labeur, j'eus le plaisir de passer un mois de vacances à Sion. Ce mois, je le passai dans le sous-sol des Archives Cantonales. Mon zèle fut récompensé : je découvris un trésor. Il était à la portée de tout le monde. Comment se fait-il que personne ne s'en fût douté ?

En Valais, dans sa patrie, le souvenir du général de Rivaz s'était perdu. L'auréole de son frère le chanoine, les lauriers du Grand Baillif son cousin, ternissaient son étoile trop pâle et trop lointaine. A peine savait-on qu'il avait servi dans le régiment de Courten, qu'il était passé au camp des Révolutionnaires, que sa patrie l'avait renié, banni, qu'un accident de cheval, en lui cassant un bras, avait brisé sa carrière, enfin, qu'il avait

<sup>1</sup> Pour donner une idée de l'importance de ces séries, la série F<sup>7</sup> compte plus de 11.000 cartons, la série F<sup>14</sup> plus de 10.000. Elles sont dotées heureusement d'inventaires détaillés.



## DE RIVAZ

traîné au loin une longue et misérable vieillesse. On croyait avoir tout dit, quand on l'avait montré militaire indiscipliné, citoyen rebelle, caractère aigri, quand on l'avait classé parmi les sans-culottes, au côté de son compagnon d'armes et de révolte, Léopold de Nuce. A cela s'ajoutaient quelques détails inexacts. Qu'eût-il pensé, par exemple, de ce généalogiste qui le déclare l'un des séides de la faction d'Orléans, lui qui passa la moitié de sa vie à redouter les noires vengeances de cette faction.

Inutile de dire que M. le D<sup>r</sup> Meyer, archiviste cantonal depuis trente ans, me reçut à bras ouverts. Tous ceux qui l'ont connu et comme moi lui gardent un souvenir reconnaissant, savent combien il était charmant, érudit, méthodique, conservateur. Je lui exposai l'objet de mes recherches. Mais au premier mot : « Pardon ! me dit-il avec chaleur, avez-vous une méthode ? » Et il me conseilla la sienne, qui était excellente. Puis il me plongea d'autorité dans les Correspondances helvétiques, une trentaine de volumes, précieux sans doute, mais qui n'éclairaient pas mon sujet. Les jours passaient. Chaque fois que je relevais la tête, je voyais devant moi, dans la demi-lumière tombant des soupiraux, une porte de fer, mysté-

## INTRODUCTION

rieuse, toujours close. Dévoré d'impatience, je m'adressai à M. Meyer : « Ne possédez-vous donc rien qui se rapporte à mon général ? — Ah ! Pardon ! se récria-t-il, c'est ici qu'il se trouve, et pas ailleurs ; mais il fallait d'abord examiner le reste. » Il se leva. Je le suivis. La porte de fer me révéla son secret.

Elle s'ouvrait sur une chambre, petite à la vérité, mais bien remplie. Des rayonnages en garnissent les quatre murs et s'avancent jusqu'au milieu, chargés de livres anciens, de manuscrits, de grimoires et, tout en haut, d'une triple couronne de cartons entassés. C'est le fonds de Rivaz.

Je n'eus qu'à étendre la main. Je saisis presque au hasard un mince volume, humblement relié. C'était un manuscrit de 130 pages in 4°. Quelle ne fut pas ma joie de lire sur la page de garde : *Notice sur la vie du général de Rivaz, écrite par lui-même en 1810, à la prière de son cousin Charles de Rivaz*. Un peu plus loin, sur le même rayon, je découvris un *Précis du siège de Lyon en 1793*<sup>1</sup>, rédigé par le même auteur, à la même époque et dans les mêmes circonstances. Ces deux

<sup>1</sup> Je découvris plus tard une copie de ce manuscrit aux Archives de la Guerre, à Paris. (Manuscrits historiques No 393.)

## DE RIVAZ

manuscripts, le Grand Baillif de Rivaz les signalait dans ses *Souvenirs de Paris* depuis longtemps publiés; il en a même retracé la genèse<sup>1</sup>. Pourquoi sont-ils demeurés inconnus ?

D'abord, ils sont d'une écriture difficile<sup>2</sup>; puis ils rebutent par leur incohérence. Point de récit suivi, mais un entassement d'anecdotes, de récriminations, de plaintes. Le général de Rivaz ne fait pas œuvre d'écrivain. Il épanche son cœur. Il confesse, — si je puis dire, — les crimes que d'autres ont commis contre lui. Dominé par la crainte, il n'ose pas s'exprimer au grand jour; il

<sup>1</sup> Le Grand Baillif de Rivaz écrit à ce sujet dans ses *Souvenirs de Paris*, tome I, p. 159-160 :

« Je désirais que mon cousin écrivît l'histoire de sa vie, persuadé qu'elle offrirait quelques traits piquants et même quelques matériaux historiques. Après s'être fait presser, il y consentit. J'ai de lui un manuscrit où il a consigné les principaux événements de sa vie, ainsi que de son existence au service de France. J'ai un manuscrit particulier sur le siège de Lyon par les démocrates français en 1793, où il commandait un des trois corps d'armée, sous les ordres du général Kellermann... Mais je n'ai pu le décider à écrire les particularités des intrigues plus ou moins odieuses que se permettaient les partis qui déchiraient alors la France. Il s'était attaché à la faction du duc d'Orléans... Mais je n'ai jamais pu lui arracher les détails de ce qu'il avait connu des menées de cette faction. Il faut qu'ils fussent bien atroces... »

<sup>2</sup> Le Grand Baillif (*ibid.* p. 162-163) dit encore que, ces manuscrits étant d'une écriture difficile, il les a fait copier par son fils Charles. Ce sont les originaux de la main du général que j'ai retrouvés, et non les copies.

## INTRODUCTION

est violent, mais réticent, et ses accusations fulminées jettent, comme l'éclair, un éclat bref, qui rend après lui l'obscurité plus profonde. Il faut, pour comprendre ses Mémoires, connaître à fond les événements et les hommes dont il parle ; mais alors on constate que les faits sont vrais, les anecdotes vécues, les dates exactes, et que seuls les commentaires sont exagérés ou tendancieux. Les commentaires eux-mêmes sont d'un grand prix pour le biographe, parce qu'ils montrent au vif une âme sensible écorchée.

Dans la *Notice sur sa vie*, le général de Rivaz n'a voulu retracer que sa carrière politique. Il ne dit presque rien de son enfance, de sa jeunesse, ni de sa vie au régiment. Mais il raconte en long ses prétentions à une compagnie du Haut-Valais, par quelles intrigues on l'en frustra, pourquoi et comment il devint révolutionnaire, sa prudence aux armées, sa marche sinueuse au milieu des factions, parmi tant d'appétits déchaînés, de poltrons enchaînés à leurs crimes. Puis, les diables s'étant faits ermites, ses protecteurs, les mains lavées et pleines, ne le regardant plus, seul, invalide, quémandeur éconduit, à la vue de tous ces fripons galonnés et titrés par l'Empire, il se répand en

## DE RIVAZ

propos amers contre le métier des armes, où il n'a fait carrière que par nécessité.

Dans le *Précis du siège*<sup>1</sup>, il expose, à travers mille redites, circonlocutions et diatribes, le plan qu'il avait formé de bloquer la ville, de quelle manière son plan fut écarté, les fautes qui s'ensuivirent, les embûches qu'on lui tendit. Il attribue tout aux intrigues de la faction d'Orléans, mais se garde bien de nous les révéler. On dut, — cela va sans dire, — revenir à son plan; lui seul établit le blocus, et la ville, aussitôt affamée, se rendit.

En plus de leurs obscurités, ces deux manuscrits ont donc les défauts inhérents à tous les Mémoires. Le fonds de Rivaz contient heureusement quelque chose de plus solide et de plus substantiel : les *correspondances du général, de ses frères et de son cousin le Grand Baillif*, groupées dans six cartons. Les lettres que j'ai utilisées sont au nombre de 304. Sur ce nombre, 150 sont de la main du général, les autres, de ses frères, de sa sœur et de son cousin. 219 sont datées d'avant

<sup>1</sup> Pendant le siège, il avait tenu un journal. « Mais, dit-il, j'ai déchiré ce journal, lorsque je me suis aperçu que moins d'une année après c'était un crime et non pas un mérite d'avoir concouru à cette expédition militaire... » (*Précis du siège*, p. 19.)

## INTRODUCTION

la Révolution, 85, de 1796 à 1832. A tout cela, il convient d'ajouter : la volumineuse correspondance du Grand Baillif et de sa femme, deux cartons où j'ai glané bien des renseignements utiles ; un inventaire analytique de 69 lettres, aujourd'hui perdues, relatives au général lorsqu'il servait dans l'armée des Alpes ; quelques pièces de la même époque ; des mémoires, des suppliques.

Si conservateurs que fussent les de Rivaz, ces correspondances ne sont pas complètes. D'abord, il y manque presque toutes les lettres adressées au général. Lui-même nous raconte que, lors de sa fuite de Cambrai, en 1791, il avait laissé chez sa logeuse une malle pleine de tous ses papiers ; que cette logeuse, redoutant une visite domiciliaire du terroriste Lebon, qui opérait alors à Cambrai <sup>1</sup>, s'était empressée de les brûler tous, sans discernement. Une autre lacune, — et celle-là n'est pas due à une destruction, — s'étend de 1789 à 1796, c'est-à-dire sur toute la période révolutionnaire. Durant ces sept années, pas une lettre échangée entre le général et ses frères. Étaient-ils brouillés en raison de ses tendances politiques ? On pourrait le croire. Cependant il

<sup>1</sup> En 1793, pendant la Terreur.

## DE RIVAZ

paraît plus vraisemblable que, chassé du régiment et banni de sa patrie, il ait redouté de compromettre sa famille, très surveillée elle-même en Valais, depuis les troubles de Monthey de 1790 et 1791<sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, cette lacune est regrettable, car nous n'avons, pour suivre le général à travers la Révolution, que ses Mémoires et des documents officiels.

Jamais correspondance ne fut plus vivante que la sienne. Depuis sa première lettre, qui date de 1761 et où se lit le collégien féru de rhétorique, mais d'orthographe incertaine, tout naïf et tout neuf, jusqu'à la dernière, de 1832, qui, tracée péniblement par saccades et reprises, trahit le corps infirme, l'esprit gourde, l'amollissement du cœur, fourrier de la mort, c'est, au jour le jour, à travers les mille riens petits ou grands de l'existence, une confession en clair. L'écriture, le papier, son format, tout, jusqu'à l'encre même, y révèle des situations morales en même temps que matérielles. A cet égard, certains billets étroits et

<sup>1</sup> « Vous serez sans doute étonné, mon très cher cousin, de recevoir des signes de vie de ma part, après un silence d'un aussi grand nombre d'années... Je me suis tenu tranquille, pour ne pas susciter à ma famille des persécutions sourdes, qui me puniraient infiniment plus que la durée d'une proscription qui m'honore... » (Le général de Rivaz à son cousin Charles-Emmanuel, Paris, 19 août 1796.)

## INTRODUCTION

breufs, écrits de Meaux en 1775, disent, plus sûrement que leur texte banal, les rêves abattus, la douleur contenue, un avenir sans horizon ; et dans ses lettres de 1796, le général eût-il dissimulé sa misère, que son papier minable, son encre si pauvre et si pâle la criaient assez. Les mêmes traits se retrouvent dans l'écriture de ses correspondants : celle d'Anne-Joseph, le chanoine, ouverte, barbouillée, parfois brouillonne ; celle du Grand Baillif qui va s'élargissant à mesure que le personnage s'élargit. Voilà, pour l'historien, des nuances souvent plus vives et plus vraies que les mots <sup>1</sup>.

Tels sont, dans leur diversité, les documents inédits, qui forment la matière principale de cette biographie. Si l'on y ajoute quelques mémoires tirés du fonds de Rivaz, les pièces relatives aux Capitulations du régiment de Courten qui se trouvent aux Archives bourgeoises de Sion, les protocoles des Diètes valaisannes, et quelques manuscrits que M. Eugène de Courten a eu l'amabilité de me communiquer, en particulier le Journal de vie et le Carnet de route de son ancêtre

<sup>1</sup> La plupart de ces lettres sont si longues et si diffuses, que, pour ne pas rompre le cours du récit, il a été souvent nécessaire de les résumer.



## DE RIVAZ

Louis-Régis de Courten, on voit combien ces matériaux sont riches et variés.

Pour élargir cette documentation, j'ai eu recours, cela va sans dire, à un grand nombre d'ouvrages imprimés <sup>1</sup>. Il ne suffisait pas, en effet, de borner mes lectures aux choses militaires, à l'organisation de l'armée d'ancien régime, à l'influence prussienne qui fut si grande, aux querelles de tactique, à la guerre de Sept ans, aux guerres de la Révolution. Le général de Rivaz a grandi, a vécu dans une société en travail, poussée vers sa destruction par d'irrésistibles courants, scientifique, littéraire, « philosophique », ce qu'on appelait alors le « progrès des lumières ». Comment expliquer sa conduite, sans faire la part de ces influences, qu'avec tous ses contemporains il subit, lui aussi, selon son caractère ? Comment le suivre à travers la Révolution, sans une connaissance aussi exacte que possible des événements, des factions, de leurs menées souterraines supposées ou réelles, de tous ces personnages dont il recherchait la protection ou redoutait les vengeances ? Mais il fallait faire un choix, car la

<sup>1</sup> Voir la Bibliographie à la fin du volume.

## INTRODUCTION

matière est immense. Pour n'en citer qu'un exemple, la bibliographie complète d'un seul épisode, tel que le siège de Lyon, ne comprendrait pas moins de trois cents ouvrages.

Une autre source d'information, la dernière, — et celle-là, sans être historique, m'a permis souvent de saisir des nuances qu'aucun grimoire ne pourrait réfléchir, — je l'ai puisée aux lieux mêmes où vécut le général de Rivaz. J'ai eu la chance d'écrire sa biographie dans un petit village de chalets accroché au penchant des Alpes, dans l'un des vallons les plus reculés de sa patrie. Les habitants de ce village hospitalier m'ont fait le plus aimable accueil. J'ai été le témoin de leur vie simple et saine, j'ai pu les interroger, connaître leurs sages coutumes, leur farouche instinct de liberté, leurs idées un peu courtes, leurs rivalités mesquines en période d'élections. Ils n'ont pas changé. Comme au temps de notre officier, ils écorchent la terre de leurs charrues ancestrales ; leurs horizons, leurs vues politiques ne se sont pas élargis ; et les femmes, habillées comme s'habillaient leurs grand'mères, ne mettent pas moins de coquetterie qu'elles n'en mettaient, dans la largeur d'un galon ou les reflets d'un fichu.

## DE RIVAZ

Mais à Paris, me direz-vous, c'est tout le contraire ! Rien, en effet, n'évolue si vite que la vie des grandes cités. Cependant, j'ai vu dans les ministères des commis aussi nonchalants que l'étaient sans doute les commis de Choiseul, de Bouchotte et de Berthier. J'ai entendu, dans les bureaux, des officiers à la retraite réclamer assidûment leur pension ; je les ai vus badauder sur les berges de la Seine, ou jouer leur partie au cercle militaire ; et leurs propos me semblaient surgis tout vifs des Mémoires et des lettres du général de Rivaz.

J'ai visité aussi, dans le Nord, dans l'Ouest et le Midi, ces petites villes de garnison, où il traîna son ennui et ses rêves. La baie d'Antibes, avec son port étroit et ses vieux bastions, m'est apparue telle à peu près qu'elle était, lorsqu'il embarquait ses troupes pour la conquête de Nice ; et il dut voir, comme je les vis des hauteurs de Limonest, dans la banlieue lyonnaise, s'allumer, le soir, les lumières de la ville assiégée.

Les sites, les temps ont pu changer. L'homme pourtant reste le même. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Et si l'histoire ne se renouvelle pas, rien ne fait mieux comprendre à l'historien les événements passés, — les prodromes d'une

## INTRODUCTION

révolution, une inflation de papier-monnaie, une conquête européenne, — que les événements auxquels il a lui-même assisté.

Le lecteur s'étonnera peut-être qu'après avoir dépouillé tant de documents, remué tant de poussière, puisé à tant de sources, je ne lui offre qu'un simple récit. Acteur ou spectateur, le général de Rivaz fut mêlé aux principaux événements de son siècle; mais l'histoire de ce siècle, sur lequel des milliers d'érudits se sont penchés, n'est pas à refaire; elle ne l'était pas surtout, à l'occasion d'un personnage qui n'y joua qu'un second rôle. Et la tentation ne me serait sans doute point venue de le tirer de l'oubli méprisant où ses contemporains l'avaient relégué bien avant sa mort, si je n'avais découvert en lui le type même du révolutionnaire, du Jacobin.

On se fait généralement des Jacobins une idée très fausse. On les représente volontiers comme des êtres surhumains, qui dépassent le vulgaire de toute la grandeur de leur patriotisme ou de leurs crimes. La réalité est bien différente. Vus de près, ils sont, pour la plupart, petits, mesquins, rancuneux, extraordinairement lâches et poltrons. L'envie les pousse et la peur les domine. Leurs

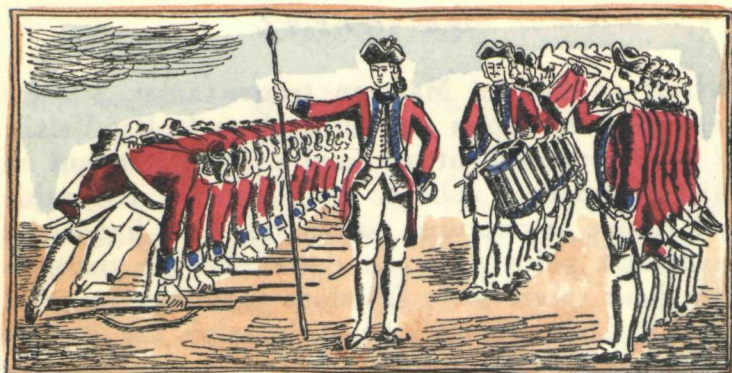
## DE RIVAZ

crimes, lorsqu'ils en commettent, ne s'expliquent pas autrement. Quant à leurs principes, leurs « vertus », leur « patriotisme », ce ne sont que des mots, et qui couvrent les appétits les plus bas, les plus basses intrigues.

J'ai commencé mes recherches sans savoir ce que je trouverais, par simple curiosité. Le Jacobin ne se révéla que tardivement ; mais une longue suite de circonstances l'avaient façonné, le prédestinèrent à ce rôle. Plutôt que d'en faire l'analyse ou de tracer son portrait, je l'ai pris dès sa naissance, je l'ai suivi pas à pas, je l'ai « raconté ». Saisir, dans leurs replis intimes, le caractère, l'âme d'un Jacobin, qui ne fut ni meilleur, ni plus mauvais, ni moins sot que ses semblables, évoquer sa carrière, ses ambitions, ses rêves, ses illusions perdues, ses intrigues, ses rancunes, ses terreurs, sa misère, en un mot, le faire revivre à vos yeux, tel qu'il m'est apparu à travers toutes sortes de documents : voilà mon intention. L'enfer, hélas ! est pavé de bonnes intentions.

## **PREMIERE PARTIE**





## I

### ORIGINES

C'est dans le Haut-Valais, au pied de la « Montagne du Simplon », qui devait jouer un si grand rôle pour le malheur de sa petite patrie, qu'un hasard fit naître Pierre-Emmanuel de Rivaz. Mais est-on pour si peu haut-valaisan ? Cette question d'origine, sans cesse controversée, eut une grande influence sur sa carrière.

Dès le XII<sup>e</sup> siècle, un Rippa, bourgeois d'Evian,



## DE RIVAZ

vivait en Savoie. Mais on trouve aussi, à cette époque, des Rippa implantés dans le Bas-Valais. Ceux-là exploitaient un moulin, qu'ils tenaient en fief du seigneur abbé de Saint-Maurice. Riveraine du Rhône et riveraine du Lac, les deux lignées ne semblent point avoir eu entre elles de parenté. On peut suivre leurs filiations parallèles jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle. Réunis à Saint-Gingolph, les Derivaz sont alors si nombreux, qu'ils semblent, à eux seuls, peupler un tiers de ce village mi-valaisan mi-savoyard.

Jusque là, rien ne les distingue. Ceux de Saint-Maurice ont mené, dans les farines, une existence ignorée ; leur moulin virait encore au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ceux d'Evian, il est vrai, avaient de plus hautes prétentions. Ils se transmettaient de père en fils le titre de *civis et miles*. Mais qu'on ne s'y trompe pas : en des temps de guerres incessantes et de services étrangers, où la seule gloire était celle des armes, pas un ne fut soldat. Ils sont trop prudents, trop entichés aussi de leur bon terroir, pour courir au loin l'aventure. Et s'ils cherchent la fortune, c'est dans l'ombre de leur clocher, à petits coups lents et sûrs. Déjà ils avaient donné à la paroisse un curé, des syndics et deux prieurs du Saint-Esprit, quand Etienne

## ORIGINES

Derivaz, — le grand-père du général, — fit la fortune de la famille.

Le 13 août 1702, il épousa la sœur d'un célèbre avocat au Parlement de Savoie, Anne-Marie Cayen, qui lui apportait relations et richesses. Il usa des unes et des autres en homme avisé. D'abord, il obtint une charge de notaire dans le Bas-Valais. Puis il leva ses regards vers les « Seigneurs supérieurs » du Haut-Valais, qui lui décernèrent, en 1722, des lettres de « franc-patriote », pour avoir su maintenir à petit bruit, pendant la guerre et la peste, le bon voisinage de leur république avec le Pays de Vaud et la Savoie : *propter discretam cum vicinis vivendi rationem*, disaient ses lettres patentes. Dans le même temps, il avait acquis la ferme du Miroir et de menus fiefs aux environs d'Evian; devenu ainsi le vassal du roi de Sardaigne, il vint à Turin lui prêter hommage.

Le voilà gentilhomme en Savoie et bourgeois du Haut-Valais. Sans quitter l'habit noir et les bas de laine, il se compose des armoiries, les charge d'un lion tout en or et de pièces honorables. Puis il détache de son nom la particule. Son ascension est couronnée.

Il comptait sur la sagesse de ses descendants pour asseoir cette brillante fortune. Son espoir ne

## DE RIVAZ

fut qu'à demi réalisé. De ses deux fils, le cadet lui ressemblait beaucoup ; mais l'aîné, Pierre-Joseph, était doué d'une intelligence géniale. N'ayant de goût que pour les spéculations scientifiques, il planait bien au-dessus de ce bas monde. Son père tenta l'impossible pour l'y ramener. Il lui fit épouser la fille d'un notable, Marie-Barbe Dufay, l'établit châtelain de Saint-Gingolph, lui céda sa charge de notaire. Peines perdues. A rédiger des actes d'achat ou de vente, à répéter sans fin les mêmes formules dans l'insipide jargon des clercs, la plume lui tombait des mains. Il écoutait distraitemment les lentes explications de ses clients ; leurs doléances, leurs arguties l'impatientaient ; et tandis que des voix sourdes parlaient contrats, inventaires, mainmorte ou legs contestés, le regard perdu dans des contemplations métaphysiques, il s'abîmait en calculs insondables ou griffonnait des croquis d'inventions. Au bout de peu d'années, n'y tenant plus, il se démit de cet office au profit de son frère cadet.

Libre enfin de s'élancer dans la carrière aventureuse du progrès, que la jeune science de ce temps croyait indéfini, il quitta Saint-Gingolph, la tête remplie de desseins grandioses.

Précisément à cette époque, au delà de Brigue,



VUE DE BRIGG



## ORIGINES

dans la vallée de Binn, il y avait une mine de fer abandonnée. C'était une pauvre mine, que des concessionnaires incapables ou malchanceux avaient exploitée à plusieurs reprises, et toujours sans succès. Qu'importe ! Une mine de fer ne peut-elle devenir, en mains expertes, une mine d'or ? Il s'en fut donc à Brigue, installa son ménage dans le hameau de Glis, et se mit à l'ouvrage.

Telles sont les circonstances qui firent du général de Rivaz un natif du Haut-Valais, haut-valaisan, bas-valaisan, savoyard, seigneur et sujet.

## II

### SANS PATRIE

(1745-1761)

Il naquit le 3 juillet 1745 et reçut au baptême le nom de Pierre-Emmanuel-Jacques. On crut d'abord qu'il ne vivrait pas, tant il était chétif. Pourtant, que d'espoirs groupés autour de son berceau ! Sa mère le voyait déjà magistrat du Haut-Valais ; son grand-père voulait l'établir dans sa succession ; son père comptait, grâce à la mine, lui léguer de grandes richesses. Il y aurait bien eu de tout cela dans son destin. Mais d'abord la mine ne rendit pas les trésors attendus.

Au lieu de l'exploiter en bon père de famille, le savant homme s'appliquait jour et nuit à la

## SANS PATRIE

recherche de procédés nouveaux. Hélas ! en dépit de son alchimie et des calculs les plus optimistes, la livre de fer, qu'il vendait six liards, lui en coûtait dix. Son bien se perdait de toutes manières, au fond des galeries, en lueurs dans le ciel, en panaches de fumée, en scories, en rouille ; et des caravanes de mulets, le dos creux sous la lourde charge, emportaient le reste à petits pas nonchalants. A demi ruiné, dégouté des affaires, il les laissait aller, et reporta tout son génie sur des spéculations moins terre à terre. Il avait inventé, dans sa jeunesse, une horloge étonnante, qui se remontait d'elle-même. Il la perfectionna. Et, muni d'un savant mémoire qu'il voulait soumettre à l'Académie des Sciences, il s'en fut à Paris courir les chances désormais certaines de l'insaisissable fortune.

Famille, meubles, horloges empilés sur un char à bancs, on partit au printemps de 1748. Le voyage, jusqu'à Saint-Gingolph, dut être long et fatigant. Le chemin de Brigue était bien mauvais à cette époque, rocailleux, creusé d'ornières profondes, et si étroit dans la traversée des villages et dans les endroits escarpés, que seuls les « petits chars » y pouvaient passer. A la fonte des neiges, les torrents déversaient leurs graviers, formaient



## DE RIVAZ

des lacs de boue, emportaient les ponts vermoulus. Il fallut surmonter tous ces obstacles pour arriver à Saint-Maurice. Puis on s'engagea, par Monthey, sur la route de Saint-Gingolph, qui déroule son pâle ruban au milieu des vergers, dans la plaine élargie. Mais bientôt les rochers et le Rhône, en se joignant, l'étranglent; un antique château ferme le pays, et la route, entre deux tours, franchit un pont-levis. On le passa au trot, dans un grand bruit de chaînes remuées.

Agé de trois ans à peine, Pierre-Emmanuel eût peut-être quitté sa patrie pour toujours, sans même en garder un souvenir. Son grand-père l'ayant « réclamé » au passage, il faillit encore s'y implanter, mais cette fois en Bas-Valais, sur l'extrême frontière.

C'était un charmant vieillard que cet Etienne de Rivaz, un homme de bon sens, un homme de cœur. Il adorait son petit-fils et n'avait qu'une idée : l'attacher à ses bonnes terres de Saint-Gingolph, qu'il lui destinait. Chaussé de grands souliers, marchant à longues foulées, il l'emmenait par la campagne, inspectait ses fours à chaux, visitait ses métairies, surveillait les labours, les semailles, la récolte, s'enfonçait dans les bois. Le marquis de Carabas, trottinant par derrière,

## SANS PATRIE

prenait possession de ses vastes domaines. Et la Morge avait beau creuser, en grondant, la frontière au milieu du village, il était chez lui d'un côté comme de l'autre ; à perte de vue, tout lui appartenait. Déjà il jouait dans la contrée son petit personnage, chacun l'adulait, le choyait comme un dauphin, quand son grand-père mourut, le 7 mai 1753.

Il fut pieusement inhumé en l'église du village, sous une dalle, devant l'autel de Saint-André. Il y eut des discours émouvants, bien des larmes versées. Toute la paroisse sanglotait. Pierre-Emmanuel, lui aussi, pleurait, mais sans comprendre l'immensité de son malheur. Après la cérémonie, on le conduisit, tout vêtu de noir, dans la maison neuve, où l'oncle Charles, — le frère cadet de son père, — s'installait déjà.

L'oncle entendait l'instruire à sa manière. Il le prêcha d'exemple et de leçons. Très savant, il lui inculqua le goût de l'étude. Mais il était bien trop froid pour lui inspirer de l'affection. Il avait d'ailleurs un fils, Carlin<sup>1</sup>, — alors âgé de trois ans, — auquel il réservait tout naturellement la succession du grand-père. Malgré la tendresse de

<sup>1</sup> Charles-Emmanuel, le futur Grand Baillif.

## DE RIVAZ

sa tante, ses folles escapades avec ses cousines et son petit cousin, Pierre-Emmanuel se sentait un étranger et se réfugia peu à peu, comme son père, dans un monde de chimères et de rêves.

Il avait onze ans, quand sa mère put enfin le reprendre auprès d'elle à Paris. Ses parents habitaient alors, rue de Bretagne, dans le Marais, une grande maison, éclairée de tristes fenêtres, au fond d'une cour. Il y pénétrait peu de soleil ; mais la joie rayonnait au dedans. Pierre-Emmanuel y trouva quatre petites têtes bouclées qu'il ne connaissait pas encore : sa sœur Marguerite et ses frères Louis, Anne-Joseph et François-Isaac, nés à Paris. Quant à l'aînée, Marie-Anne, elle recevait, au pensionnat de Popincourt, l'un des plus élégants de France, une éducation mondaine.

M. de Rivaz n'avait pas mieux réussi à Paris qu'en Valais. Sans doute, l'Académie lui avait décerné des éloges, mais des éloges platoniques. M. de Maurepas, le grand ministre, l'avait pris sous sa protection ; mais la disgrâce de Maurepas l'avait privé de son meilleur appui. Et il courait pauvrement le royaume, en Dauphiné, en Bretagne ou ailleurs, quêteant toujours l'introuvable fortune.

Après chaque affaire manquée, sa mince per-

## SANS PATRIE

sonne reparaissait au logis, où M<sup>me</sup> de Rivaz faisait des prodiges pour cacher leur gêne et choyer ses enfants, Pierre-Emmanuel surtout, qu'elle « idolâtrait ». Elle n'y serait point parvenue sans la générosité d'amis très illustres. Des ministres, des grands seigneurs, des beaux esprits, des savants fréquentaient son salon. On y rencontrait M. de Malesherbes <sup>1</sup>, directeur de la Librairie, ami des philosophes et censeur bonasse, dont le large carrosse servit plus d'une fois de refuge aux auteurs poursuivis par sa police et à leurs écrits condamnés; M. de la Condamine <sup>2</sup>, qui avait, au Pérou, mesuré la Terre et vainement recherché l'El Dorado fabuleux; les frères Pâris, Pâris-Duverney, le parrain d'Anne-Joseph, et Pâris-Montmartel, qui, dans l'ombre, à grands coups de

<sup>1</sup> cf. Brunetière : La Librairie sous Malesherbes (*Nouvelles études critiques*, 2<sup>me</sup> série, Paris 1886, pages 164 à 251).

<sup>2</sup> L'Académie des Sciences l'avait envoyé mesurer un degré du méridien sous l'équateur. Il partit en 1736, séjourna dix ans au Pérou, et après s'être acquitté de sa mission dans les circonstances les plus difficiles, il explora tout le bassin de l'Amazone, qu'il descendit en canot. A son retour, il publia plusieurs ouvrages, parmi lesquels : la *Relation d'un voyage fait à l'intérieur de l'Amérique méridionale* (1745), et son *Journal de voyage... à l'équateur* (1751). Ces livres contiennent un grand nombre d'observations et d'anecdotes fort curieuses, qu'il aimait à raconter.

## DE RIVAZ

*Nugues* finances, faisaient la guerre ou la paix<sup>1</sup>; M. de Nugins, dispensateur attitré de leurs discrètes largesses; le chevalier de Marescot, vrai chevalier servant, riche de cœur et de vertus; sans compter le pauvre grand Rousseau et son éloquence de bon sauvage. De leurs propos mêlés, satiriques ou sensibles, de ces échappées lointaines, du grand monde entrevu, où son père et sa mère étaient si appréciés, Pierre-Emmanuel devait garder une impression de rêve et d'orgueil.

Ce beau temps dura peu. En 1757, Marie-Anne quitta Popincourt et fit son entrée dans le monde. Aussi éblouissante de jeunesse et de grâce que par la vivacité de son esprit, elle fut presque aussitôt demandée en mariage par le « spirituel » chevalier Damian, qui appartenait à une illustre famille d'armateurs bretons. Déjà les fiancés s'abandonnaient aux rêves les plus doux, les félicitations, les cadeaux affluaient, quand

<sup>1</sup> « L'argent nous manque, écrivait Bernis à Stainville (le futur duc de Choiseul). Un seul homme est chargé d'en fournir, et il ne veut employer que les moyens qu'il connaît et sur lesquels il gagne. Passez-vous de cet homme... la banqueroute s'ensuivra. Il en est de même de son frère. Tous les sous-ordres des vivres dépendent de ces deux hommes; choisissez qui vous voudrez, il sera à leurs ordres; et vos affaires seront gâtées parce que vous aurez voulu vous passer d'eux. » (Bernis, *Mémoires et lettres*, Paris, 1878, 2 vol. 8o).

## SANS PATRIE

Marie-Anne tomba malade. En une seule nuit, une atroce nuit de fièvre, la petite vérole détruisit « tous ses agréments ». Elle ignorait son malheur. Personne n'osa l'en avertir. Quand elle put se lever, son premier geste fut de saisir un miroir. Elle s'évanouit. La fièvre la reprit, et en quelques semaines, une « péripneumonie » emporta son pauvre corps défiguré. Pas un instant M<sup>me</sup> de Rivaz n'avait quitté le chevet de sa fille. Elle ne put résister au chagrin, ou peut-être à la contagion, car la même maladie « plaça la fille et la mère au tombeau ». Son fils n'assistait pas à ses derniers moments; mais le dernier nom qu'elle prononça fut celui de son « cher Emmanuel ». Ainsi mourut « la plus tendre des mères ».

La famille se dispersa. On vendit les meubles; on quitta le bon logis; les amis s'éloignèrent. Pierre-Emmanuel, qui entrait dans sa douzième année, fut mis au collège, chez les Jésuites probablement. Tout l'enseignement des collèges se réduisait alors à deux exercices : le latin et la mémoire. « Qu'apprend-on en sixième ? du latin. En cinquième ? du latin. En troisième ? du latin. En quatrième ? du latin. En seconde ? du latin ! » Point de langues vivantes. Du français, tout juste ce qu'il en faut pour rédiger une version. Pierre-

## DE RIVAZ

Emmanuel n'aimait pas le latin ; mais il avait une mémoire infailible, qui était d'ailleurs un don de famille. Pour occuper toujours le pupitre d'honneur et porter la croix, il n'avait pas besoin de travailler : il lui suffisait de faire assaut de mémoire avec ses condisciples. Il goûtait à ces succès faciles une sorte de revanche. Les boursiers, les « pauperes » comme on les nommait, modestement vêtus de noir et ne portant ni épée ni perruque, étaient astreints à de petites corvées humiliantes, dont les nobles et les riches étaient exempts. Ces inégalités lui étaient sans doute assez pénibles. Il n'eut point d'amis.

Après les humanités, trois ans passés à scander d'une voix de fausset les amours de Tityre et les déclinaisons, il fit sa rhétorique. Là aussi, tout se passait en latin ; mais le latin prenait une ampleur soudaine. Ne s'agissait-il pas d'égaler Cicéron ? *Stylus ex uno fere Cicerone sumendus*, prescrivait la *Ratio studiorum*. Un vieux maître dictait des « cahiers d'expressions », où l'Orateur et Quintilien se trouvaient écorchés, dépecés, apprêtés, et comme mis en recettes. On apprenait par cœur. Puis on appliquait les bons principes. On « amplifiait ». Comme tous ses contemporains, Pierre-Emmanuel amplifia « Les malédictions de Brutus

## SANS PATRIE

à ses fils », « Les remords de Néron après le meurtre de sa mère », « Le discours que le serpent fit à Eve ». De là sa manie des plaidoyers et des proverbes latins.

Que valait cet enseignement ? Selon que les Jésuites étaient en faveur ou en disgrâce, on en a dit beaucoup de bien ou beaucoup de mal. Ils étaient alors sur leur déclin ; encore deux ans, et ils seraient chassés de France, des six cents collèges qu'ils dirigeaient. On en disait donc tout le mal possible.

La mode était aux « lumières ». Les philosophes, l'Encyclopédie, triomphaient. On ne voulait rien ignorer de ce qui peut être utile au bonheur des hommes ; on se passionnait pour les découvertes des savants ; et l'on soupçonnait que la *science* ne se paie pas de mots, qu'elle se nourrit, au contraire, d'observations et d'expériences. Les Jésuites, fidèles aux traditions des vieux âges, la traitaient encore en servante de la théologie ; ils la réduisaient en syllogismes ! Les déistes se faisaient de la Providence une idée large et généreuse : le Dieu des Jésuites n'est, disaient-ils, qu'un petit despote ! On rêvait une morale naturelle, des *vertus* à l'imitation des bons sauvages : et les Jésuites en restaient aux vieux péchés



## DE RIVAZ

gothiques, dont ils tenaient registre, qu'ils faisaient apprendre par cœur et confesser en latin ! Du latin, des mots, rien d'utile ! ricanaient les philosophes. Ils oubliaient, les ingrats, qu'ils avaient été formés presque tous, — et Voltaire le tout premier, — par les Jésuites <sup>1</sup>.

Pierre-Emmanuel passait tous les dimanches en compagnie de M. Cuydard, un ami de sa mère, le seul peut-être qui n'eût pas oublié la famille. Ancien lieutenant-colonel au service de Pologne, ce Cuydard vivait à Paris d'une modeste pension, dont la moitié au moins lui servait à l'achat de libelles et d'ouvrages prohibés. Car il était voltairien. D'après Voltaire, il se plaisait à bafouer l'orgueil des grands, l'égoïsme des gens en place, la bêtise en robe de bure, les « boucheries héroïques » et les autodafés. Il ne croyait pas que tout fût pour le mieux en ce très bas monde ; on

<sup>1</sup> Joubert, dans une lettre à Fontanes, du 8 juin 1809, parlant de ses anciens maîtres, appréciait fort justement les qualités de leur enseignement : « Regrettons nos anciens collèges, dit-il ; c'étaient véritablement de petites universités élémentaires. On y recevait une première éducation très complète, puisqu'on en sortait capable de devenir, par ses propres efforts et par ses seules forces, tout ce que la nation voulait. La philosophie, les mathématiques... les autres connaissances y tenaient leur place, non pas en relief et avec fracas comme aujourd'hui, mais pour ainsi dire en secret et en enfoncement... On les goûtait, et on emportait le désir de les apprendre ; on les apprend aujourd'hui, et on part avec le désir de les oublier... »

## SANS PATRIE

y est trop peu libre, on y verse trop de sang. Et puis il y avait la censure : des rôtis d'hérétiques, passe encore ; mais brûler des livres !... Il rêvait une république idéale, où les hommes, tous égaux, seraient heureux et bons, où il n'y aurait d'autre royauté que celle de l'esprit, où les gazettes circuleraient librement, d'où les « bonzes » seraient bannis. Mais les idées, dans sa tête légère, papillonnaient, sans jamais se poser ; et il revenait toujours à sa fleur préférée, la plus douce des vertus : la tolérance.

C'est ainsi, à force de l'entendre, malgré les pères et souvent contre eux, que Pierre-Emmanuel s'initiait aux belles chimères des philosophes. Et elles s'enracinaient d'autant mieux dans son cœur, qu'il était « sensible » et que M. Cuydard avait pour lui une tendresse presque maternelle. Terrible semence pour l'avenir !

Il avait seize ans, quand il quitta le collège, en 1761. On le réclamait à Saint-Gingolph, où semblait s'ouvrir pour lui quelque perspective d'avenir. Il partit au mois de juin, en compagnie de sa sœur Marguerite. Le voyage fut très gai et l'arrivée un triomphe. Toute la paroisse réunie les attendait sur le port ; et le long du chemin qui monte au village, les voisins faisaient la haie,

## DE RIVAZ

comme s'ils avaient reçu la visite de Mgr l'évêque ou de Mgr le gouverneur. Les bonnes femmes s'empressaient toutes à les complimenter : l'une les trouvait bien grandis ; une autre, « bien forcis » ; et l'ancien marguillier, reculant pas à pas devant eux, avec de profondes révérences, leur souhaita « pour le moins mille fois la bonne vie ».

Depuis deux ans que l'oncle Charles était mort, les charges qu'il avait remplies avec tant de distinction restaient vacantes. En vertu du droit d'aînesse, ces charges devaient échoir à Pierre-Emmanuel. Il le pensait du moins. Il se voyait déjà exerçant dans la contrée le métier d'avocat ; et, « comme on sait », les causes à plaider n'y manquent pas. Les habitants de Saint-Gingolph le voulaient pour châtelain. « J'ai bien peu de tête pour les gouverner, avouait-il ; mais je ferai mon possible. » Et il signait : « Derivaz l'aîné ».

Mais bientôt, à certains conciliabules de sa tante avec le vicaire, il pressentit que les choses n'iraient pas si facilement. Il se défiait de « ce gaillard-là », qui logeait dans la maison et y parlait en maître. Il se défiait aussi de M. le curé. Il les savait « comme de raison, tout dans les intérêts de la tante », et aussi curieux l'un que l'autre des affaires de son père et de ses propres intentions.

## SANS PATRIE

Le vicaire ne lui avait-il pas dit sans façon que « si le papa n'avait pas autant d'esprit, il serait plus riche qu'il n'est », et M. le curé, plus rondement encore, que « si le papa n'avait pas autant d'esprit, il n'aurait pas si mal fait ses affaires » ? « Ce qu'il y a de sûr, écrivait-il à M. Cuydard, c'est que le petit Carlin est l'un des riches particuliers du Valais, et le sera un jour davantage, parce qu'il a une mère qui gouverne fort bien ses affaires. »

Il passa l'été à Saint-Gingolph, au milieu d'une compagnie nombreuse et très gaie. En apparence, il ne faisait rien. Mais ses projets l'occupaient uniquement. Quand il flânait au village, il s'informait de tout ; sans en avoir l'air, il faisait sa cour aux notables ; et s'il rencontrait dans la campagne des paysans occupés aux récoltes, il savait leur dire les mots qu'il faut. Il visita le Miroir, Evian et Thonon. Partout, en Valais comme en Savoie, il retrouvait le souvenir de son grand-père, et ce souvenir l'encourageait. Il croyait à son avènement.

Quand vint l'automne, toute la famille, meubles et gens, se transporta à Monthey. Comme aujourd'hui, ce n'était qu'un gros bourg ; mais il réunissait, à certaines époques de l'année, une

## DE RIVAZ

société si avide de plaisirs, qu'on le nommait « le Paris du Valais ». Un Paris bien rustique, en vérité ! Le matin, jusqu'à neuf heures, chacun allait surveiller le travail de ses terres. Ensuite on entendait la messe « aux capucins ». La messe dite, on se réunissait dans la cuisine du couvent, où l'on restait jusqu'à midi à discourir de la guerre. Et c'était chose bien plaisante, que de voir tous ces messieurs se battre, les uns pour les Prussiens, les autres pour les Autrichiens, poussant le zèle « jusqu'à se dire des gros mots » ; des gens « qui n'avaient pas, dans leur vie, vu cinq cents hommes sous les armes, et d'autres qui, bien qu'officiers, n'auraient pas su diriger une vingtaine de soldats, vouloir cependant régler les intérêts des princes de l'Europe, critiquer les manœuvres du roi de Prusse, et s'échauffer tout comme si c'étaient leurs propres affaires ». Après le dîner, on jouait le café, puis on jouait « pour son plaisir » jusqu'à cinq heures. Alors on allait, par petits groupes, se promener le long du Rhône. Tout le monde se retrouvait, le soir, au coin du feu ; et tandis qu'on pelait les châtaignes en fredonnant les refrains du « vieux pays », les messieurs rallumaient leurs discussions, plus em-

## *SANS PATRIE*

barbouillées et plus inextinguibles que la guerre elle-même.

Cette guerre <sup>1</sup>, qui fatiguait l'Europe depuis plus de cinq ans, semblait toucher à sa fin. Après s'être fait, à Rosbach, un renom d'invincibilité qui le servit beaucoup dans la suite, le Grand Frédéric, tout seul, avait longtemps tenu tête aux puissances coalisées, les gagnant toujours d'audace et de vitesse. Mais ses victoires, autant que ses défaites, l'avaient épuisé. Sa belle armée de parade n'était plus. Réduit à défendre la Silésie avec une poignée de paysans mal équipés, il osait à peine paraître devant l'ennemi. Il était aux abois et ne voulait pas traiter. C'est qu'il comptait encore sur la nullité vaniteuse des Français, les lenteurs des Autrichiens, une volte-face toujours possible « des loups et des ours de Sibérie ». Le grand-duc Pierre III avait pour lui une folle admiration.

Tout cela, les bons Valaisans l'ignoraient à peu près ; aussi pouvaient-ils, selon leurs sympathies, rendre des oracles. Pierre-Emmanuel riait en lui-même de leur belle infaillibilité. Il avait sur eux la supériorité du doute. Et il demandait à

<sup>1</sup> La guerre de Sept ans.

## DE RIVAZ

M. Cuydard « des nouvelles du temps ; car je crois, ajoutait-il, que vous êtes mieux informé qu'on ne l'est par ici, où l'on n'a que de misérables gazettes, qui toutes sont l'âme damnée du roi de Prusse. »

M. de Rivaz rejoignit la famille au milieu de ces plaisirs et de ces disputes. Il avait entrepris de grands travaux dans la vallée du Rhône, construit une écluse, et abandonné l'ouvrage pour de nouveaux projets. Pierre-Emmanuel avait fondé tous ses espoirs sur ce canal du Rhône. Et voilà que son père ne rapportait que des dettes. Son petit cousin, au contraire, était riche ; et c'est aux riches que s'en vont les honneurs. Tous ses rêves, d'un seul coup, s'écroulèrent. « Le peu de jours que je vois ici à être avocat, m'en a totalement dégoûté. Il n'y a du tout rien à faire, à moins d'aller demeurer à Chambéry : et le moyen de s'y soutenir avec pas un sou ? On veut donc m'envoyer au service : c'est l'unique parti que l'on ait à prendre dans ce pays... »

### III

#### L'HABIT ROUGE

(1762-1772)

Tandis que son père se rendait à Moûtiers en Tarentaise pour y exploiter des salines, et que ses frères continuaient leurs études, Isaac et Louis à Turin, Anne-Joseph à Paris, Pierre-Emmanuel rejoignit, au mois de mars 1762, le régiment de Courten, alors en quartiers d'hiver à Alsfeld, dans la Hesse. Il chaussa la culotte et les guêtres blanches, endossa l'habit rouge à revers et passements bleus, se coiffa d'un tricorne galonné d'argent et fut reçu comme enseigne dans la compagnie



## DE RIVAZ

d'Adrien de Courten. Ce n'était pas sa vocation <sup>1</sup> ; mais à dix-sept ans on est fier de porter un drapeau sous lequel tant de héros valaisans sont morts à Fontenoy.

Les temps étaient bien changés. La guerre de Sept ans touchait à sa fin, et cette guerre n'avait pas été glorieuse pour l'armée française. Depuis les défaites de Rosbach et de Crefeld, et bien qu'on fût presque toujours à trois contre un <sup>2</sup>, on croyait l'ennemi invincible ; on se battait contre

<sup>1</sup> Sa correspondance et divers passages de ses Mémoires ne laissent aucun doute à cet égard :

« J'arrive à ma carrière militaire, dans laquelle je n'ai été jeté que par suite du dérangement des affaires de mon père. La jurisprudence... était l'état auquel j'avais été appelé par la nature. » (*Mém.* p. 4).

« Je n'aurais jamais fait sensation dans mon état (militaire), parce que j'ai toujours eu pour lui un profond mépris. » (*ibid.* p. 125).

Il se plaint de « la cruelle nécessité qui oblige de faire un pareil métier sous peine de mourir de faim. » (à Carlin, 8 septembre 1786.)

Il va jusqu'à se dire « militaire contre nature ». (*Mém.* p. 5).

<sup>2</sup> A Rosbach, 60.000 Français et Impériaux avaient été mis en déroute par 20.000 Prussiens. Dans la suite, les Français furent toujours les plus nombreux. En 1762, quand les Prussiens prirent l'offensive contre Cassel, en battant l'armée française, le maréchal d'Estrée écrivit à Choiseul (25 juin) : « On me dit souvent que je vois de loin les ennemis au double ; en les voyant de près hier, je ne crois pas exagérer en vous assurant qu'ils avaient 70.000 hommes sous les armes. » En fait, il n'étaient pas 30.000 ! (Paris, A. N. Guerre).

## L'HABIT ROUGE

les Prussiens en les admirant et en faisant des vœux pour le grand Frédéric <sup>1</sup>.

Cette fois pourtant, cerné par les Autrichiens, les Suédois et les Russes, n'ayant plus ni armée ni ressources, il semblait perdu. Lui-même ne croyait plus aux miracles. Un nouveau miracle le sauva. Le 5 janvier 1762, Pierre III, devenu tsar, s'empressa de lui offrir la paix et bientôt son alliance.

Libre à l'Est, Frédéric se retourne contre les Français et porte tout son effort sur le camp retranché de Cassel, où ils ont accumulé leurs approvisionnements. Le régiment de Courten doit renforcer la garnison. Il arrive le 20 juin. Déjà les Prussiens débordent la place par le Nord et par le Sud. On est bloqué <sup>2</sup>. L'attaque est molle. La défense languit. Personne n'a envie de se battre sérieusement. Et quand le pain se fait rare, quand la viande va manquer à l'étal des boucheries, la

<sup>1</sup> Cette admiration pour Frédéric II était générale en France, aussi bien dans le public qu'à l'armée; et l'on trouve les témoignages de vœux pareils dans les correspondances et Mémoires du temps. Pour n'en citer qu'un exemple, voy. *Vie du général Dumouriez par lui-même*, Hambourg 1795, Tome I, p. 13.

<sup>2</sup> Prenant l'offensive, les Prussiens avaient franchi la Dymel le 23 juin. Mais l'armée française s'était maintenue aux environs de Cassel. Le 16 août, menacée sur ses communications, elle se retira, laissant dans Cassel 14 bataillons et des troupes légères, sous les ordres de M. de Diesbach.

## DE RIVAZ

garnison, vite, a capitulé <sup>1</sup>. Le 4 novembre, de bon matin, le régiment se retire avec les honneurs de la guerre, « mèches allumées, au roulement des tambours », glorieux et pas fier.

L'enseigne de Rivaz a fait la guerre et n'a rien vu. Presque toujours malade, en chambre, il a traîné un long ennui. Point de nouvelles des siens : les lettres ne passaient plus. Des repas courts, une nourriture mauvaise et bien chère

<sup>1</sup> Cassel était bloqué depuis le 16 août. Pendant deux mois, les assiégeants, beaucoup moins nombreux que les assiégés, ne tentèrent aucune attaque. De son côté, la garnison demeurait inactive. Les Prussiens ne se décidèrent à ouvrir la tranchée, que le 16 octobre : une sortie en force les repoussa. (Diesbach à Soubise, 17 octobre.) Le 23 octobre quelques bombes furent lancées sur la ville. Et ce fut tout. Le 2 novembre, M. de Diesbach capitula.

Dès le mois de juillet, une discussion s'était élevée entre la cour et les maréchaux au sujet de Cassel. Fallait-il défendre cette place ou l'abandonner ? Soubise et d'Estrée se prononçaient pour l'abandon ; le roi et Choiseul désiraient qu'on la défendît au moins jusqu'à l'hiver, pour ne pas aggraver les conditions de la paix qu'on négociait. Le roi, expliquait Choiseul, trouve plus utile de conserver Cassel, « que de voir revenir son armée plus forte que celle des ennemis sur le Rhin » (Choiseul à d'Estrée, 18 août). Plus tard, M. de Diesbach reçut l'ordre de tenir à tout prix « jusqu'au 8 ou au 10 novembre » (Les maréchaux à Choiseul, 22 octobre et réponse de Choiseul, 28 octobre). Les maréchaux ne croyaient pas Cassel en danger ; ils savaient que les Prussiens n'étaient pas de force à tenter l'assaut. Aussi furent-ils consternés, quand ils apprirent des Prussiens eux-mêmes la reddition de la place. M. de Diesbach avait agi sans ordre, dans le but, semble-t-il, d'obtenir une capitulation honorable. Celle-ci comprenait huit articles, presque tous acceptés par les Prussiens. (cf. Paris A. N. Guerre.)

## *L'HABIT ROUGE*

pour sa pauvre solde d'officier. En somme, un début manqué.

La paix faite, une paix honteuse, c'est la vie de garnison qui commence. Elle durera presque trente ans, jusqu'à la Révolution, jusqu'à la fin du régiment, monotone, sans autre intérêt que des réformes successives, des discussions de tactique, entre officiers des rivalités de dépenses et de luxe, et par dessus tout, la préoccupation constante de l'avancement à l'ancienneté.

Plus que jamais, après la défaite, on s'engoua des méthodes prussiennes. Dans les cercles militaires, on ne parlait que de manœuvres prussiennes, d'exercice à la prussienne. Les uns, sûrs de posséder le secret de Frédéric, prétendaient codifier son génie. Les autres n'attribuaient ses triomphes qu'à la belle tenue de ses troupes, et pour eux, tout l'art de la guerre se réduisait à des questions de pas cadencé, de coiffure et de boutons. Cependant Choiseul avait réuni les comités d'armes. Avant même de les connaître, on discutait ses ordonnances.

L'instruction des officiers, si longtemps négligée, fut reprise avec rigueur. Une règle ancienne exigeait des nouveaux venus, qu'ils fussent initiés en théorie et en pratique à tous les détails du

## DE RIVAZ

service. Cette règle, qui souffrait de nombreuses exceptions, n'en pouvait plus avoir pour un officier pauvre. Pierre-Emmanuel apprit donc son métier, comme un simple soldat. Il fit, pendant six mois, l'exercice avec la troupe, monta la garde, fut de corvée. En fait de théorie militaire, il dut connaître l'historique des dix-huit compagnies du régiment, l'origine de chacune, leurs diverses incorporations, les réformes qu'elles avaient subies, le nom des capitaines qui les avaient levées et de tous ceux qui les avaient commandées successivement. Quand il put réciter tout cela par cœur, comme un catéchisme, et manier le fusil comme un vétéran, le 14 juillet 1763, il reçut l'épaulette losangée des sous-lieutenants. C'était une nouveauté, la première des grandes réformes annoncées, « la guenille à Choiseul », ricanaient les anciens, qui regrettaient les jolis rubans d'autrefois.

Le régiment reçut sa nouvelle formation le 16 septembre, et au début de 1764, Choiseul promulgua ses ordonnances. On les accueillit mal. Elles bouleversaient les vieilles habitudes, qui sont comme la religion du soldat ; elles détruisaient des privilèges ; elles exigeaient des officiers une assiduité presque injurieuse à leur rang. Tout

## *L'HABIT ROUGE*

cela sentait le Prussien, l'esprit méthodique et despotique du « grand Fritz », tout, jusqu'aux économies imitées de son avarice.

Le pire, c'était l'exercice. Une ordonnance spéciale, celle du 20 mars 1764, en régla le détail. Le régiment tenait garnison à Toul, quand elle fut mise en vigueur. Du coup, il se crut transféré dans une caserne de Potsdam. Le capitaine aide-major Debons fut chargé de l'instruction préliminaire des bas-officiers. Il revenait de Prusse ; et cela se voyait à sa carrure, à son habit « ficelé », et surtout au bombement de son torse, d'où jaillissaient des cris rauques et rogues. Il réunit ses hommes au jeu de paume et ne les lâcha plus. D'abord il les tint longuement debout, immobiles, le dos au mur ; puis il leur apprit à marcher ; les pas de douze, de seize, de dix-huit pouces ; ensuite à manier le fusil en quatorze temps. Chaque jour, il reprenait l'exercice par le début, le faisait répéter sans fin, et chaque jour y ajoutait un mouvement nouveau, un détail, quelque singerie à la prussienne ; le tout entrecoupé de fortes paroles, qui rebondissaient aux murailles.

Quand les bas-officiers surent pirouetter à la façon des marionnettes, le régiment manœuvra sur le terrain. Il s'en allait avant l'aube et ne

## DE RIVAZ

rentrait qu'à la nuit. Tout le long du jour, au sommet plat des collines qui forment autour de la ville un cercle étroit, il évoluait en colonnes profondes ou en lignes déployées, les habits rouges bien droits, bien roides, en bon ordre, et les guêtres blanches, par dessous s'agitant en cadence. Et c'était, du matin au soir, un roulement continu des tambours, la fanfare répétant les mêmes marches, des clairons impérieux qui sonnaient. A la fin de l'été, le régiment exécutait les mouvements d'ensemble les plus difficiles. On l'eût mené en guerre comme à la parade. Mais tout le monde était fourbu. Les hommes n'avaient plus de jambes, les tambours plus de bras, le major et ses aides plus de voix. Il était temps de s'arrêter.

Jamais on n'attendit l'hiver avec tant d'impatience. L'hiver, c'était le repos, la bonne vie, les plaisirs. Toul, il est vrai, offrait peu de ressources. Toutes ces places du Nord se ressemblent : petites villes bâties au fond de vallées étroites que cernent de tristes collines ; mêmes rues noires flanquées de boutiques et d'estaminets ; mêmes places d'armes où résonne le tambour ; mêmes casernes à visage de prison ; d'en bas, on ne voit qu'un morceau de ciel toujours sale ; des sommets, que lai-

## L'HABIT ROUGE

deurs entassées. Mais ces vilains toits abritaient une société agréable, qui, privée de distractions, accueillait les officiers chaleureusement.

Dès le mois de novembre, tout un programme de fêtes mondaines s'organisait en leur honneur. Bals, concerts, comédies, redoutes, réceptions officielles et petits soupers, rien ne semblait trop distingué ni trop frivole à ce petit monde de province, qui se piquait d'égaliser en élégance le grand Paris. Les réveillons de Noël, le carnaval surtout, étaient très gais.

Le sous-lieutenant de Rivaz, on peut le croire, prenait sa bonne part de ces plaisirs-là. A Saint-Maurice même, il ne se serait pas si bien divertì. « Je sors d'un bal, où j'ai dansé vingt-deux contredanses, écrivait-il à sa sœur ;... il a commencé à neuf heures et a été interrompu vers minuit par un ambigu, à la fin duquel nous avons, avec du champagne mousseux, porté bien des santés aux aimables dames que nous servions à table. L'on s'est ensuite remis à danser et l'on n'a fini qu'à sept heures du matin. Ce soir, grand concert, et puis encore demain : ce n'est pas, je crois, mal finir l'année... Ces plaisirs seront, à ce que j'espère, renouvelés plusieurs fois pendant le carnaval, mais jamais autant que je le désirerais.

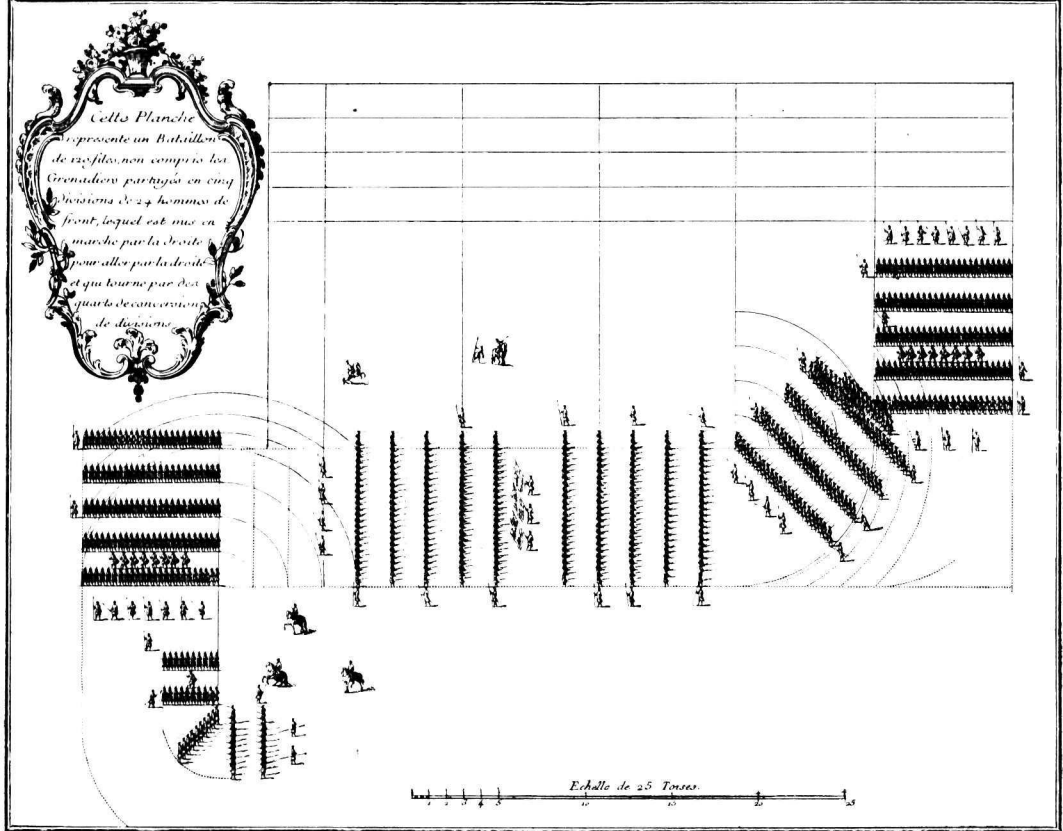


## DE RIVAZ

« Je termine, car il fait un froid piquant dans ma chambre, où je suis sans feu. Et pour le dire avec la charmante Madame de Sévigné, voilà tout ce que ma plume et mon encre gelée peuvent tracer. Si mon cœur pouvait écrire, il n'en finirait pas... »

A ces plaisirs s'en ajoutaient de moins innocents, de ceux auxquels un officier ne peut dignement se soustraire. Et d'abord, comment servir le roi, sans servir les demoiselles de son royaume ? Comment résister à tant de regards bleus ou noirs, tendrement tournés vers l'habit rouge, quand on est soi-même joli garçon, de belle mine, « frais comme une rose », avec le diable au corps et un faux air « d'homme raisonnable et posé » ? Il résistait d'autant moins qu'il s'agissait pour lui, petit officier, de tenir son rang au milieu du luxe des autres. Les autres jouaient gros jeu : il joua gros jeu ; les autres faisaient des dettes, que leurs familles payaient finalement : il eut des dettes ; mais son père n'était pas en état d'y faire honneur. On le mit aux arrêts. Il devint prudent.

Pendant l'hiver, à tour de rôle, quelques officiers allaient en semestre au pays. C'était une faveur très enviée. Pierre-Emmanuel n'en put jouir qu'après avoir payé toutes ses dettes. Il



UNE FIGURE DE L'EXERCICE

(Paységar, l'Art de la Guerre)



## L'HABIT ROUGE

partit en septembre 1765, avec trois officiers, MM. Duruptet, François-Antoine et Régis de Courten.

Ils firent un rapide et joyeux voyage, prenant au plus court, allongeant les étapes, tant ils avaient hâte de revoir le « vieux pays ». Plût au ciel, aux amis, aux bons vins du terroir, que leur belle impatience les eût guidés jusqu'au bout ! Arrivés à Aigle, ils s'arrêtèrent longuement ; la nuit les surprit et le postillon, qui n'était pas du pays, versa tout son monde dans le torrent de la Meunière. La voiture était brisée, les habits trempés, nos messieurs dégrisés. En cet état, ils cheminèrent cahin-caha jusqu'à Saint-Maurice, bien heureux à présent que la nuit fût si noire. Le châtelain de Nuce les reçut « avec toutes sortes de grâces », et leur émotion fut vite oubliée à la vue du bon souper qui les attendait. Cet excellent homme les logea dans sa maison. Le lendemain, ils y étaient encore à sécher leurs habits. Alors on se sépara. Les officiers allaient à Sierre. Pierre-Emmanuel se rendit à Saint-Gingolph, où il trouva la tante de Rivaz et son cher M. Cuydard, qui, las de Paris, ne songeait plus qu'à terminer dans une verte retraite sa paisible carrière de soldat philosophe.

## DE RIVAZ

Pendant leur semestre, les officiers n'étaient pas tout à fait en vacances. Ils devaient s'occuper du « travail des recrues », l'une des parties, et non la moins difficile, de leur métier. Quand on parle de recrues, la première image qui vient à la pensée est celle du sergent racoleur d'ancien régime, aux façons empanachées, hâbleur et fripon, faisant boire quelque naïf à la santé du roi, pour lui apprendre tout aussitôt qu'il est soldat et l'envoyer mourir de la fièvre jaune en de lointains pays. Dans le Valais, rien de pareil ; on enrôlait au grand jour, sans malice, et voici comment.

Arrivé dans sa famille, l'officier prend d'abord un bon repos ; et, pour peu qu'en voyage le hasard ne l'ait pas jeté dans un torrent, il se montre le dimanche à l'église, l'habit rutilant, chamarré du haut en bas, avec tous ses galons et tous ses boutons. Ses amis l'entourent ; les jeunes gens l'observent de loin, l'admirent en détail ; mais il ne dit rien. Puis il va, de village en village, voir ici le curé, là le châtelain, ou le métral, ou le sautier, qui lui désigneront les bons sujets. Ils peuvent le faire, car c'est un honneur de servir au régiment et nul n'ignore qu'on y est bien traité. L'officier attend dans la plaine. Personne ne vient. Il faut d'abord s'occuper des récoltes, faire

## *L'HABIT ROUGE*

la vendange, battre le grain, couper du bois pour l'hiver ; il faut surtout bien réfléchir, et cela prend du temps. Lorsque tout est fini, bêtes et gens descendent des vallées aux foires de novembre. L'officier est là. Son habit écarlate s'aperçoit de partout dans la mêlée sombre des bestiaux. Brusquement un berger l'accoste, et puis d'autres. On s'attable à la porte d'un cabaret, on discute, on marchande, mais seulement pour la forme, car ils sont tout décidés ; et ne le seraient-ils point, que la vue des écus bons empilés sur la table les aurait vite convaincus. Pensez ! l'argent est si rare au pays, si précieux ; et l'on reçoit quatre-vingt livres avant d'avoir rien fait !

Les voilà donc enrôlés. Ils partiront au printemps. Le printemps arrive. Au jour fixé, la moitié tout au plus se présente. L'officier ne s'émeut point, car il connaît ses Valaisans. Quelques-uns lui font dire qu'ils viendront « volontiers », mais qu'ils doivent encore « remuer » leur bétail ou manger la « raclette ». Et, en effet, ils « rejoignent » un à un les jours suivants. D'autres ne font rien dire, et ceux-là ne viendront pas. Ils ne croient pas mal faire. Mais c'est si dur de quitter le vallon bien clos, les petits chalets au penchant des montagnes, les prairies et les bois, où leur vie

## DE RIVAZ

s'écoulait, libre et presque sauvage, au bord des torrents, dans l'ombre des grands pics tout illuminés de soleil. Au moment de partir, le cœur leur a manqué. Ailleurs on les ferait saisir, ils seraient pendus ou menés aux galères. Ici la justice est clémente aux malheureux qui n'ont pas le courage de s'expatrier ; ils ne sont tenus de marcher que s'ils ne peuvent rembourser la prime reçue.

Dans l'intervalle de ses tournées de recrutement, Pierre-Emmanuel faisait de longs séjours à Saint-Gingolph. La bonne maison, si froide au temps de l'oncle, était maintenant pleine de jeunesse et de rires. Dès le seuil, un essaim de jeunes filles l'enveloppait ; elles se pendaient à son cou, s'accrochaient à ses basques, l'entraînaient dans la cuisine ; et l'habit rouge, poussé vers le feu clair, devenait aussitôt le point de mire des regards espiègles et des plaisanteries. Il devait mimer l'exercice, imiter la voix bourrue du canon, conter, pour la millième fois, le siège de Cassel, l'horrible famine, la tranchée ouverte, les sorties sanglantes, les honneurs de la guerre. On l'écoutait comme un oracle ; il était l'arbitre de tous les jeux. A table, on lui volait son pain, son rôti, ses salades. Il rendait coup sur coup, plus taquin

## L'HABIT ROUGE

qu'aux plus beaux jours de son enfance. Mais le soir, quand les châtaignes grésillaient sous la braise et que le vent grinçait dans la cheminée, songeant à sa carrière de soldat si longue à courir loin du pays, l'âme envahie de tristesse, il entonnait des chansons de route, des chansons lentes, qui cheminent pas à pas, de couplet en couplet. Tous reprenaient en chœur le refrain. Ils étaient si gais ! Ils pouvaient l'être. Lui n'avait ni patrie, ni foyer, ni fortune. Et que de peines, pour une pauvre solde !

Il avait réalisé quelques économies, quand le régiment fut désigné pour paraître à Compiègne devant le roi. « Tout fut en conséquence disposé à grands frais. » La troupe endossa de nouveaux uniformes et les officiers durent s'équiper de neuf. Habits de drap fin, hausse-cols en vermeil, fusils fleurdelés, épées d'argent à garde incrustée de nacre, rien ne sembla trop brillant ni trop cher. Le camp dura trois jours, du 17 au 20 juillet 1767. Formant une brigade, les régiments suisses de Courten, de Diesbach, de Waldner et d'Eptingen manœuvrèrent en grand, simulèrent une bataille, puis défilèrent devant le roi, la famille royale, le duc d'York et la cour. Après la revue, le régiment demeura dans Compiègne un jour



## DE RIVAZ

entier à recevoir les gratifications du roi. Pas un de Courten ne fut oublié ; Louis-Régis eut pour sa part 400 livres. Le sous-lieutenant de Rivaz ne reçut rien. Il devait s'en souvenir.

Pour le présent, il était surtout vexé. Mais il sentait bien que, s'il avait été riche, on n'eût pas osé lui faire une telle injustice. Puisque la chance n'avait pas voulu sourire à son père, c'était à lui, au fils aîné, de relever le prestige de la famille. « Trois choses, se disait-il, maîtrisent la fortune : du mérite, des connaissances et de l'habileté à en tirer parti. » Depuis longtemps déjà, il s'appliquait à réformer ses mœurs. Ce n'était pas facile. Les plaisirs avaient pour lui trop d'attrait. Mais s'il jouait encore, il s'obstinait à limiter ses mises. A l'égard des belles, il avait adopté la même tactique : mille engagements légers, point de siège ruineux. Avec elles aussi il jouait petit jeu.

Pour échapper aux tentations, il s'enfermait avec ses livres. Il étudia des traités de tactique, pratiquait les philosophes, lisait même çà et là quelque ouvrage de piété, et le faisait savoir. « Je vous envoie, écrivait-il à sa tante, un livre de Paraphrases sur les Psaumes, par M. de Massillon ; je l'ai trouvé si beau qu'il m'a édifié, tout indévot

## L'HABIT ROUGE

que je suis. » C'était de bonne politique, et cette politique lui réussit.

A M. Cuydard, il tenait un autre langage. Il n'était question entre eux que d'ouvrages prohibés. Lui envoyant, un jour, le Dictionnaire de Bayle : « Prenez garde ! disait-il. Vous ne pouvez ignorer l'ordonnance lâchée à la Diète contre tous les livres qui ont le droit de déplaire à notre premier Bonze ainsi qu'à ses suppôts. Je dois vous épargner à ce sujet des réflexions, qui, heureusement pour moi, ne sont qu'une répétition des vôtres. »

Il revint en semestre à l'automne de 1769, sa malle pleine de livres, et quels livres, on s'en doute ! M. Cuydard les accueillit avec des transports de joie. C'est qu'il n'avait pas changé, ce bon M. Cuydard. Un peu vieilli, mais non pas assagi, il jouait, à Saint-Gingolph, son petit patriarche, comme l'autre à Ferney ; et comme l'autre, il « cultivait son jardin », en se riant de la censure. On lisait en cachette, on parlait par allusions, car il y avait toujours à table quelque capucin, auquel d'ailleurs M. Cuydard n'épargnait ni coup de langue, ni coup d'épingle. Jamais philosophe ne sema dans un terrain mieux préparé.

## DE RIVAZ

Le printemps venu, son disciple quitta Saint-Gingolph, tout imbu de sagesse malsaine. Son premier soin, en passant à Lausanne, fut de souscrire, chez François Grasset, pour les œuvres complètes de M. de Voltaire, en trente-six volumes. La traversée du Jura fut pénible. Une tempête de neige assaillit les équipages. Il fallut mettre pied à terre. Le sous-lieutenant, parti en reconnaissance, fit quatre lieues dans la tourmente, aveuglé, tâtonnant de droite et de gauche pour trouver son chemin. Ce « joli temps » ne cessa qu'à Besançon. Mais alors la neige se changea en pluie, et jusqu'à Douai, terme du voyage, les voitures roulèrent dans une mer de boue giclante, sous un ciel bas, trempé d'eau. Rencogné dans son coupé, Pierre-Emmanuel méditait lugubrement. A Joinville, il voulut voir le tombeau du bon sénéchal, compagnon de Saint Louis. Mais il aperçut tout à côté le mausolée des Guise, et ce voisinage l'assombrit. On lui montra, au château, le petit cabinet, pratiqué dans l'épaisseur d'un mur, où ces « pieux fanatiques » tramèrent leur Ligue infâme ; des vitraux y répandaient une lueur de sang. Dans Châlons, il ne trouva de remarquable que l'Intendance, un superbe bâtiment, qu'il eût admiré, s'il n'avait pas réfléchi « que la substance la plus nécessaire des

## L'HABIT ROUGE

pauvres en avait fourni les matériaux ». Ces pierres orgueilleuses criaient trop haut la misère du peuple. Elle était générale et partout visible. Car la récolte avait été mauvaise ; le pain manquait ; et ce qui aggravait le mal, les échanges étaient difficiles d'une province à l'autre. En traversant la Bourgogne, la Champagne, la Lorraine, Pierre-Emmanuel avait remarqué une disette extrême ; dans les Flandres, il ne vit que prairies grasses et gros bourgeois. Ces inégalités lui inspiraient des pensées de physiocrate.

Le séjour à Douai ne lui fut pas favorable. Il s'ennuyait dans cette garnison, ou peut-être s'amusa trop. Sa santé s'en ressentit. A tort ou à raison, il attribuait ses malaises à la « mauvaise qualité du vin, de la bière et de l'eau », et s'en affligeait en bon Valaisan, « de tempérament sec », comme les coteaux de son pays, qu'il faut sans cesse irriguer.

Maintenant, il manquait de courage pour accomplir son service. Il se traînait au champ de manœuvres, au quartier, à l'appel. Tout était lourd à son corps fatigué. « On nous tourmente d'exercice comme des galériens », écrivait-il. C'était un « délire » dont on ne guérissait pas. Lorsqu'il espérait naguère un rapide avancement, il s'était

## DE RIVAZ

montré l'un des « arlequins, farceurs et pirouetteurs » les plus zélés. Zèle absurde. Il n'obtint son brevet de lieutenant qu'après neuf années de service, le 17 février 1771. Un de Courten n'eût pas attendu si longtemps<sup>1</sup>.

Ces injustices étaient une fatalité dans la famille, une sorte de prédestination malheureuse. Son père le savait bien. Malgré tout son génie, la fortune n'avait cessé de lui être contraire; et au lieu de le plaindre, chacun l'en blâmait. Que de

<sup>1</sup> En principe, l'avancement se donnait à l'ancienneté. Mais ce principe n'était pas appliqué à la lettre. En voici quelques exemples:

*P.-Em. de Rivaz :*

né . . . . .	3 juillet	1745	} 9 ans
entré au service . . . . .	7 mars	1762	
sous-lieutenant . . . . .	14 juillet	1763	
lieutenant . . . . .	17 février	1771	
capitaine par commission .	9 mai	1784	

*Louis-Régis de Courten :*

né . . . . .	26 décembre	1746	} 1 an
entré au service . . . . .	18 avril	1762	
sous-lieutenant . . . . .	22 août	1762	
lieutenant . . . . .	30 juin	1763	
capitaine en pied . . . . .	20 avril	1766	

*François-Eugène de Courten :*

né . . . . .	28 décembre	1741	} 4 ans
entré au service . . . . .	1 avril	1758	
sous-lieutenant . . . . .	18 mars	1761	
lieutenant . . . . .	12 août	1762	
capitaine par commission .	30 juin	1763	

## L'HABIT ROUGE

fois on lui avait reproché son instabilité ! On critiquait maintenant sa persévérance. Voici neuf ans qu'il s'astreignait, en Tarentaise, à exploiter d'insipides salines : neuf ans de trop, disait-on. Pourtant il les eût quittées volontiers. Avec l'âge, le désir lui venait de rentrer au pays, d'y trouver quelque emploi reposant. Mais auparavant, il voulait, une dernière fois, tenter la fortune. Il irait en Angleterre avec ses horloges de mer, son outil à graver, dont personne, en France, n'avait voulu. Et c'était sa raison d'espérer ; car les Anglais, gens perspicaces, insulaires, font bon accueil aux génies méconnus du continent. Ce voyage le hantait. Pour forcer la chance, deux mois seulement auraient

### *Antoine-Arnold de Courten :*

né . . . . .	3 février	1736	} 9 ans
entré au service . . . . .	29 juin	1758	
lieutenant . . . . .	20 juillet	1767	
capitaine par commission .	3 février	1770	

### *François-Christophe de Courten :*

né . . . . .	14 septembre	1747	} 10 ans
entré au service . . . . .	1 janvier	1767	
sous-lieutenant . . . . .	12 novembre	1768	
lieutenant . . . . .	1 janvier	1777	
capitaine en pied . . . . .	25 juin	1779	

S'il y avait favoritisme, le favoritisme s'exerçait, on le voit, aussi à l'intérieur de la famille de Courten au détriment de certains de ses membres.

## DE RIVAZ

suffi; depuis deux ans, l'argent du voyage lui manquait.

Ce fut son dernier rêve, comme tant d'autres inaccompli. Seul, dénué, presque aveugle, il mourut à Moûtiers, le 6 août 1772, d'une maladie courte et quelconque. Pierre-Emmanuel en fut informé « de la manière la plus sèche » par deux lettres de ses frères.

On ne sait ce qu'il ressentit. Du chagrin sans doute, mais surtout une pitié profonde. Il aimait son père, et bien qu'il lui en voulût d'avoir fait le malheur des siens en poursuivant des chimères, il se sentait trop semblable pour ne pas le plaindre de tout son cœur. Cette soif de richesse et de considération, cette existence besogneuse et méprisée, c'étaient les siennes; cette insuffisance d'un esprit obstiné dans le rêve et que la réalité rebute, c'était la sienne; et cette fin misérable, sans amis, sans appui, ce pourrait bien être la sienne aussi. Avec l'égoïsme inconscient des êtres trop sensibles, en s'apitoyant sur le destin de son père, c'est sur lui-même qu'il s'apitoyait.

#### IV

### ANNE-JOSEPH ET SES FRERES

(1772-1774)

« Je sens couler dans mes veines cette ardeur, cette vivacité, ces tendres sentiments, cette sensibilité, cet attachement constant, cette impétueuse tendresse, cette cordialité, cette franchise, ce désintéressement qui sont propres aux de Rivaz, et pour n'en pas taire les défauts, comme eux, je suis vain, inconsideré, indiscret, curieux, avide de louanges et de plaisirs, porté à nous estimer nous seuls plus que toutes les autres familles du pays, méprisant par orgueil les richesses et les prodigant par légèreté. »



## DE RIVAZ

C'est ainsi qu'Anne-Joseph, élève au Collège helvétique de Milan, décrivait le caractère des de Rivaz, qu'il avait, en méditant, découvert au tréfonds de lui-même. Ce n'était pas mal observé. Les quatre frères se ressemblaient; encore y avait-il entre eux quelques nuances. Anne-Joseph était de tous le plus enjoué, le plus remuant, le plus naïf aussi, et le resta toute sa vie. Plein de l'orgueil de son nom, il ne s'épargnait ni peine ni fatigue pour le porter très haut. Il ne doutait de rien, se croyait temporellement et spirituellement infaillible et pensait volontiers que la fortune vient chercher ceux qui la méritent. « Elle est femme, lui répétait son frère; elle aime à être flattée. » On avait beau prêcher : il ne consentit jamais à s'humilier devant elle. Isaac se montrait plus réfléchi; mais ses réflexions prenaient souvent une couleur morose. Il avait l'esprit juste, exact, industrieux, pour tout dire, une tête mécanique, dont les rouages, mal graissés, grinçaient à chaque tour. Louis pensait d'abord à lui-même, et son égoïsme, peu à peu, l'écarta de sa famille. Quant à Pierre-Emmanuel, il tenait à la fois de son père et de son grand-père. Toujours attiré vers l'aventure et retenu par la prudence, il ne voulait courir, en toutes circonstances, que des risques calculés. Cependant, au

## ANNE-JOSEPH

moindre obstacle, sa sensibilité ombrageuse le submergeait, et il ne songeait plus alors qu'à rassasier ses longues rancunes sur des ennemis souvent imaginaires.

M. de Rivaz était mort. Ses dettes lui survécurent. Les dettes ne meurent pas aussi aisément que les hommes. Un homme mort est vite oublié. S'il laisse une fortune, la fortune subsiste, l'homme n'est plus ; car ses biens partagés ne sont plus ses biens. Mais qu'il lègue des dettes : ses héritiers n'en veulent point ; elles portent son nom ; il survit par elles ; et tant qu'il aura des créanciers inassouvis, il ne jouira point du repos de la mort, qui est en effet la récompense des existences fortunées.

M. de Rivaz, on s'en doute, avait de nombreux créanciers, de gros, de petits, dans sa famille, au dehors, un peu partout. Ils se démasquèrent à la fois, et cela fit du tapage. Isaac et Louis s'empresèrent de renoncer au pénible honneur d'hériter de ses dettes. Dans leur hâte, ils oublièrent de prévenir leur frère aîné, et Pierre-Emmanuel vit de noires intentions, là où ils n'avaient mis peut-être que de l'étourderie. Leur indifférence à l'égard de son père l'avait irrité. Il ne vint pas en semestre cette année-là, « aimant mieux discuter

## DE RIVAZ

ces choses de loin que de près. » Comme il ne pouvait pas assumer seul le passif de son père, il voulut, lui aussi, renoncer à la succession. Les intéressés lui en firent un grief. De bonnes âmes tentèrent de le persuader. « Les gens officieux, écrivait-il, qui, du sein de l'opulence, prêchent un désintéressement dont ils se croiraient dupes de fournir le moindre exemple, ne me piqueront pas d'honneur avec toutes leurs belles paroles. Je ne suis guère conduit par des mots, et je commence à mesurer mes opinions et ma conduite sur celle que je vois tenir aux personnes avec qui j'ai à traiter... »

En ce temps, ses paroles valaient moins que ses actes. Il fit son possible pour apaiser les réclaments. Sur la part de biens qui lui revenait de sa mère, il préleva trois mille florins en leur faveur. La somme était lourde, mais on évitait ainsi la vente du Miroir. Puis il exigea que chacun des frères servît une rente à Marguerite. C'était un bon chef de famille.

Anne-Joseph, pour qui l'argent ne comptait pas, s'était mis en tête de faire valoir les inventions et les ouvrages de son père, idée pieuse et vaniteuse, d'où surgirent de nouveaux froissements. Il fondait de grands espoirs sur les fameuses horloges

## ANNE-JOSEPH

de mer ; malheureusement, des créanciers impitoyables les avaient fait saisir à Mouâtiens. Il y avait aussi l'outil à graver, vendu aux enchères en 1764, on le savait ; mais à qui ? S'il en retrouvait la trace, s'il pouvait les racheter à bas prix et les revendre très cher, la somme gagnée suffirait largement à éditer les manuscrits de M. de Rivaz. Car M. de Rivaz, grand et savant chrétien, qui aimait à s'abriter des querelles du siècle dans la paix des abbayes, avait puisé là les matériaux de deux ouvrages historiques d'une ombrageuse érudition. Sa *Généalogie de la Maison de Savoie* réfutait par preuves irréfutables tout ce qu'on avait osé dire avant lui des origines de cette royale Maison. L'autre ouvrage démontrait avec ordre et clarté, contre une foule d'écrivains de mauvaise foi qui l'avaient contestée ou niée, l'authenticité du *Martyre de la Légion thébéenne*.

Publier ces manuscrits et par eux donner plus de lustre à son nom, voilà où tendaient tous les calculs d'Anne-Joseph. Or ses frères, qui avaient appris à calculer, faisaient peu de fonds sur son arithmétique. Ils lui refusèrent les avances nécessaires au rachat de l'horloge. Cette horloge, jugeaient-ils, n'était point parfaite, et seul l'inventeur eût été capable de la perfectionner ; il en

## DE RIVAZ

existait de semblables et même de meilleures. Aussi l'affaire leur paraissait-elle douteuse, semblable à « un champ où l'on sème sans trop savoir ce qu'on y recueillera ». Du reste, ils ne pouvaient, sans frissonner, entendre seulement le mot de *machine*.

Quant aux Martyrs, Pierre-Emmanuel ne pouvait croire, qu'en ce siècle de lumières, il se trouvât personne pour s'occuper encore de leur obscur et malheureux destin. « Songez, écrivait-il, que c'est une légende du XIII<sup>e</sup> siècle, une rêverie qui intéressera fort peu... » La Généalogie avait à ses yeux le même défaut : « Mon père, avec une érudition immense, n'a jamais passé dans mon esprit pour un critique judicieux. La plupart des mémoires dont il s'est servi ont été pris dans des couvents, et les trois quarts ne sont que des chartes falsifiées et défigurées par des moines du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> siècle... »

Ainsi en jugeait Pierre-Emmanuel, du haut de sa grandeur voltairienne, et parce qu'il voulait ébranler la ruineuse assurance de son frère. Mais Anne-Joseph n'était point accessible au doute, ni peut-être à la raison. Il avait pour cela une trop haute idée de son génie, trop de mépris pour les moyens d'autrui. A peine échappé du Collège hel-

## ANNE-JOSEPH

vétique, il court à Paris. De là, il écrit à ses frères, il insiste. S'intéressent-ils enfin à l'horloge, à l'outil, aux Martyrs ? Non ! ils ne s'y intéressent pas ; ils ne répondent même pas. Qu'à cela ne tienne. « Dis à mes frères, écrit l'obstiné, que s'ils ne me répondent pas pertinemment, je prendrai leur silence pour une approbation. » Et sans attendre, il se mit en campagne.

Louis XVI venait de succéder à son aïeul Louis XV, et Marie-Antoinette, toute à la joie de son avènement, se livrait à de folles dépenses. C'est à elle qu'Anne-Joseph résolut de s'adresser. L'un de ses cousins, Léopold de Nucé, dit l'Autrichien, lieutenant au régiment de Courten, lui promit de présenter les horloges à M. d'Affry, qui les proposerait au comte d'Artois, qui, à son tour, en parlerait à la reine. « Et cela se fera, ou nous nous trompons fort », affirmait l'extravagant de Nucé. Hélas ! il se trompait et dut bientôt le reconnaître : « La réponse est arrivée, mon cher abbé ; la reine s'est absolument refusée... Cent louis de mangés me paraissant une somme plus que suffisante, je me dépêche de quitter ce maudit pays... »

Cent louis de mangés ? En voilà une raison de s'avouer vaincu ! Le cher abbé, lui, n'en démordait pas. Il faisait face à la dépense avec un

## DE RIVAZ

calme effrayant. Pierre-Emmanuel voulut le chapitrer : il n'en était que plus exalté. Il fulminait contre ses frères des bulles épouvantables, leur versait pêle-mêle, à pleines pages, les reproches, le mépris, l'amitié, la tendresse qui débordaient de son cœur. Ces épîtres embrasées ne brillaient assurément ni par la pureté du style, ni par une concision lapidaire. Pierre-Emmanuel s'en affligeait comme d'un obstacle à la carrière de son abbé, et lui donnait, mais avec douceur, des leçons d'éloquence sacrée : « Surtout évitez l'emphase ! Une douce simplicité est bien plus pénétrante ; vous délayez quelquefois vos idées dans un trop grand flux de paroles. » Leçon perdue. « J'ai reçu de l'abbé, une lettre de huit pages seulement. Un extrait bien fait la réduirait à une... Dieu nous préserve de ses sermons ! »

Au lieu de faire présenter ses horloges dans le grand monde, Anne-Joseph eût été mieux inspiré de s'y présenter lui-même. Le moment était favorable. M. de Maurepas venait de rentrer en grâce. Un autre ami de son père, le comte d'Affry, colonel des Gardes, jouissait des faveurs du roi. Pierre-Emmanuel insista pour que l'abbé se fît connaître de ces hauts personnages, car il comptait lui-même se servir de leur appui.

## V

### HAUTS ET BAS

(1772-1774)

Après dix années de service au régiment, le lieutenant de Rivaz se croyait en droit de prétendre à une compagnie du Haut-Valais. Il était apprécié de ses chefs, il possédait les titres nécessaires et l'occasion semblait bien choisie de les faire valoir. Simple formalité, pensait-il. Il était loin encore d'imaginer les obstacles, les rivalités, les injustices auxquels allaient se heurter ses justes prétentions, et combien les droits les mieux établis sont faibles, quand la puissance et la richesse ne les appuient pas. « Le procès que j'eus



## DE RIVAZ

alors à soutenir, écrit-il dans ses Mémoires, forme l'événement le plus considérable de ma vie militaire : tous ceux qui l'ont suivi lui doivent leur naissance et s'y rattachent ; je lui donnerai en conséquence le plus grand développement. » Il ne devait plus penser qu'à cela.

Comme tous les régiments suisses au service de France, le régiment valaisan de Courten avait été levé en vertu d'un traité de *capitulation*. Ce traité, conclu en 1689 entre le Roi Très Chrétien et la République du Valais, fut renouvelé plusieurs fois au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, sans subir, quant au fond, de changements appréciables. La République autorisait sur son territoire le recrutement d'un corps, où ne serviraient que des Valaisans. De son côté, le Roi en confiait, « par commission », la levée à un colonel. Ce colonel fut toujours un de Courten.

Le régiment se composait de dix-huit compagnies, dont les capitaines étaient, en quelque sorte, les propriétaires. Mais cette propriété n'était pas transmissible. Quand une compagnie devenait vacante, son nouveau titulaire était désigné « à l'ancienneté de service ».

## HAUTS ET BAS

Un régiment, c'était alors une entreprise, une entreprise lucrative; et par le nombre de gens qu'elle faisait vivre, elle procurait une grande influence au colonel et aux chefs des compagnies. Or la famille de Courten, très nombreuse et déjà puissante dans le pays, considérant un peu à tort le régiment comme son bien propre, s'efforçait de conserver pour elle et pour ses « clients »<sup>1</sup> la plupart des compagnies. Cela ne faisait pas l'affaire de tous les Haut-Valaisans. Jaloux de leurs droits égaux, et redoutant toujours la prépondérance d'une seule famille, ils s'appliquaient, pour limiter son influence, à rendre les compagnies accessibles à un plus grand nombre de candidats. A l'origine, la plupart des compagnies étaient *héréditaires* : ils en obtinrent la suppression; elles furent toutes *ambulantes*, et se donnèrent à l'ancienneté. Des dix-huit compagnies, cinq seulement étaient réservées au Bas-Valais; le colonel voulait les réduire à trois : ils s'y opposèrent. Enfin, ils virent sans déplaisir les officiers « francs-patriotes » du Bas-Valais élever des prétentions aux compagnies du Haut-Valais.

<sup>1</sup> Il ne s'agissait pas à proprement parler d'un parti politique, mais plutôt d'une « clientèle » au sens antique du mot.

## DE RIVAZ

La république du Valais n'était pas un Etat homogène. Elle se divisait d'abord en Haut et en Bas-Valais, l'un exerçant seul la souveraineté, l'autre, anciennement conquis, demeuré sujet. Le Haut-Valais se composait lui-même de sept *Dizains* presque autonomes, dont les députés, deux fois l'an, se réunissaient en Diète, chargés de mandats impératifs. Quel que fût le nombre de ses députés, chaque Dizain ne disposait que d'une voix ; l'évêque de Sion en avait une ; le Grand Baillif, chef de la république, une aussi. Les décisions étaient prises à la majorité, mais toujours *ad referendum*, car elles n'acquerraient force de loi que ratifiées par les Conseils et Communautés des Dizains. S'il se présentait, dans l'intervalle des sessions, quelque affaire urgente à traiter, le Grand Baillif convoquait une Diétine, ou bien sollicitait par circulaire l'avis des Conseils et Communautés, c'est-à-dire du peuple, vrai prince, seul souverain, qui prétendait tout connaître, tout décider, contrôler tout.

Ainsi menées, de la Diète aux Dizains, des montagnes à la plaine, les affaires, grandes et petites, urgentes ou non, cheminaient doucement. Elles allaient, exposées à toutes sortes d'intrigues, d'intérêts particuliers, de rivalités partisans, parfois

## HAUTS ET BAS

même aux « argents secrets distribués sous main ». Et, selon le jeu changeant de ces intrigues et de ces intérêts, elles changeaient de visage. Les décisions variaient. Exécutées, elles étaient encore révocables.

Les Bas-Valaisans n'avaient point de voix au gouvernement. Mais, quoi qu'on en ait dit par la suite, ils n'étaient pas si malheureux. Leurs « Seigneurs supérieurs » se taillaient certes, en toutes choses, la part du lion. A cela près, nul souverain ne se montra plus paternel envers ses sujets. Les notables du Bas-Valais le servaient loyalement, et il n'était pas insensible à leur zèle. Pour les encourager tous, il en récompensait un petit nombre. C'est ainsi qu'en divers temps, la Diète avait décerné à quelques sujets des lettres de « francs-patriotes ». Ces lettres, qui leur donnaient droit de cité du Haut-Valais, les rendaient, eux et leurs descendants, habiles à toutes les charges de la république, à la seule condition que celui qui voudrait y aspirer vînt s'établir dans un Dizain.

A la fin de la guerre de Sept ans, cinq jeunes officiers du régiment, Benjamin de Nucé, Léopold

## DE RIVAZ

de Nucé<sup>1</sup>, de Quartéry, de Rivaz et de Vantéry, se trouvaient dans ce cas. Mais un pareil cas ne s'était point encore présenté, et ils virent tout de suite que leurs concurrents du Haut-Valais chercheraient à les exclure. Qu'importe ! Ils avaient le bon droit. Ne suffisait-il pas de le manifester ? Pour cela, ils s'adressèrent dès 1764 à M. de Besenval, inspecteur général des Suisses et Grisons.

M. de Besenval menait alors une âpre lutte contre tous les abus qu'il avait constatés dans les régiments suisses, et dont les plus nuisibles étaient bien, à ses yeux, l'hérédité et le trafic des compagnies, qui se vendaient « comme viande de boucherie ». Il fit bon accueil aux patriotes du Bas-Valais ; mais il ne pouvait les inscrire au « tableau » dans la classe des Haut-Valaisans, avant que la Diète eût validé leurs droits.

Recourir à la Diète, ce n'était pas une mince affaire pour de très jeunes officiers. Avec leurs

<sup>1</sup> Léopold de Nucé, dit « l'Autrichien » ou le « Chien », était né à Innsbruck en 1740. Il servit d'abord dans un régiment autrichien, de 1758 à 1763. Après la guerre de Sept ans, le 29 avril 1764, il entra, comme sous-lieutenant au régiment de Courten. Bien qu'il fût, lui aussi, bas-valaisan et franc-patriote, il ne semble pas s'être joint à ses camarades pour réclamer une compagnie. Mais il fut un ennemi acharné des officiers du Haut-Valais, et passa à la révolution, comme de Rivaz, en 1791.

## HAUTS ET BAS

deux ou trois années de service, ils étaient si loin du but encore ! La Suisse venait de conclure une nouvelle capitulation, qui, excluant tout favoritisme, établissait le principe absolu de l'ancienneté de service. Dans trois ans, le Valais devrait accepter un traité semblable. Le temps travaillait pour eux. Rien ne pressait. Ils attendirent.

Benjamin de Nucé, le premier des cinq, vint se fixer à Sion en 1771 ; et quand son tour approcha de prendre une compagnie du Haut-Valais, il fit valoir devant la Diète ses titres et les conditions requises, qu'il avait toutes remplies. Les officiers haut-valaisans moins anciens que lui répliquèrent aussitôt. « Puisque, disaient-ils, un Bas-Valaisan franc-patriote ne jouit de ses droits que du moment où il s'établit dans le Haut-Valais, l'ancienneté du lieutenant de Nucé doit compter, non pas de son entrée au service, mais seulement du jour où il a pris domicile à Sion. »

L'argument était fort. Insoluble en droit, l'affaire devenait politique. Les Haut-Valaisans trouvaient là un aliment tout neuf pour raviver leurs vieilles rivalités de partis<sup>1</sup> ; et c'était un

<sup>1</sup> Il ne s'agissait nullement, comme on l'a trop souvent répété, d'une querelle entre Hauts et Bas-Valaisans, le souverain persécutant ses sujets à plaisir, mais bien de luttes intestines de francs-

## DE RIVAZ

beau sujet de dispute, puisqu'il avait chance de ne s'épuiser jamais. Quel que fût le verdict, on pourrait toujours l'infirmier.

De vives discussions s'élevèrent donc à la Diète et au régiment. Au régiment, les officiers, divisés en deux coteries, Hauts et Bas, se livraient à une sourde guerre, avivée d'éclats soudains, de coups de main, voire de coups d'épée. C'est ainsi que le 10 mars 1774, un tout jeune officier fut tué en duel par l'un des Messieurs de Courten. Les circonstances de ce drame sont mal connues; mais le nom seul de la victime, Jacques de Nucé, en dit long. A tort ou à raison, ses amis, de Rivaz, tous les officiers du Bas-Valais, crièrent à l'infamie; mais aucun n'osa venger le pauvre de Nucé.

De Rivaz ressentit horriblement la mort de son ami. La tranquille insolence du meurtrier lui chavirait le cœur. De ce jour il conçut, contre tout ce qui portait le nom de Courten, une haine impérissable, une haine qui devait remplir sa vie entière. De ce jour aussi, comme il avait crié plus

patriotes à francs-patriotes, d'un côté les de Courten et leur clientèle, de l'autre leurs adversaires *haut-valaisans*; et si quelques officiers originaires du Bas-Valais en furent l'enjeu et les victimes, on ne doit pas oublier cependant qu'ils étaient eux-mêmes francs-patriotes et que jamais ce titre, ce droit ne leur fut contesté.

## HAUTS ET BAS

fort que tous les autres, le colonel le considéra comme une mauvaise tête, un officier mutin, qu'il fallait à tout prix empêcher de prendre compagnie.

Cet incident souleva une vive émotion dans le Haut-Valais. Il fut évoqué dans une Diétine, que le Grand Baillif réunit tout exprès à Sierre, le 12 septembre 1774. Le parti de Courten y défendit âprement ses positions. Il avait un argument solide; il crut bon d'en ajouter d'autres, qui, en réalité, l'affaiblissaient. « Ne serait-ce point une grande injustice, exposait-il, d'accorder à des francs-patriotes nouvellement établis dans les Dizains, les mêmes droits et les mêmes avantages que ceux dont jouissent les plus anciennes familles du pays, pour avoir si longuement servi l'Etat ? » Voilà bien ce qu'il ne fallait pas dire aux députés d'une république, où le premier citoyen n'était que l'égal du dernier. A la majorité de six Dizains, ils décidèrent que Benjamin de Nucé prendrait compagnie du Haut-Valais à son tour, par ancienneté de service.

Ainsi, de Nucé triomphait. Pour ses camarades, c'était un précédent. Ils n'avaient plus qu'à attendre les bons effets de leur cause gagnée.

Mais les officiers du Haut-Valais ne se tinrent



## DE RIVAZ

pas pour battus. Désormais, dans l'intervalle des Diètes, ils ne cessèrent de machiner des intrigues, auxquelles la faiblesse des institutions et des caractères se prêtait complaisamment. Au dire de Léopold de Nucé, ils se cotisaient pour répandre de l'argent, et même « avaient la bêtise de s'en vanter ». Le terrain préparé de la sorte, à chaque Diète ils renouvelaient leur attaque. Mais chaque Diète répétait invariablement son verdict.

Ces longueurs énervaient de Rivaz. La Diète serait-elle jusqu'au bout inflexible ? Et pourquoi permettre que l'affaire, une fois tranchée, fût toujours remise en question, sans faits nouveaux, sans motif ?.. Que faire ? S'il s'établissait dans les Dizains, la dépense serait peut-être inutile. S'il tardait, ses ennemis en tireraient argument. Mieux valait leur ôter tout prétexte, agir vite. Il pria sa tante de lui trouver un logis à Sion, de lui acheter, d'occasion si possible, « un lit honnête », un fauteuil, quelques chaises, « les préliminaires d'un petit ménage ». Pauvre ménage d'officier ! Il y rêvait en détail, comme une fiancée. « Je veux trancher du seigneur, écrivait-il, et tâter d'une compagnie au plus tôt ! »

## VI

### LE ROMAN D'UN JEUNE OFFICIER PAUVRE

(1774-1775)

Trois mois plus tard, il avait changé d'idée.

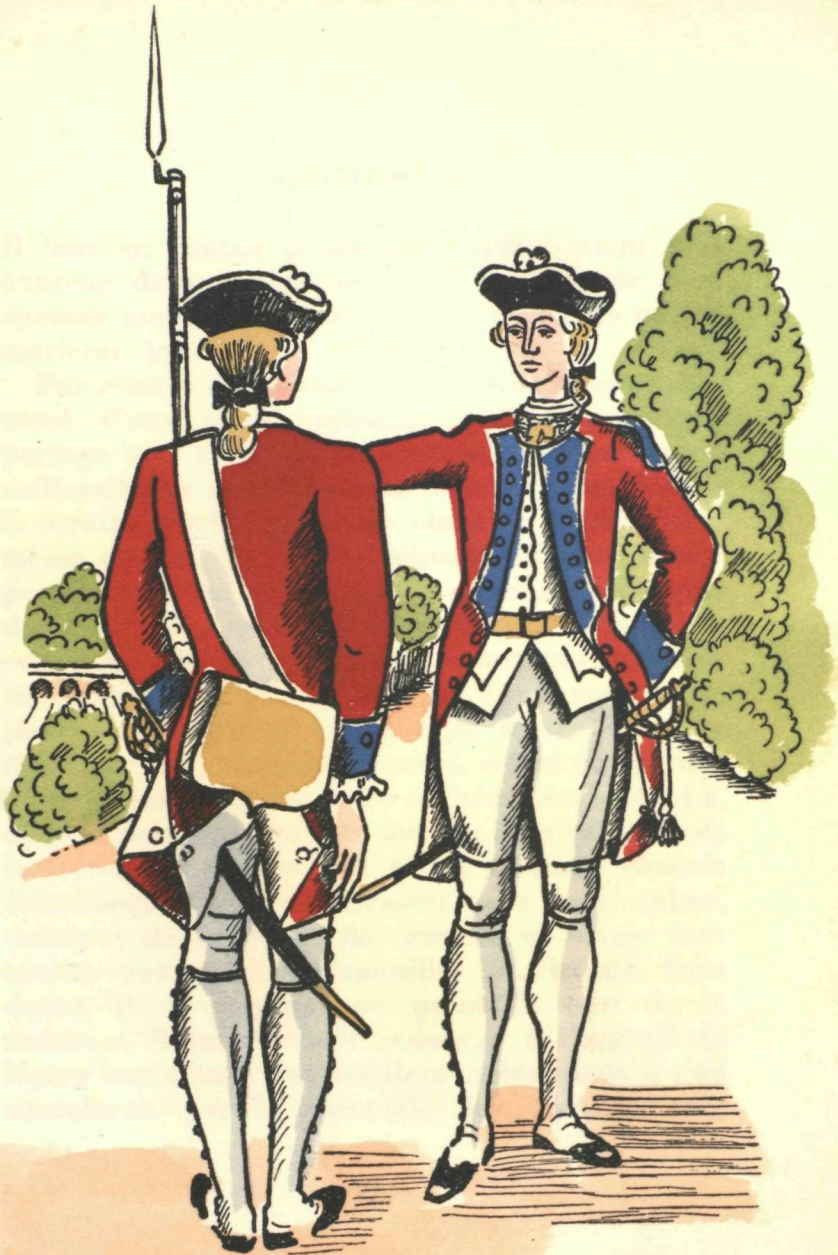
Le mal étrange dont il avait souffert à Douai, et qu'il attribuait à la mauvaise qualité de la bière et du vin, l'avait repris. Il n'éprouvait pas de grandes douleurs; mais une fièvre lente lui échauffait le sang; des vapeurs, par bouffées, de bas en haut, le suffoquaient; ou bien il était accablé de langueurs soudaines, ou encore saisi de vastes et vagues terreurs. Il s'en raillait lui-même,

## DE RIVAZ

sans pouvoir les surmonter. « J'évite tout ce qui pourrait nuire à une santé qui m'est devenue si précieuse. Je ne voyage que lorsque le temps est au plus beau. Le moindre nuage me donne des frayeurs épouvantables. Tombe-t-il quelques gouttes de pluie, je crois déjà voir s'ouvrir sur moi toutes les cataractes du ciel. Je reste en chambre comme un poltron. En un mot, à la place d'un soldat français, qui, plein de courage, devrait braver les fatigues et les dangers, j'ai substitué toute la faiblesse et la pusillanimité qui fait le caractère des soldats du Saint-Père. »

C'était bien comme à Douai : un rideau noir tendu devant ses yeux, une fatigue insurmontable, plus de goût à rien, plus d'ambition, plus d'illusions. Au lieu de compagnie, il rêvait de retraite. Il lisait Rousseau et se croyait environné d'ennemis. Des amis ? Y en avait-il eu un seul pour venger le pauvre de Nucé ? Et l'amour ?

Dans son jeune âge, il s'était formé de la femme une image idéale. Il l'avait rêvée douce, fidèle, sérieuse, compagne de sa vie, et l'aimant pour lui-même à plein cœur. Hélas ! Toutes celles qu'il avait courtisées au hasard des rencontres, sur les grands chemins ou dans les garnisons, l'avaient cruellement déçu. Il n'aurait pas dû s'en étonner.



OFFICIER ET SOLDAT DU RÉGIMENT DE COURTEN, 1779



## LE ROMAN

Il leur en voulait pourtant de n'être point à la hauteur de son rêve et se jurait bien de n'en épouser aucune. Jamais, disait-il, jamais je ne me marierai, jamais !

Par avance il jouissait de son repos. Il se voyait, muni d'une bonne retraite, la consacrer sans partage aux soins de sa personne. Et comme il veillerait à sa santé ! comme il serait libre, comme il serait bien ! Une seule chose le contrariait : même en imagination, la solitude lui était insupportable. Il écrivit donc à sa sœur, dans l'espoir de la convertir, elle aussi, au célibat. Pourquoi se consumer à la recherche d'un époux qui ne pourrait que la décevoir ? Elle avait l'âme trop haute pour être heureuse en ménage. Mieux valait y renoncer. Dans quelques années, retiré du service, il se fixerait auprès d'elle à Saint-Gingolph. Là, dans la paix des champs, au lieu le plus doux de la terre, sur ces coteaux riants qu'avait chantés Jean-Jacques, ils mèneraient une vie calme, exempte de désirs et de crainte, et vouée tout entière aux ardeurs tranquilles de l'amitié. Sans doute, il ne « remplirait point le vœu de la nature », il lui faudrait renoncer à l'orgueil de léguer son nom à des héritiers mâles ; mais il s'en consolerait par le spectacle des chagrins sans

## DE RIVAZ

nombre que procure aux autres le bonheur d'avoir des enfants.

La lettre écrite, sa résolution prise, il courut se jeter aux pieds de sa Dulcinée<sup>1</sup>. Car il en avait une au pays. Elle habitait Saint-Maurice. Il l'avait aperçue un soir d'automne, en l'année 1765, peut-être au sortir du torrent de la Meunière; et comme il s'occupait à sécher son habit, leurs regards s'étaient croisés. Il n'en fallait pas davantage. L'ayant élue dame de son cœur, il lui voua, dès ce moment, un éternel et tendre amour.

<sup>1</sup> Quand ils furent assez éloignés pour ne pouvoir être entendus, Don Quichotte dit à Sancho : « Oublions nos querelles, ami, et raconte-moi sans rancune les détails de ton ambassade... Dis-moi ce que faisait cette reine de beauté, lorsque tu t'offris devant elle; sans doute elle disposait des rangs de perles, ou brodait en pierreries une écharpe pour son chevalier ? — Non, monsieur : elle criblait deux minots de blé. — J'entends, les grains de ce blé se transformaient en topazes en passant par ses belles mains. — Non, monsieur; je crois même que ce blé n'était que du seigle. — Passons. Quand tu lui remis ma lettre, la baisa-t-elle sur-le-champ, la mit-elle sur son cœur, ou sur sa tête, suivant l'usage d'Orient ? — Non, monsieur : quand je la lui présentai, elle était fort occupée de son seigle; elle me dit : Mon ami, pose cette lettre sur ce sac, il faut que j'achève mon tas avant de la lire. — Ah ! c'était pour la lire seule, et pouvoir se livrer en liberté aux mouvements de son cœur. Elle te fit sûrement beaucoup de questions sur moi, sur mes exploits, sur mes périls, sur l'affreuse vie à laquelle je m'étais condamné pour elle ? — Non, monsieur : elle ne me demanda rien... et elle a bien ri, quand elle a su que vous vous appeliez le *Chevalier de la triste figure* !... » (Don Quichotte, Ire partie, Chap. XXXI, Traduction de Florian).

## LE ROMAN

Elle ne s'en doutait guère. Comment l'eût-elle deviné ? Il ne lui parlait pas ; il n'en parlait à personne. Aussi ne connaît-on ni son âge, ni la forme de son visage, ni la couleur de ses cheveux, ni celle de son regard. Son prénom même ne fut jamais énoncé. C'était Mademoiselle Odet, l'une des deux sœurs Odet. Laquelle ? L'aînée, la cadette ? Qui le saura jamais ?

Mais que nous importent ces détails ? Ils comptaient si peu pour lui. Elle n'existait que pour donner corps à ses rêves.

Peut-être ne se serait-il jamais déclaré. Mais son cousin, son cher Carlin, venait de se fiancer à Julie de Nucé, leur amie d'enfance. Ces fiançailles furent une révélation pour Pierre-Emmanuel. Il ne croyait pas au bonheur. Et voilà qu'il était le témoin, le confident d'un bonheur bien réel. Quel exemple ! Sans doute Carlin était riche. Lui était pauvre, et tout est difficile à un pauvre officier. Mais enfin, pourquoi ne pas oser ?

Toute la famille s'était, suivant la coutume, transportée de Saint-Gingolph à Saint-Maurice, pour fêter le carnaval. Pendant trois semaines, on mena grand bruit, « bâfrant bien, dansant bien, quoique en carême, en un mot, très peu disposé à la mortification ». C'était, paraît-il, « un malheu-



## DE RIVAZ

reux péché d'habitude, à Saint-Maurice ». Le Haut et le Bas-Valais semblaient s'être donné rendez-vous ; et l'on n'avait pas un mince plaisir à deviner, sous les travestis les plus amusants, le résident de France, M. de Chaignon, et madame, mesdames de Courten, de Nucé, de Lovina, ou messieurs Weguener, de Kalbermatten et autres officiers, venus tous ensemble se divertir dans cette « Venise valaisanne ». On donnait chaque jour de grands repas. Jamais il n'y eut moins de vingt personnes à table. Le lieutenant de Rivaz prenait part à ces durs festins, mais il avait le cœur lourd. Au lieu de se mêler aux convives, trop gais pour lui, il se campait à une petite table, en tête à tête avec sa future cousine, tout éplorée de l'absence de son fiancé qui passait à Chambéry un dernier et difficile examen. Ils s'entendaient à merveille : elle parlait indéfiniment de son Carlin, et lui ne pensait qu'à Dulcinée. Ah ! que n'avait-il la chance de ce Carlin. Elle était délicieuse, sa petite Julie, et si bien la femme qu'il eût rêvée. N'avait-elle pas, un jour, composé un poème tout brûlant de passion ? Ne s'était-elle pas piqué le doigt avec une aiguille, pour tracer, de son propre sang, un serment d'amour ? Quels transports, s'il avait reçu, lui aussi, les caresses

## LE ROMAN

d'un cœur aimant ! Mais hélas ! Dulcinée ne ressemblait en rien à la tendre Julie.

Il avait enfin parlé, et elle n'avait dit ni oui ni non. Mais elle s'était montrée si froide, si raisonnable, si pratique, elle avait soulevé tant d'objections, fait tant de restrictions, qu'il en était tout déconcerté. L'aimait-elle ? Pour n'en point douter il se répétait : « Sans doute elle veut m'éprouver. » Et il lui donnait raison d'être « circonspecte ». Que lui opposait-elle en somme ? Sa conduite passée ? Il avait juré de s'amender. Qu'on pût lui refuser une compagnie ? Il se faisait fort de l'obtenir avant deux ans. Ou encore sa santé ? Mais il avait promis de guérir ! Non, elle n'avait aucun motif sérieux de le repousser. Elle ne l'éconduirait pas.

Une circonstance heureuse le fortifia dans cette idée. Les demoiselles Odet avaient un parent, M. Dufay, qui jouissait d'une certaine aisance, et ce parent venait de mourir, leur abandonnant tout son bien. Le legs fut aussitôt contesté. Déjà les pauvres sœurs se voyaient frustrées de ces espérances, quand Pierre-Emmanuel s'offrit à les secourir. Elles acceptèrent avec beaucoup de bonne grâce, et il crut discerner, chez celle qu'il aimait, quelque chose de mieux, une aimable dis-

## DE RIVAZ

position en sa faveur. Dans l'instant, ses rêves se changent en certitude; l'amour a de ces raccourcis. Il s'enflamme, remue le ciel et la terre, en un mot, fut si actif, si habile, ou peut-être simplement heureux, que tous les opposants se trouvèrent bientôt déboutés. Les deux sœurs n'avaient plus qu'à recueillir leur héritage, et Pierre-Emmanuel le fruit délicieux de son zèle. Il courut chez sa belle annoncer l'événement. Elle ne dissimula point sa joie, se répandit en remerciements, lui fit les plus grands éloges; mais il remarqua dans tous ses discours une réserve, une gêne, qui lui glaça le cœur. Que voulait dire un tel changement? En quoi lui avait-il déplu? Il ne comprenait pas. Il n'allait pas tarder à comprendre.

Il y avait alors à Saint-Maurice un jeune officier, qui appartenait à l'une des plus anciennes et des meilleures familles du pays, le chevalier de la Pierre. Élégant, spirituel, un peu vain de sa personne, il n'avait, à cela près, rien de très remarquable. Mais parce qu'il était riche, toutes les dames en mal de marier leurs filles s'accordaient à chanter ses mérites. C'était ce qu'on appelle un beau parti, à condition toutefois d'offrir les mêmes avantages; car la fortune exige la fortune.

## LE ROMAN

Pierre-Emmanuel le rencontrait souvent chez Mademoiselle Odet. Il n'en était point jaloux : il la savait trop peu fortunée pour aspirer à la main de ce précieux chevalier. Quand elle eut hérité, et qu'au lieu de la promesse attendue, elle lui eut marqué une si étrange froideur, à tort ou à raison il pressentit en M. de la Pierre un dangereux rival. Ce n'était qu'un soupçon, mais si noir, qu'il se crut ignoblement joué. Il n'était plus temps de se divertir. Le carnaval était passé. L'hiver, le joyeux hiver, touchait à sa fin. Bientôt il faudrait retourner au régiment, y traîner son incertitude. Cette perspective lui étant insupportable, il résolut d'avoir, avant son départ, une dernière explication. Un soir donc, il se rendit chez la perfide. Il l'accabla de reproches. Elle répondit avec tranquillité, « d'une manière ambiguë, renversant tout ce qu'elle avait dit avant », ou du moins ce qu'il avait cru. Il la quitta, ne sachant plus que penser, et peu fier de sa conduite. Il était « bien amoureux et bien malheureux ».

En voyage, il se mit à réfléchir. Il se donnait tous les torts, à présent. N'était-ce pas à lui d'abaisser les obstacles ? Et d'abord, il devait guérir. Passant à Lausanne, il consulta le docteur Tissot.

## DE RIVAZ

Le docteur Tissot jouissait d'une célébrité sans égale et d'une clientèle européenne. Tous les chemins du continent semblaient mener à sa porte, qui s'ouvrait indistinctement à tous les malheureux névrosés, agités, vaporeux, hypocondres du grand et du petit monde. A tous il rendait, sinon la santé, du moins l'espérance.

Tissot n'examine pas son patient. Il lui tâte le pouls, l'observe; et le seul regard de ces grands yeux sensibles, le sourire de cette bonne face sans perruque et sans fard, est un réconfort. Il ne l'interroge pas sur ses maux, mais lui parle de choses indifférentes, de littérature, de philosophie, de tactique, des rigueurs du service, des plaisirs de garnison, et chemin faisant, par des détours imperceptibles, l'amène à confesser son tourment. Il connaît ça. Lui aussi, à Montpellier, quand il étudiait la médecine, il a connu les nuits blanches au fond des tripots, la cupidité des filles, — par exemple, elles étaient diablement jolies! — les petits soupers, le muscat et les dettes. Tout cela n'est bon ni pour la bourse ni pour la santé. Mais on n'en meurt point, pas plus que d'un chagrin d'amour.

Non! de Rivaz n'était pas malade. Il souffrait seulement d'une grande « âcreté dans les hu-

## LE ROMAN

meurs », et ces « esprits animaux » étaient seuls responsables de son irritabilité. Car Tissot démontrait sans réplique, à l'encontre de certains charlatans, que les nerfs ne sont point des cordes vibrantes, comme celles des violons, mais bien des tuyaux qui charrient un liquide. Et c'est ce liquide qu'il fallait adoucir. Il ne lui donna ni purgation ni saignée ; il ne lui fit prendre ni yeux d'écrevisses, ni soufre pilé, ni limaille de fer, bien qu'il eût un faible pour ces remèdes sorciers ; il ne lui ordonna point la ciguë ; il ne lui prescrivit que de l'eau, de l'eau pure, beaucoup d'eau. Terrible épreuve pour un Valaisan !

De retour à Condé, le lieutenant de Rivaz se mit donc au régime de l'eau fraîche et de l'amour. Mais il était dit que rien ne lui réussirait. Des troubles graves ayant éclaté dans le royaume à cause de la disette, il fut envoyé à Meaux avec le deuxième bataillon. Les eaux y sont mauvaises, et il dut en faire venir d'Allemagne à grands frais. Il était sans nouvelles du Valais depuis son départ. Au début, ce silence l'avait rassuré, parce qu'il redoutait le pire. Mais avec le temps, ses rêves avaient pâli, son espoir dépérissait ; l'espoir, pour vivre, a besoin d'aliment. Il écrivit à Mademoiselle Odet ; il lui écrivit « la lettre la plus forte et la

## DE RIVAZ

plus catégorique », lui annonçant que, « si elle se décidait en sa faveur, il retournerait cette année même en semestre ». Il exigeait une réponse immédiate. Il l'attendit plus de deux mois.

A Meaux, les troubles avaient cessé bien avant l'arrivée du bataillon. La ville était calme, aussi calme et aussi poussiéreuse que peut l'être une petite ville de province au mois de mai. Pas un émeutier dans la rue, personne à tuer ; les Valaisans s'ennuyaient. En dehors de leurs factions paisibles devant la halle au blé ou à la porte des boulangeries, et de quelques patrouilles aux environs, ils n'avaient rien à faire. Et les journées se passaient au quartier ou dans les estaminets, à jouer des boissons rafraîchies, à discuter sans fin les événements de la guerre.

Cette guerre étrange, la « Guerre des farines » comme on la nommait, avait éclaté tout à coup, on ne savait pourquoi, on ne savait comment. Un beau matin d'avril, au marché de Dijon, le prix du blé ayant haussé d'un quart de sou, des vau-riens, des femmes du peuple s'étaient attroupés ; ils avaient saccagé un moulin, puis insulté le gouverneur et le gouverneur avait bien répondu : « L'herbe commence à pousser, mes amis : allez

## LE ROMAN

la brouter ! » Mais voilà qu'un peu partout des bandes se lèvent ; elles tiennent la campagne, pillent des fermes, des moulins, et le long des rivières, les chalands chargés de grain. Des journaliers sans travail, des bannis en rupture de ban, des voleurs de grands chemins, des valets de grands seigneurs les rejoignent. La troupe grossit ; elle s'organise ; elle a des chefs : c'est l'armée de « Jean Farine ». Alors commencent les grandes opérations. Le 1<sup>er</sup> mai à Pontoise, le lendemain à Versailles, en Brie, à Meaux, à Saint-Maur, à Saint-Germain, dans Paris, des hordes de dix, de quinze mille séditieux hurlant famine, se jettent sur les dépôts de blé et les détruisent en un moment. Drôles d'affamés, qui incendient ou versent à la rivière de quoi nourrir tout un peuple ! Ils font la fête ; ils ont de l'or plein les poches ; mais ils ne sont pas bien courageux : au premier signe de répression, ils disparaissent, et les badauds déçus trouvent la rue vide. Le 6 mai, tout est fini.

Ces faits sont connus, patents, incontestables. Chacun en possède la vraie version, encore qu'il n'y ait pas deux versions qui s'accordent. Mais qui sont les coupables ? Où se cachent-ils ? Beau sujet de dispute ! De mille rumeurs chuchotées,



## DE RIVAZ

les uns retiennent pour certain que les ennemis de Turgot, ses propres ministres, ont voulu le punir d'avoir établi le libre commerce des grains. D'autres font remarquer que cette liberté ne pouvait nuire qu'aux gens de finance, monopoleurs de l'ancienne agence des blés. D'autres encore accusent le clergé : ne dit-on pas qu'il se trouvait des prêtres parmi les séditeux ? Mais les plus écoutés laissent tomber de plus graves soupçons. Et c'est ici qu'il faut dresser l'oreille et parler bas ! Ces bandes, font-ils observer, étaient trop bien pourvues d'argent pour n'être pas soldées. Leurs opérations étaient concertées. Elles répondaient toutes à un même objet : affamer la capitale. Pour les diriger, il fallait un état-major ; et d'où partaient ses ordres, sinon de la forêt de Villers-Cotterêts ? Villers-Cotterêts ? Un splendide château ! Résidence princière....

C'est ainsi que le lieutenant de Rivaz entendit parler pour la première fois de cette mystérieuse faction d'Orléans, dont les complots et les noires vengeance devaient emplir de terreur la moitié de ses jours.

Les semaines s'écoulaient sans aucun événement. Au début de juin, la consigne se relâcha et

## LE ROMAN

Pierre-Emmanuel obtint une permission secrète pour se rendre à Paris, auprès d'Anne-Joseph, son impétueux confident.

Il n'y parut qu'en « garçon boucher », c'est-à-dire en habit couleur de sang, veste et culotte de toile bise. Quelle émotion ! Quels embrassements ! Tout le séminaire en fut édifié. « C'est son ami ! » chuchotaient les uns. « Ce ne peut être qu'un Suisse ! » murmuraient les autres. Tant Anne-Joseph, pour les détourner de leurs « frivoles liaisons », leur avait peint en couleurs fortes les douceurs de l'amitié et l'amour de son pays. Il n'avait pas menti. Les petits abbés découvrirent bien vite, sous les manières françaises du visiteur et sous son « langage à la mode de l'irréligion », les vertus inaltérables d'un bon Suisse.

Les deux frères passaient leurs journées à courir la grand'ville, que Pierre-Emmanuel n'avait pas revue depuis son entrée au régiment. Il fallut lui montrer tout, les constructions nouvelles, les embellissements, les curiosités, le mener partout. Et quel plaisir aussi de battre les vieux pavés de son enfance, de retrouver le Marais si plein de souvenirs, la rue de Bretagne et la porte cochère, avec la boutique du vitrier, qu'il ne put revoir sans verser des larmes ! Du matin au soir on ne

## DE RIVAZ

se quittait pas. Mais la nuit tombée, tandis qu'Anne-Joseph, rendu à sa vie d'anachorète, soupait d'un maigre bouilli et de tristes racines, Pierre-Emmanuel « fréquentait des lieux, — pas de mauvais lieux, entendez bien ! — mais des lieux qu'un ecclésiastique ne fréquente pas ; des lieux dangereux pour des âmes innocentes et des sens inexpérimentés, mais superficiellement licencieux pour des hommes de plaisir, qui en ont goûté de toutes les sortes... » En quittant Paris, l'homme de plaisir écrivait à sa sœur : « Je me suis convaincu que ce séjour ne convient qu'à des riches : c'est un gouffre d'argent. »

Il espérait une lettre. A son retour, il n'en trouva point. « Plus de doute, pensa-t-il ; ce silence est calculé. La perfide veut épuiser toutes ses chances. Ainsi, je ne serais qu'un honnête pis aller ? Eh bien non ! Il est décidé que j'ai l'âme trop haute pour en vouloir à ce prix. » Et sans attendre, il écrivit d'une main rude.

Cette fois, la réponse ne tarda pas. Il la découvrit un matin, dans un gros paquet de lettres, menue d'apparence et d'une écriture tranquille. On lui reprochait ses reproches ; on raillait son impatience. Il avait fait de belles promesses : les avait-il accomplies ? « Et vous exigez une déci-

## LE ROMAN

sion ? Souffrez plutôt que je conserve ma liberté, de peur que je ne prenne un autre parti ! »

De toute la lettre, qui était longue, il ne retint que les derniers mots ; et ces mots, si légèrement tracés, prenaient pour lui une forme concrète, la stature élégante et triomphante du chevalier de la Pierre.

Il passa plusieurs jours à rassembler de mauvais souvenirs, à les peser dans la balance faussée de ses rêves ; et quand il eut le cœur tout barbouillé, il se mit à écrire.

Sa lettre fut ce que sont d'ordinaire les lettres de rupture : d'abord une justification ; ensuite un flot de reproches ; puis des plaintes étalées, une douleur agressive ; et pour finir, l'adieu, l'irrévocable adieu, accompagné de souhaits impertinents de bonheur. Cinq grandes pages au total, qu'il relut, qu'il jugea parfaitement rédigées et dont il fit une copie pour son cher Carlin. « Elle ne répondra pas, se disait-il ; elle ne peut pas répondre ; il n'y a rien à répondre à ces arguments-là. »

Elle ne répondit pas, et il fut bien surpris de ne s'être pas trompé. Ce silence lui parut une seconde trahison, mille fois plus raffinée que la première, car, en se renouvelant à chaque cour-

rier, elle le tuait à petits coups. Oh ! la perfide. Elle ne le laisserait donc jamais en repos !

Un soir de juillet, comme il se rendait, selon sa coutume, à la diligence, espérant sans espoir et gémissant sur sa « fatale étoile », il se heurta à un gros abbé, dont les joues pleines riaient dans l'intervalle d'une barrette et d'une soutane plus noires et plus luisantes que la nuit. Il reconnut Anne-Joseph et fut touché de la grande amitié qui les unissait. Ses autres frères ne lui étaient rien : ils ne pensaient qu'à eux-mêmes. Celui-ci du moins, avec ses qualités importunes, sa rondeur carrée, n'était pas un égoïste, puisqu'il accourait à son muet appel de détresse.

Pendant tout un mois qu'ils passèrent ensemble, Anne-Joseph ne voulut s'occuper qu'à le distraire de son chagrin et à sauver son âme. Les repas, pris en tête-à-tête, lui fournissaient chaque jour trois occasions de le chapitrer, et chaque soir il espérait un bon résultat du triple effort de la journée. Mais allez convertir à la joie un mélancolique buveur d'eau !

« Je tourne, gémissait invariablement l'officier, je tourne comme en un cercle vicieux : ma langue entretient ma tristesse et la tristesse de mon âme me plonge dans une hypochondrie qui déna-

INFANTERIE.



RÉGIMENT Suisse  
d'Châtelain

Vu par Nous Major  
de Besançon du Bât

CONGÉ MILITAIRE.

Nous soussignez, certifions à tous ceux qu'il appartiendra,  
avoir donné Congé à tout pour se retirer au bon luy semblera  
au nommé Jean Claude Frarigeo dit Soldat  
de la Compagnie d'armes blanches au Régiment  
d'Châtelain Suisse natif de trois lorrains en lorrain, en la  
Province d'Alsace juridiction de Montlu  
âge de vingt deux ans, de la taille de cinq pieds six pouces six  
quarts, d'une complexion robuste, d'une force et d'un courage  
supérieur de son an et nous nous lui fidèlement dans la Compagnie  
FAIT à Besançon le six jour du mois de Mars  
mil sept cent cinquante cinq

Pierre Courty

Approuvé par Nous  
Commandant ledit  
régiment  
De Lamoignon

1101, 333



Certifié par Nous Major  
au dit Régiment  
P. Courty

FEUILLE DE CONGÉ MILITAIRE

(Bibl. Nationale, Berne)



## LE ROMAN

ture l'effet de tous les remèdes. Je suis la victime d'une coquetterie. C'est de l'estomac que vient tout le mal...

— Bah ! répliquait l'abbé, la bouche pleine ; que vous sert-il de jeûner ? Que vous sert-il d'être constant ? Mangez comme tout le monde et oubliez votre blonde ! Le bon Dieu n'a pas créé que de méchantes femmes. Ainsi, le cher Carlin...

— Il faut, coupait l'officier, pour que les femmes vous paraissent véritablement attachées, avoir un rang et de la fortune à leur offrir. Alors nous nous flattons bien vite qu'elles ne nous recherchent que pour nous-mêmes, et à force de nous le dire, elles parviennent à le faire croire. Mais au fond nous ne sommes que l'accessoire et nos avantages le principal. Dépouillez le cher Carlin de ces avantages, et vous verrez comment sa petite, qui en est si éprise aujourd'hui, le plantera là ! »

Ainsi allaient cahin-caha leurs propos entre-choqués. Ils aimaient à remuer toutes sortes d'idées<sup>1</sup>, mais il n'y en avait pas deux sur lesquelles ils

<sup>1</sup> Ces propos, mis ici en conversation, résument fidèlement le contenu de diverses lettres, échangées après le séjour à Meaux, et qui font allusion à ces disputes.



## DE RIVAZ

fussent à l'unisson ; et si l'officier, plus que jamais disciple de Voltaire et de Cuydard, soulevait par malheur quelque doute sur un point de doctrine ou de morale, la grande voix de l'abbé, éclatant tout à coup, roulait dans l'air lourd, comme un écho de la colère divine.

Pierre-Emmanuel s'affligeait de ces « dissonances », et il en voulait à la soutane qui lui changeait un ami charitable en sermonnaire intransigeant.

« C'est contre les abus de votre état que je me récrie, expliquait-il, et non pas contre l'état lui-même, que j'honore infiniment, quand il contribue à rendre les hommes meilleurs. Pourquoi me chicaner sur des dogmes qui me sont incompréhensibles, alors que la morale chrétienne, en tout point conforme à ce que les sages de tous les temps ont dit de meilleur pour le bonheur de l'humanité, pourrait nous réunir ? Certes, je rends justice à votre zèle. Vous êtes bon. Faites mieux encore : soyez tolérant ! Et puisque le temps de la persuasion n'est pas venu, croyez-moi, mon cher ami, cueillons les roses sans nous piquer aux épines !... »

Non ! la soutane ne voulait rien entendre. Noire, opaque, butée, boutonnée du haut en bas,

## LE ROMAN

fermée à toute indulgence, à tout sentiment, elle avait donc étouffé l'ami ? Pierre-Emmanuel en ressentit un nouveau chagrin. Il en perdait le sommeil. Et, tandis que du lit voisin montait dans la nuit calme le souffle régulier et sonore du bienheureux qui ne connaissait ni doute ni reproche, il songeait au néant des affections humaines. « L'amitié, se disait-il, comme l'amour, n'est qu'un vain mot... Quel malheur que deux amis, deux frères ne se puissent aimer en dépit de la philosophie et de la théologie ! Quand, pour de telles sottises, notre malheureuse famille sera toute désunie, en serons-nous bien avancés ? » Cette réflexion, le pénétrant jusqu'au vif, lui inspirait le désir raisonnable de conserver à tout prix l'amitié de son frère. Et le lendemain, il tentait sur lui-même de patients et vains efforts.

L'abbé le quitta sans l'avoir ni consolé ni converti. Ils n'étaient pas brouillés, mais ils n'avaient plus rien à se dire et ne s'écrivaient plus. « Le frère de l'abbé est toujours fou, constatait de Nucé l'Autrichien. Sa goitreuse lui dit formellement qu'elle ne veut pas de lui ; il ne peut s'en convaincre. Le ciel ait pitié de lui ! »

## VII

### LE ROMAN D'UN JEUNE OFFICIER PAUVRE

*suite et fin*

(1775-1777)

Au milieu de septembre, le bataillon était de retour à Condé. De Rivaz, pendant tout l'hiver, y traîna un mortel ennui. « De distractions, cette ville en offre peu, écrivait-il, et le peu qu'elle offre est pour moi trop coûteux. » D'ailleurs il n'avait nulle envie de se divertir ; son cœur, toutes ses pensées le portaient à mille lieues de cette « maudite Flandre ».

En Valais, à Saint-Maurice, c'était le temps joyeux de la vendange, des rires clairs fusant sur

## LE ROMAN

les coteaux, des roulements sonores par les rues, des vieux refrains chantés, la nuit, à l'entour des pressoirs. Et parce qu'il n'était pas de la fête, parce qu'un autre, sans doute, avait pris sa place, ces échos lointains faisaient dans son cœur une musique irritante. « Observez un peu ma belle, commandait-il à sa sœur; je gage que M. de la Pierre l'a en vue ! » On avait beau les épier : personne ne découvrait leur jeu. « Elle a pourtant des vues, écrivait un ami; car je l'ai surprise travaillant à des meubles de ménage; elle a fait encaver du vin et s'est opposée à ce qu'on louât la maison de son frère. Cependant, je crois plutôt qu'elle pense à Chapelet; du moins, leur manière d'être annonce une grande intimité... »

« Elle ? se disait de Rivaz, épouser ce Chapelet, plus pauvre que moi ? Elle a trop de vanité pour contracter une telle alliance. Elle ne cherche qu'à s'amuser, à remplir les intervalles. Ah ! si son cœur voulait parler... Mais à quoi bon ? Mes affaires et ma santé sont trop délabrées. Mieux vaut reléguer cet amour au rang de mes rêves perdus. Ne suis-je pas assez raisonnable à présent pour y songer de sang-froid ? »

Loin de l'humilier, sa disgrâce lui donnait conscience de sa supériorité. Si personne ne l'ai-

## DE RIVAZ

mais, c'est qu'il avait des sentiments trop élevés pour être partagés. A ces hauteurs, l'homme est seul. Que de bassesses autour de lui ! Parce qu'il était pauvre, sa belle le repoussait. Au régiment, les officiers l'écrasaient de leur luxe ; mais comme ils riaient, ces officiers, aux bons mots de leurs chefs, comme ils rampaient pour avancer ! Triste métier ! Et voilà que par ses réformes M. de Saint-Germain allait encore l'avilir.

Un vrai Prussien, celui-là, roide, rêche, méthodique et hiérarchique jusqu'à l'absurde. Il ne s'était pas gêné de dire un jour à Louis XV, en lui refusant de commander en second : « Je ne sais qu'une chose à la guerre : commander ou obéir ! » Et en effet, il n'avait jamais appliqué que la première moitié de ce principe. Lieutenant-général pendant la guerre de Sept ans, il se querella tour à tour avec tous ses supérieurs et finit par démissionner. Puis il alla réformer impérieusement l'armée danoise ; il se montra si extravagant, si cassant, qu'il fut bientôt renversé par un sursaut de l'opinion. Alors il se retira sur une pauvre terre qu'il possédait en Alsace, passant le reste de ses jours à cultiver d'impeccables laitues dans un jardin rectiligne, et à verser son fiel dans des mémoires où il critiquait les défauts de l'armée

## LE ROMAN

française, tout ce qu'on y faisait sans lui. C'est là que Turgot vint le chercher à la fin de 1775, âgé de soixante-huit ans et presque oublié, pour en faire un ministre.

On l'accueillit d'abord avec enthousiasme. On le comparait à Bélisaire, à Turenne, à Louvois. La France avait enfin trouvé son Cincinnatus. Au bout de deux mois, tout le monde, même Turgot, déchantait.

« Nous sommes à la veille de grands changements, écrivait de Rivaz, et il se peut qu'on nous prive totalement de nos semestres, ou du moins qu'on les réduise à peu de chose. Ce qu'il y a de certain, c'est que le roi vient d'adopter les plans de M. de Saint-Germain. Ils sont à l'imprimerie, et on la garde à vue pour empêcher que rien ne transpire. Fasse le ciel que ce soit le dernier changement que nous éprouverons ! L'instabilité à laquelle nous sommes en butte depuis la paix est on ne peut plus dégoûtante. Qui pourrait se plaire, s'intéresser seulement à un métier dont les principes varient sans cesse, sur lequel chaque cerveau timbré a le droit de dire son avis, certain d'être écouté, pourvu qu'il soit étranger et apporte du nouveau ? Ces flux et reflux continuels m'assomment. »

## DE RIVAZ

Les premières ordonnances éclatèrent au mois de mars 1776. Il y en eut coup sur coup quatre-vingt-dix-huit, et cette année-là, on peut le dire, l'été fut orageux. Pour la maladresse, le grand vieillard n'avait pas son pareil. Il venait de se surpasser. Non content de décréter des économies, de réduire les cadres, de bouleverser la tactique, ne s'avisait-il pas de commuer le noble châtimement des baguettes en coups de plat de sabre, sans s'apercevoir qu'il faisait « d'un instrument de gloire un instrument de supplice » ? d'attenter aux jolies cadenettes, à la poudre, aux rubans, et, suprême erreur, de remplacer l'habit à la française par un costume étriqué, ridicule, comme si l'on ne savait pas depuis toujours que l'habit fait le soldat ? Des officiers, il exigeait plus que le service, plus qu'une bonne conduite : il les voulait dévots, il leur ordonnait de conduire les soldats à la messe.

Faire de l'armée une armée de capucins ! Voilà bien ce qu'avec les philosophes de Rivaz jugeait intolérable. L'idée seule qu'à la discipline allait s'ajouter l'inquisition lui donnait envie de quitter le service. Et d'abord, il sollicita un congé de longue durée.

Le prétexte, c'était sa santé. Il prit les eaux à

## LE ROMAN

Evian et vint se reposer à Saint-Gingolph. Mais un autre motif, une arrière-pensée, un ultime espoir l'attirait au pays. Puisqu'il renonçait à ses ambitions, pourquoi ne pas les immoler à sa belle ? Elle ne pourrait être sourde à tant d'amour.

Anne-Joseph, qui veillait à Saint-Maurice, fut chargé d'annoncer la nouvelle aux sœurs Odet. Il fit sa visite un dimanche soir. Il parla par allusions d'abord, puis au potentiel, puis positivement. Elles l'écoutaient avec des airs penchés, des mains cérémonieuses ; et quand il eut fini, toutes deux, d'une seule voix, lui tournèrent un compliment évasif. « Elles sont vraiment impénétrables ! » confessait l'abbé, fort penaud de sa déconvenue. Tout chez elles, jusqu'à leurs politesses, a je ne sais quoi de louche, qui décourage et inspire la méfiance... » C'étaient bien, comme disait l'officier, « des Grecques à redouter, lors même qu'elles vous obligent. »

Il n'eut pas le temps de manifester sa fureur. A peine avait-il reçu la lettre d'Anne-Joseph, que des âmes charitables lui apprirent sans ménagement que sa belle venait de tomber malade, dangereusement malade. Ses beaux feux se raniment. Il se précipite à Saint-Maurice. Pendant quelques



semaines, on le vit chaque matin prendre des nouvelles à la porte de son amie, des après-midi entières à son chevet. Ou bien il tournait en rond sur la place, passant et repassant devant les volets clos, où se jouait son triste sort ; et rien qu'à sa démarche plus ou moins courbée, les bonnes femmes qui filaient à leurs petites fenêtres pouvaient dire : « Elle est bien mal aujourd'hui !.. Il y a un peu d'espoir !.. Elle est sauvée !.. » En effet, malgré les médecins qui la déclaraient incurable, elle entra bientôt en convalescence.

Tant qu'elle était si malade, Pierre-Emmanuel n'avait eu garde de faire la moindre allusion aux tristesses passées, et l'avenir lui apparaissait si incertain, qu'il ne songeait même pas à en parler. Il ne désirait qu'une chose : qu'elle le souffrît auprès d'elle. Elle ne le repoussait pas. Elle acceptait ses soins muets. Elle semblait heureuse de sa présence. Il persévéra.

Un jour qu'elle était dans son jardin, étendue sous les ombrages, la trouvant bien disposée, il s'enhardit. Son tour était venu de réclamer une compagnie. Jamais ses chances n'avaient été si favorables. Il voyait sa carrière assurée. Et pourtant... combien il eût préféré rester à Saint-Maurice, où tant de liens le retenaient. « Vous voyez,

## LE ROMAN

lui répondit-elle, que ma santé ne me permet aucun projet actuellement ; mais si je me rétablissais, l'attachement que vous me marquez depuis si longtemps et les preuves que vous m'en avez données me détermineraient sans balancer en votre faveur. En attendant, pourquoi renoncer à vos ambitions ? Rien ne vous empêche de vous fixer dans le Haut-Valais : vous serez toujours maître de le quitter quand vous voudrez. »

Il vécut tout l'été de cet espoir, dont le vague n'imposait point de limites à ses rêves. Monter dans les Dizains pour briguer une compagnie, à quoi bon, puisque sa bien-aimée allait guérir ? C'est d'elle seule qu'il s'occupait à présent. Il s'était mis en tête de la conduire lui-même, pas à pas, vers la santé. Il l'accablait de conseils... Elle ne les suivait pas ; elle ne voulut même pas se laisser mener aux bains de Loèche. Du coup, il la jugea perdue, et, son congé expiré, quitta sans la revoir cette femme étrange, qui refusait de vivre pour lui.

## VIII

### L'HIRONDELLE

(1777-1779)

Les deux bataillons du régiment tenaient garnison à Landrecies et Avesnes, quand il les rejoignit, le 1<sup>er</sup> novembre 1777. Après quatorze mois d'absence, le harnais lui sembla lourd. Pour le distraire, ses amis l'entraînaient au bal. Lui, autrefois si fou de la danse, les regardait danser sans plaisir. Il avait « le cœur brisé ». Mais peu à peu, soit qu'il fût pressé par ses camarades du Bas-Valais, ou simplement repris par cette ambiance militaire, où le souci d'avancement est, en temps de paix, la préoccupation dominante, son

## L'HIRONDELLE

penchant à l'intrigue se réveilla, le poussait au but, maintenant si proche.

Tandis qu'il les laissait aller, ses affaires avaient pris une bonne tournure. Les Bas-Valaisans triomphaient. Malgré tous les efforts de ses adversaires<sup>1</sup>, Benjamin de Nucé avait enfin obtenu à son rang, par ancienneté de service, l'une des treize compagnies du Haut-Valais, et, ce qui était mieux encore, la question de droit, si souvent évoquée, paraissait résolue. Après plusieurs jours de débats, la Diète de mai 1777 avait fini par établir un projet de règlement, qui ressemblait plus, il est vrai, à un compromis qu'à une sentence.

Les francs-patriotes du Bas-Valais jouiraient sans restrictions de tous les privilèges attachés à leur titre, mais en fournissant des garanties beau-

<sup>1</sup> A la Diète de Noël 1775, les officiers du Haut-Valais cherchèrent à ramener l'affaire, de droit public (« régalie » comme on disait), à un simple procès civil, qu'on pourrait traîner indéfiniment et recommencer chaque fois qu'un nouveau candidat se présenterait... « C'est encore une menée de notre colonel, écrivait de Rivaz; rien ne dérange plus ses projets que de voir Denucé prendre compagnie dans le Haut-Valais; en lui donnant l'exclusion, Marc de Courten, qui le suit, a la compagnie de Frédéric de Courten; Arnold de Courten, la compagnie de grenadiers de Marc de Courten; Preux, le commandement de la colonelle;... voilà cinq personnes, dont Denucé recule l'avancement de quelques années. Jugez si l'on a intérêt à le débuisquer du Haut-Valais. » (A son cousin, Condé, 26 janvier 1776.)

## DE RIVAZ

coup plus sévères et plus onéreuses que ce titre ne le prévoyait : ils devaient « se transplanter » dans le Haut-Valais « sans ruse ni fraude », et pas dans le seul but « d'attraper » une compagnie ; y posséder, non plus un domicile loué, mais une maison en toute propriété ou des biens dont la valeur réelle et reconnue serait au moins de mille écus ; s'engager enfin par serment à ne jamais retourner habiter le Bas-Valais, sous peine d'être déchus, eux et leurs descendants, du titre même de franc-patriote.

Ce projet, pris *ad referendum*, fut renvoyé aux Conseils et Communautés des Dizains, et crié, selon la coutume, dans chaque paroisse, devant le peuple assemblé, qui l'approuva. Reçu, adopté et confirmé « à la pluralité des voix » dans la Diète de Noël 1777, rédigé en forme et « approuvé pour l'avenir », il devenait une « loi fondamentale de la République », et rien n'y pouvait être changé désormais sans décision souveraine.

De Rivaz s'établit à Sion au mois de décembre 1778 ; et, ses camarades de Quartéry et de Van-téry se joignant à lui, tous trois présentèrent leur requête à la Diète de mai 1779. Tous trois tenaient de leurs ancêtres des lettres de francs-patriotes ;

## L'HIRONDELLE

ils avaient également satisfait aux conditions requises ; mais de Rivaz avait sur eux un avantage de plus : il était né à Glis, dans le Haut-Valais.

A cela, ses ennemis firent une objection pittoresque : « Supposons, disaient-ils, qu'une hirondelle, de passage en Valais, couve une nichée : prétendra-t-on pour cela que ses petits sont Valaisans ? Pierre-Joseph de Rivaz vint à Brigue exploiter une mine de fer : dira-t-on que son fils est de droit Haut-Valaisan, parce que Madame est accouchée à Glis, lors d'un séjour momentané, dont le but était tout autre que de faire de cet enfant un natif du Haut-Valais ? »

Ce n'étaient que jacasseries préliminaires, destinées à amuser les députés. L'attaque principale fut portée d'un autre côté, avec de lourds moyens. Pour mieux barrer la route aux réclamants, le colonel demandait qu'on exigeât d'eux cent années d'habitation dans le Haut-Valais avant qu'ils pussent jouir de leurs droits, et qu'on réduisît de cinq à trois le nombre des compagnies réservées aux Bas-Valaisans sujets. La Diète ne pouvait accepter un tel projet sans se désavouer et sans rompre unilatéralement le traité de capitulation. Il fut néanmoins discuté, et le colonel, avec l'aide de tous ses alliés, tenta de renverser le Grand

## DE RIVAZ

Baillif Weguener, chef de la résistance. Jamais session ne fut si orageuse. On incrimina, on salit toute la politique du pauvre Baillif, qui dut faire, en pleurant, son apologie.

Il était de bon ton, dans les circonstances graves, que le Grand Baillif versât quelques larmes. Rien n'est plus efficace que de pleurer à propos. Alors on oublie la fonction, et chacun se dit à part soi : « C'est tout de même un brave homme ! » Ses amis en sont plus chauds ; ses ennemis mollissent. Dans l'émotion générale, le mauvais pas est franchi. Et le Grand Baillif, en s'essuyant les yeux de son large mouchoir à carreaux rouges, reçoit le pardon du passé, blanc-seing pour l'avenir <sup>1</sup>.

Ainsi fut confirmé le Grand Baillif Weguener. Puis la Diète repoussa assez brutalement les propositions du colonel. Cette décision était la septième en faveur des francs-patriotes du Bas-Valais.

<sup>1</sup> Par trois fois, au moins, dans le courant du XVIII<sup>e</sup> siècle, en 1712, en 1779 et 1792, le Grand Baillif défendit sa position menacée, en versant des larmes historiques.

## IX

### LA DESCENTE EN ANGLETERRE <sup>1</sup>

(1778-1780)

Pendant les séjours qu'il avait faits à Saint-Maurice de 1775 à 1778, de Rivaz s'était souvent rencontré avec un jeune homme de bonne mine, qui se nommait tantôt Gauthier, tantôt comte de Paradès, mais dont personne ne pouvait dire le vrai nom, ni au juste d'où il venait. Qu'importe ! Il avait tout de suite conquis les Valaisans. C'est qu'il s'y entendait, le grand seigneur, à s'insinuer

<sup>1</sup> Voir *Un projet de descente en Angleterre au XVIIIe siècle : Aventures du comte de Paradès, chevalier d'industrie, espion et corsaire*, en préparation, chez le même éditeur.



gentiment dans leurs intimités rustiques, à jouer des haines partisans, à éblouir par de grandioses promesses ! N'offrait-il pas d'assécher les marais du Rhône, d'y créer de riches cultures, d'exploiter les forêts, d'en flotter les bois, de drainer par le pays tout le trafic du Levant, en un mot, de remplir toutes les poches ? Les Valaisans ses amis n'avaient qu'à vouloir : il prenait sur lui tous les risques ; tous les gains seraient pour eux. Chacun déjà escomptait ses profits, redoutait ceux du voisin ; la Diète, prise d'une fièvre lente, convoitait, disputait, référait, quand Paradès, un beau matin, disparut.

On le crut mort. Ce n'était qu'une éclipse. Au début de 1778, il reparait en France, dans l'orbite du ministre de la Marine, M. de Sartine. La France soutenait depuis longtemps, contre l'Angleterre, les colons révoltés d'Amérique, et la guerre venait d'éclater entre les deux puissances. Sartine voulait frapper l'ennemi au cœur. Le vieux projet d'une descente en Angleterre, si souvent ébauché et jamais accompli, une fois de plus revenait au jour. Paradès s'offrit à l'exécuter. A travers mille aventures, avec une audace invraisemblable, mi-espion, mi-corsaire, il visita l'Angleterre, ses arsenaux, ses places, ses ports, reconnut

## LA DESCENTE

les côtes, découvrit des points faibles, acheta partout des intelligences, si bien qu'il put présenter au ministre le plan d'un débarquement par surprise à Plymouth et dans l'Île de Wight. Un coup de main eût sans doute réussi. On voulut faire les choses en grand; et la flotte espagnole devant se joindre aux escadres françaises, il fallut attendre l'été de 1779.

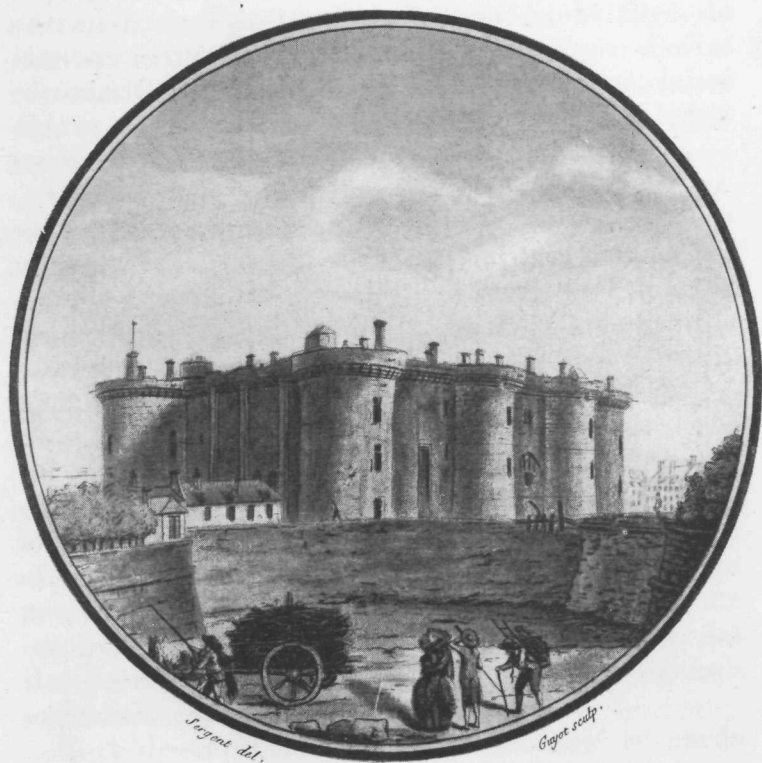
La rapide fortune de cet aventurier avait vivement impressionné de Rivaz. Jamais il n'avait imaginé qu'on pût nouer de si vastes intrigues, les pousser si facilement à la cour de France, capter la confiance d'un ministre, obtenir les grâces du roi. L'idée lui vint d'en faire autant pour ses propres affaires, en alliant toutefois, cela va sans dire, l'audace à sa naturelle prudence. Le plan était simple : Paradès devait recevoir un douzième de la conquête; il était l'ami d'Anne-Joseph; tout puissant, il ne marchanderait pas son appui, et de Rivaz obtiendrait à Versailles ce qu'on lui contestait à Sion.

En garnison à Belle-Isle, sur la côte de Bretagne, il suivit fiévreusement, durant tout l'été de 1779, les péripéties de la lutte maritime, espérant d'un jour à l'autre cette descente en Angleterre, qui devait lui procurer une compagnie du Haut-

## DE RIVAZ

Valais. Déjà une armée d'invasion attendait, concentrée en Normandie et à Saint-Malô. « Puisse-t-elle aller prendre ses quartiers d'hiver aux environs de Londres ! » écrivait de Rivaz. La victoire n'était pas douteuse : même les frégates françaises de 40 canons battraient facilement les vaisseaux anglais de 64. Mais les lenteurs des deux flottes espagnole et française, la vieillesse indécise de leurs amiraux, allaient sauver une fois de plus l'Angleterre. L'été passa. La descente ne se fit pas. Et au moment même où de Rivaz comptait s'en servir, le crédit de Paradès s'effondra. Soupçonné, sans trop d'in vraisemblance, de travailler aussi pour le compte de l'Angleterre, l'espion fut enfermé à la Bastille le 5 avril 1780.

De Rivaz eût peut-être renoncé à tenter en France des démarches désormais incertaines. Les circonstances l'y contraignirent. Une compagnie du régiment se trouvant vacante, le colonel de Courten usa d'un subterfuge pour y placer l'un de ses parents, Joseph de Courten, moins ancien de service que de Quartéry, de Rivaz et de Vantéry. Ces trois officiers tenaient *de leurs ancêtres* leur titre de francs-patriotes. Deux autres officiers, Bay et Augustini, avaient au contraire été reçus francs-patriotes *après leur entrée au service*. Leur



*Sergent del.*

*Geyor sculp.*

VUE DE LA BASTILLE



## LA DESCENTE

cas était donc très différent. Cependant, plusieurs fois déjà, le parti de Courten avait affecté de les considérer tous sur le même pied, pour les exclure ensemble de l'ancienneté de service, le titre de franc-patriote ne pouvant, disait-il, avoir d'effet rétroactif. Mais la Diète ne s'était pas laissé égarer : elle avait toujours nettement distingué les deux cas.

Cette fois, le colonel s'adressa d'abord à Versailles, et de telle manière que Vergennes, ministre des Affaires étrangères, mal renseigné comme le sont toujours les ministres, ne s'aperçut de rien. Le 13 juin 1780, il faisait répondre par le comte d'Affry que, de nouveaux titres ne donnant point de droits rétroactifs, ces titres ne devaient pas modifier l'état des *nouveaux agrégés*, tel qu'on l'avait porté sur les registres lors de leur entrée au régiment. Enoncé de la sorte, le problème était résolu d'avance au détriment des trois officiers, puisqu'à leur entrée au service, n'ayant pas encore fait valoir leurs droits, ils avaient été inscrits, comme les deux autres, sur la liste des Bas-Valaisans. Le terme seul de *nouveaux agrégés* prévenait contre eux.

Fort de cette déclaration, le colonel se garda bien de la présenter à la Diète, qui l'eût sans doute

## DE RIVAZ

déjoué. Il profita de l'intervalle des sessions pour la communiquer, selon l'usage, directement, par circulaire, aux Conseils et Communautés des Dizains, c'est-à-dire aux assemblées du peuple. Les Valaisans avaient un grand respect pour la cour de Versailles; ils se rangèrent donc presque tous à l'avis du comte de Vergennes; et, le 3 juillet, Joseph de Courten obtint la compagnie vacante. Ainsi, une huitième décision, prise hors Diète, déboutait pour la première fois les francs-patriotes bas-valaisans. L'ancienneté du lieutenant de Rivaz ne comptait plus que du jour où il s'était établi à Sion, en décembre 1778. Il perdait seize années de service. Et le pire, c'est qu'il venait d'acheter à Sierre, d'Adrien de Courten, une maison qu'il avait payée trois mille livres, et qui, selon lui, n'en valait pas neuf cents.

Sur appel interjeté, la Diète de décembre 1780 reconnut l'erreur qu'on avait commise, et une neuvième décision, prise en faveur des réclamants, désigna de Quartéry pour la première compagnie qui serait vacante. De Rivaz, néanmoins, avait vu combien les Haut-Valaisans étaient faciles à manœuvrer. Profitant de cette décision favorable, il résolut de la faire enregistrer à Versailles, seul moyen, pensait-il, de la rendre irrévocable.

## X

### LA VACHERIE DE M. DE BACHMANN

(1781-1784)

Le comte de Courten avait prêté naguère au baron de Bachmann, major des Gardes-Suisses, une somme de trente mille livres, pour établir à Paris une laiterie de vaches suisses. Ces vaches, traitées militairement, au lieu de l'enrichir, ne donnèrent que peu de lait : les trente mille livres furent perdues. Depuis ce temps, le comte de Courten poursuivait chaudement M. de Bachmann pour la rentrée de ses fonds, et ces poursuites firent naître entre eux la mésintelligence la plus



## DE RIVAZ

profonde<sup>1</sup>. De Rivaz n'ignorait rien de tout cela, parce qu'il ne se gênait pas d'espionner son colonel. Il savait aussi l'amitié qui liait M. de Bachmann au comte d'Affry, administrateur des Suisses, et l'influence du comte d'Affry à la cour et dans les bureaux de Vergennes. Pour arriver à ses fins, il n'avait qu'à exploiter la haine du baron de Bachmann.

La chance, cette fois, lui sourit. Elle lui sourit en la personne de M. Magenfish, officier de la garnison, qui n'était pas, comme tant d'autres, préoccupé de son seul avancement. Grand, franc, roux, les yeux limpides, il avait tout de suite ouvert à de Rivaz ses larges oreilles compatissantes, et s'indignant à mesure, le pressait, avec une grande force d'âme, de ne point se laisser faire. Un jour que la conversation tombait pour

<sup>1</sup> Cette créance, de 30.600 livres, remontait à 1772. Accordée à M. Herrenschwand, grand-juge des Gardes-Suisses, qui, semble-t-il, agissait comme intermédiaire, elle devait faire l'objet d'un contrat en forme, portant la caution de trois capitaines du régiment des Gardes-Suisses. Les trois signatures n'ayant pas été données, le comte de Courten déposa une plainte pour «abus de bonne foi» auprès du Lieutenant civil du Châtelet. — Six associés se trouvaient engagés dans l'affaire : MM. de Bachmann, de Courten, de Zurlauben, de Zimmermann, d'Herrenschwand et de Zurbach. La direction était assumée par un sieur Quirot, dont la banqueroute, en 1776, entraîna la liquidation de la vacherie.

## LA VACHERIE

la vingtième fois sur l'affaire des compagnies, il lui tendit un billet : « Si M. de Rivaz vient à Paris, il me trouvera disposé à lui rendre tous les bons offices qui dépendront de moi. »

« C'est de mon ami, M. de Bachmann », dit-il avec bonté.

Sans hésiter, de Rivaz écrivit à son frère Isaac : « J'ai décidé de me rendre à Paris. Tout est arrangé. M. de Bachmann nous promet son appui ; d'Affry ne pourra lui résister. Et qu'importe s'il s'entête ? On m'assure qu'il sera nommé maréchal de France. Besenval, qui nous veut du bien, guette sa place ; si la reine a un fils, ce sera chose faite ; car Besenval est son protégé, elle n'aime pas d'Affry, et elle aura tout crédit. Donc il importe que je sois sur les lieux, au moment des couches de la reine. Aidez-moi, prêtez-moi cent écus !

— Premièrement, lui répondit son frère, à la Diète de mai, vous aviez encore cinq voix, la majorité, donc assez pour obtenir un jugement clair en votre faveur.

« Deuxièmement, vous pouviez solliciter ce jugement, qui, avec dix louis, vous eût sans aucun doute été favorable. Le plus expédient même, c'était d'aller vous humilier devant le colonel et lui demander assistance.

## DE RIVAZ

« Examinons maintenant les risques que vous courez : vous aurez le colonel à faire passer pour un turbulent, le secrétaire d'Etat pour un coquin <sup>1</sup>, et l'Etat pour un composé d'enfants et de gens sans foi ni loi. Une telle bande d'ennemis est en mesure de vous rayer du nombre des francs-patriotes. Alors, où vous plaindrez-vous ?

« Tous vos rêves reposent sur M. de Besenval : croyez-vous qu'il vous donnera une compagnie, sans que la Diète le lui propose ? Diplomatiquement, c'est impossible, car il paraîtrait user d'un droit du plus fort sur le plus faible. Et encore n'avez-vous point calculé, — mais que peut calculer la passion ! — que M. d'Affry et le colonel ont joué leur jeu et n'useront pas leur crédit à se démentir.

« Si donc vous suiviez mon conseil : sans la dépense que vous allez faire, sans noircir le colonel, sans accuser le secrétaire, sans compromettre le souverain, vous iriez droit au but.

<sup>1</sup> De Rivaz prétend que le Secrétaire d'Etat lui avait délivré en décembre 1777 un extrait d'Abscheid de la Diète, constatant que les francs-patriotes du Bas-Valais avaient bien rempli toutes les conditions requises et que rien ne les empêchait de concourir aux compagnies. « M. le comte de Courten dit avoir un extrait de la Diète différent du nôtre, écrivait de Rivaz ; si cela est, il faut admettre que le Secrétaire d'Etat a délivré deux extraits différents... » (à Anne-Joseph, 31 juillet 1780).

## LA VACHERIE

« Mais je renonce à vous convaincre. Je sais bien que tout conseil dicté par la passion vous conviendra toujours mieux, s'accordant avec vos sentiments.

— Je trouve vos réflexions amères et odieuses, répliqua l'officier. Il semble, d'après vous, qu'on ne m'a jamais fait aucun tort, jamais provoqué, et que je fais le mal pour le seul plaisir de le faire ! Mais je suis sûr de mon bon droit ; et si des personnes me tiennent pour criminel de me défendre, j'en ris. »

Il quitta Belle-Isle au mois d'octobre 1781. De Vantéry l'accompagnait. En poste, tandis qu'à perte de vue se déroulaient des champs moissonnés, des champs en labour, une plate et riche campagne qui courait avec eux vers Paris, ils ruminaient leurs chances, soupesaient des probabilités, faisant et refaisant la somme de leurs moyens.

« Et si d'Affry se dérobe ? Le colonel l'a terriblement prévenu contre nous ; ce n'est pas de bon augure...

— Du moment que Bachmann nous soutient, je suis sûr de lui.

— Oui, mais... si Bachmann allait faire sa paix

avec le colonel ? Les pires ennemis peuvent trouver un terrain d'entente. Cela s'est vu !

— Les femmes ! mon cher, il faut agir par les femmes, et ne pas compter sur lui seul. La duchesse de Seirac tient chez d'Affry le premier rang... La marquise Donnissan, sa fille, a de grandes liaisons dans les bureaux... Et puis, il y a Anne-Joseph : la marquise de Vauborel le protège; elle aussi nous trouvera, si elle le veut, de puissants protecteurs.

— Et les amis de Paradès ? Ah ! que ne sort-il de sa maudite Bastille !

— Quand il s'agit de recommandations, mon cher, un grand principe : n'employer que des personnes qui intéressent ou dont on craint la puissance. »

Au fond, ils n'étaient pas très rassurés. Plus on approchait de Paris, plus leur inquiétude était vive. « Tout dépend de d'Affry, se disaient-ils; tout dépend de d'Affry ! » Et à chaque relais, une petite angoisse les pinçait au cœur<sup>1</sup>.

M. de Bachmann les reçut très bien. Il les mena lui-même chez le comte d'Affry, qui eut pour eux

<sup>1</sup> Ces réflexions, présentées ici en forme de dialogue, résument le contenu de plusieurs lettres fort longues, que de Rivaz écrivait en novembre et décembre 1781.

## LA VACHERIE

de telles prévenances, qu'ils n'en pouvaient croire leurs yeux. C'était donc là ce terrible vieillard, qui de loin leur avait causé tant d'alarmes !

M. d'Affry ne s'en tint pas aux politesses. Un soir que les deux officiers dînaient chez lui « en grand comité », le marquis de Trans fit passer de main en main une tabatière, dont le couvercle était orné de deux amours peints, miniature « de la plus délicieuse fraîcheur ». Et chacun d'adresser au marquis comme à la boîte de pompeux éloges. Quand on la remit à de Rivaz, lui aussi en loua l'exécution. Mais, se penchant vers son voisin de table : « La conception du peintre me paraît avoir un défaut, lui dit-il à mi-voix ; ces deux têtes se ressemblent exactement. Il faut, en art, être varié comme la Nature, comme Raphaël, dont toutes les têtes sont inimitables, précisément par la variété de leurs traits. » Ce propos fut redit au comte d'Affry ; et voilà l'officier fin connaisseur en peinture ! M. d'Affry, chargé par Mesdames et la Carmélite<sup>1</sup> d'orner leurs appartements, n'achetait plus ni tableaux ni gravures, sans le faire appeler pour avoir son avis. Il était de tous les dîners du mercredi, consacrés aux artistes et

<sup>1</sup> Filles de Louis XV.

## DE RIVAZ

aux savants. Et lorsque le prince et la princesse d'Esterhazy arrivèrent à Paris, il fut aux ordres du cardinal de Rohan, pour leur montrer la bibliothèque royale.

Cependant, ses affaires n'avançaient pas. Bien que la reine fût accouchée d'un fils<sup>1</sup>, on n'avait point créé de maréchaux, et d'Affry restait en place. Il n'était pas hostile. Au contraire. Mais il ne faisait rien pour hâter la conclusion. De Rivaz, fort répandu dans le beau monde, tendait l'oreille à mille rumeurs chuchotées. Et il avait beau conter son infortune, se montrer blanc, noircir le colonel : personne n'intercéda en sa faveur. La dépense était lourde. Il assista mélancolique aux fêtes du dauphin.

Au début de février 1782, M. d'Affry lui annonça enfin que, toutes difficultés se trouvant aplanies, il pouvait aller à Versailles solliciter l'expédition de son affaire. Et en quatre jours, M. de Beurnonville, chef du Bureau des Suisses, le raya du rôle des officiers bas-valaisans, pour l'inscrire au nombre des Haut-Valaisans. Par ancienneté de service, de Rivaz était, après de Quartéry,

<sup>1</sup> Le Dauphin naquit le 22 octobre 1781, et mourut en 1789. De grandes fêtes furent données en son honneur le 21 janvier 1782, onze ans, jour pour jour, avant l'exécution de Louis XVI.

## LA VACHERIE

le premier à prendre compagnie. Un certificat officiel lui fut délivré<sup>1</sup>.

Jamais il ne s'était cru si près du but. « Fais comme moi, écrivait-il à sa sœur ; vis sans souci et engraisse de manière à devoir élargir tes robes, comme moi mes vestes... Mes affaires sont en joli train, et pour peu que j'aie de bonheur, dans deux ans je dois me trouver capitaine. »

Il les avait au contraire irrémédiablement compromises. Que deux de ses officiers, contre l'usage, contre le respect dû à son autorité, et surtout contre ses vues, se permissent, par dessus sa tête, d'intriguer dans les bureaux du ministre, voilà bien ce que le colonel ne pouvait admettre. Il s'en plaignit au comte d'Affry, les traitant d'insubordonnés, lui reprochant de favoriser leurs démarches inconvenantes. D'Affry, fort ennuyé, les abandonna<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> 16 février 1782.

<sup>2</sup> « Je ne croyais pas, Monsieur, avoir donné lieu aux représentations que vous me faites au sujet de quelques officiers, qui vous paraissent se prévaloir assez de mes dispositions favorables, pour n'avoir pas besoin de vos bons offices auprès de moi pour leur avancement. Vous devez être persuadé que dans toutes les circonstances, j'aurai soin de soutenir votre autorité, que je crois nécessaire pour le maintien de la subordination. » (Le comte d'Affry au comte de Courten, Versailles, 16 janvier 1783.)



## DE RIVAZ

Cette défection, de Rivaz l'ignorait. Il ne la connut que plus tard. Mais il devina tout, le jour où Marc de Courten, l'un des plus anciens lieutenants, lui annonça, « avec un sourire sardonique », que le colonel venait de partir pour Paris.

« Nous sommes perdus, dit-il à de Vantéry; nous allons payer pour les vaches suisses ! Bachmann n'a machiné cette intrigue que pour obliger le colonel à échanger le sacrifice de sa créance contre celui de nos prétentions. Et Magenfish, l'honnête Magenfish, n'était que l'agent de ces turpitudes ! Il m'a bien dupé. Il n'y a pas, dans toute l'armée, de coquin plus dégourdi ! » <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Ses camarades bas-valaisans n'étaient pas tous du même avis : « Odet ne croit point aux sacrifices faits à Paris, écrivait de Rivaz. Il s'alambique l'esprit à donner une tournure politique à cette affaire : M. de Vergennes aura fait sentir à M. d'Affry que l'Etat de Valais était le plus conséquent de la Suisse par rapport au passage d'Italie, et qu'il ne fallait donc indisposer ni cet Etat, ni les de Courten; M. d'Affry, vaincu par des raisons d'un aussi grand poids, aura imposé silence à M. de Bachmann. Voilà son explication. — A cela, je réponds : ... que M. d'Affry a donné une compagnie à Lichem, sujet de Soleure, contre les protestations de ce canton. Croyez-vous que si M. d'Affry n'avait pas été déterminé par des motifs secrets, il aurait été arrêté par la crainte de désobliger l'Etat de Valais ? Était-on arrêté par cette crainte, lorsqu'en 1765 et '66, on le menaçait de lui enlever le sel et la pension ? Ignore-t-on que nous regardons la France comme notre unique ressource, et que nous serons toujours trop heureux de tendre la main pour recevoir ce qui lui plaira de nous donner ? » (à Carlin, 3 septembre 1785).

## LA VACHERIE

En Valais, pour bien montrer qu'il n'avait point de vues intéressées, le colonel soutint ostensiblement la candidature de Quartéry. Mais il reprenait aussi le « projet des trois compagnies », et le produisit à la Diète, remanié, rajeuni, bonasse et plaisant. Il ne s'agissait plus de contester un privilège, mais seulement de partager en trois et deux les compagnies du Bas-Valais : trois d'entre elles seraient affectées aux francs-patriotes sans discrimination de Hauts et Bas ; les deux autres resteraient le lot congru des sujets bas-valaisans. Les sujets exceptés, — mais que sont des sujets ! — chacun y trouverait son compte, et les Haut-Valaisans surtout, puisqu'ils garderaient pour eux seuls leurs treize compagnies et pourraient concourir aux trois autres avec les francs-patriotes du Bas-Valais.

« Tel est le nouveau coup qu'on nous prépare, expliquait de Rivaz. En paraissant nous rendre justice, en démontrant à Versailles que c'est le seul moyen de contenter tout le monde, on nous exclurait pour toujours, de Vantéry et moi. Debons, Preux et Quartéry auraient ces trois compagnies, et il ne nous resterait que l'espoir de leur succéder, un espoir désespéré. »

Le projet fit long feu. On en parlait encore à la

## DE RIVAZ

fin de 1786. Mais le colonel n'attendit pas que la Diète se fût prononcée. Lorsqu'une compagnie devint vacante, au mois de mars 1784, il répéta la manœuvre qui avait failli réussir en 1780 : produisant à nouveau la lettre du comte d'Affry, il fit consulter directement, par circulaire, les Conseils des Dizains. Et comme en 1780, les Conseils approuvèrent ce qu'ils croyaient l'avis de Vergennes. Cette décision, la dixième, déboutait pour la seconde fois les francs-patriotes du Bas-Valais.

Malgré leurs démarches à Versailles, malgré leurs protestations en Valais, la Diète ordinaire de mai 1784 confirma contre eux ce verdict et le déclara sans appel.

Pour se désavouer de façon si flagrante, la Diète devait avoir de sérieuses raisons. Celles qui furent invoquées officiellement n'étaient sans doute que des prétextes. Elles sont trop faibles, trop mesquines. On reprochait aux suppliants de n'avoir pas exactement rempli les conditions requises ; de n'avoir dans le Haut-Valais qu'un domicile fictif<sup>1</sup> ; de montrer, en continuant la

<sup>1</sup> Réfutant ces « imputations » dans un long mémoire au comte d'Affry, de Rivaz estimait « odieuse » cette dernière accusation, et la repoussait « par un démenti formel ». « D'ailleurs, faisait-il re-

## LA VACHERIE

discussion, qu'eux-mêmes ne considéraient pas comme définitives les huit décisions prises en leur faveur !<sup>1</sup> Quant aux vrais motifs, on ne les connaît pas, puisqu'ils ne furent pas énoncés. On sait seulement qu'après la nomination de Joseph de Courten, en 1780, de Rivaz avait écrit une lettre assez insolente au colonel, et que le colonel s'en servait contre lui. On sait aussi que M. Sigristen, le nouveau Grand Baillif, était un homme influençable, et qu'il avait épousé la belle-fille du colonel...

A Versailles, où les trois officiers étaient encore inscrits au tableau parmi les Haut-Valaisans, on s'étonna des variations de la Diète, et qu'une autre instance pût se substituer à elle. Interrogé

marquer, il n'y a qu'à examiner les termes mêmes de cette décision qui nous condamne, et l'on verra clairement que si elle nous inculpe d'un côté, elle nous justifie elle-même de l'autre... Elle recule les trois Messieurs qui se sont fait reconnaître comme Haut-Valaisans à la date de leur domicile, *ad datam domiciliū*. Il est évident, par ces termes, qu'on reconnaît que nous en avons un véritable et tel qu'il est requis. » (Mémoire au comte d'Affry, 1784.)

<sup>1</sup> « On prétend que nous avons aussi présenté des mémoires diffus, dans lesquels nous aurions étalé nos raisons... et que nous avions ainsi bien voulu consentir à ce qu'on examinât de nouveau notre droit. Rien n'est plus faux. Nous n'avons fait autre chose, quand nous avons su que nos adversaires préparaient encore des mémoires, que d'envoyer le jugement rendu en notre faveur par la Diète, et le certificat de l'enregistrement à votre bureau. » (ibid. p. 6).

## DE RIVAZ

par d'Affry, le comte de Courten expliqua d'abord que la Diète était moins souveraine que les Conseils des Dizains, puisque ses députés, chargés de mandats impératifs, ne pouvaient se prononcer qu'*ad referendum*. Puis il invoqua la lettre même du comte d'Affry, la fameuse lettre, « qui a donné, disait-il, un grand poids aux délibérations des Dizains... J'ose bien vous assurer sur mon honneur que je n'ai eu aucune influence sur cette décision, ajoutait-il; j'ai observé la plus exacte discrétion sur un point qui intéresse des officiers qui me sont également subordonnés. »

Vergennes n'insista pas. Sans doute comprit-il à demi-mot que l'avancement de ces intrigants n'était pas compatible avec le bien du service. Quoique l'ancienneté fût de règle absolue, on écartait ou retardait souvent, par divers moyens, les officiers incapables ou qui n'avaient pas ce qu'on nomme aujourd'hui encore « la cote d'amour ».

## XI

### ENFER

(1784)

Pour de Rivaz, le coup fut très rude. Il vivait, depuis dix ans, de l'espoir de cette compagnie, qui devait être sa revanche. Ç'avait été plus qu'un rêve : un violent désir, une volonté tendue, une soif. Et voilà qu'avec la connivence des Valaisans, le colonel le frustrait de son droit ! Pour mieux lui faire sentir sa déchéance, on le nommait capitaine *par commission*, c'est-à-dire commandant et non propriétaire de compagnie ; comme un gérant, un commis, avec une solde dérisoire, il commanderait la compagnie d'un autre ! C'en

## DE RIVAZ

était trop. La haine qu'il vouait aux de Courten, sa haine minutieuse et lancinante, d'un grand coup, s'élargit à tous les Valaisans. Et il jura que jamais plus sa patrie, sa maudite patrie, ne le reverrait.

La vie, au régiment, devint un enfer pour lui. Maintenant qu'il n'avait plus à espérer de compagnie, plus personne ne le respectait. On se montrait sa longue figure, on ricanait sur son passage, avant même qu'il ouvrît la bouche, on se moquait de ses propos. « Les meilleurs esprits, écrivait-il, sont obligés de prendre parti contre moi, et ce serait se rendre un très mauvais service, que de ne pas affecter de m'humilier... Les plus effrontés, ce sont encore nos jeunes gens, sans éducation, sans égards pour les anciens, et surtout pour moi qu'ils regardent aujourd'hui comme un proscrit, auquel il est permis de tout faire. Et ils ont raison, car, si je cherchais à repousser la violence par la violence, tous les torts seraient bien vite de mon côté. Il m'est impossible de manger avec eux ; avec nos capitaines, ce serait au-dessus de mes forces ; et il m'en coûte deux louis pour prendre seul mes repas. »

Ses amis, ses frères, son cousin l'accablaient de reproches. On lui démontrait que ses démarches

## ENFER

insolites, son impatience, avaient tout gâté; que le colonel n'avait aucun parti-pris, qu'il était plein d'égards pour la famille.

« Vous avez été, et par votre faute, nous passons tous pour des cabaleurs, grinçait Isaac; des cabaleurs non à craindre, assurément, mais à mépriser, puisque nous n'avons rien à offrir à personne.

« Et vous ruez dans le rang ! Vous composez des libelles ! Vous formez le projet de perdre la famille de Courten, dans le temps même où vous tremblez qu'elle ne vous perde ! Ne connaissez-vous pas le monde ? Ne savez-vous pas qu'aux grands tout est permis, et premièrement de se défaire d'un audacieux assez fou pour dénoncer leurs injustices ? Les libelles ne font plus sensation. C'est une arme usée. Elle a trop calomnié. Elle tombe dans la poussière. Vous avez vu Linguet !<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Le fameux avocat et journaliste. Ayant publié quelques ouvrages, il s'était présenté d'abord à l'Académie française, qui ne le reçut pas. Pour se venger, il écrivit contre les Académiciens des pamphlets virulents. A 30 ans, il entra au barreau, défendit quelques grandes causes, mais se fit, par ses sarcasmes, détester de ses confrères, qui le rayèrent du tableau en 1774. De 1777 à 1792, il publia ses « Annales », gazette politique, qui eut beaucoup de succès, parce qu'elle diffamait bien; mais il fut exilé, puis enfermé à la Bastille, de 1780 à 1782. Il obtint, à Vienne, les faveurs de



## DE RIVAZ

« La pauvreté, mon pauvre ami, doit tenir une tout autre conduite. Il vous fallait être lieutenant bien tranquillement, ne pas prétendre humilier le colonel, mais vous comporter à son égard comme il se comporte lui-même envers les maréchaux. Il y a peu d'hommes au monde qui n'aient point de supérieurs...

« Mon frère l'abbé n'agit pas mieux que vous. Il dit à la marquise de Vauborel qu'elle est une courtisane ! Il fait la morale à son évêque ; il ne voit plus son cardinal, qui le traite de haut en bas ; mais il reproche aux de Nucé qu'on ne se lève pas de dessus ses sièges quand il entre ! Par dessus le marché, il ne dit plus la messe que le jour de dimanche, et encore sans rétribution, car il ne serait pas décent à un Grand Vicaire d'en exiger ; et il s'habille tous les jours en fête, vu la grandeur de son emploi ! Comment veut-on subsister ainsi ? On ne peut plus le souffrir.

« Voyez au contraire, à Sion, l'ancien domestique de Barberin et du Résident : il passe à présent des heures entières à se promener sur le

Joseph II, mais les perdit bientôt en prenant parti pour les insurgés du Brabant. En 1791, il combattit les idées révolutionnaires et finit sa carrière de perpétuel opposant, sous le couperet de la guillotine, en 1794.

## ENFER

Grand-Pont, et chacun, l'un pour l'autre, tient son chapeau à la main. Voilà ce que vaut la patience. Il est riche; et parce qu'il est riche, le passé s'efface...

— Que n'ai-je réussi, répliquait l'officier : on tiendrait un autre langage ! Pour la plupart des hommes, c'est le succès qui constitue la prudence. L'idée de Rocroy était dix fois plus insensée que celle de Poitiers; cependant, cette première bataille a fait du prince de Condé un héros, et la seconde a ravalé le roi Jean au dernier rang des militaires.... Quant au colonel, s'il vous comble de prévenances, c'est pour mieux rejeter sur moi seul tout l'odieux de ses menées. Il ne se soutient qu'en divisant... »

On lui conseilla de passer dans un autre régiment. Mais cela dépendait du comte d'Affry; et à lui non plus, de Rivaz n'avait pas ménagé ses impertinences.

Ainsi donc, il n'en sortirait pas. Il lui faudrait sans fin cheminer dans ce désert hostile, ne voyant, au bout des terres brûlées, qu'un horizon vide, où montaient des mirages. Tout autre eût désespéré. Mais sa puissance d'illusion était si grande, qu'il s'y laissa prendre.

## XII

### MIRAGES :

#### LA PLUME ET L'EPEE

(1784-1785)

D'abord, il voulut se faire un nom en composant des ouvrages militaires. Les questions de réformes dans l'armée, celles de tactique, celle des officiers, étaient de mode alors. Chacun prenait parti pour ou contre les méthodes prussiennes. Une grande querelle s'était élevée entre théoriciens partisans de « l'ordre mince », préconisé par Frédéric, ou de « l'ordre profond ». Elle durait depuis cinquante ans. Folard, puis Mesnil-Durand soutenaient la colonne profonde; le

## LA PLUME ET L'EPEE

comte de Guibert, la ligne mince éployée; le baron de Pirch, un Allemand, une tactique intermédiaire, qu'il baptisait « ordre français ». Et tous quatre, par leurs écrits enflammés, s'étaient fait un grand renom<sup>1</sup>.

Le feu de la dispute, un moment assoupi, se rallumait, quand de Rivaz y jeta ses lumières. Il brûlait d'imiter ces Messieurs, de les égaler, de les surpasser peut-être. En dehors du régiment, dans l'armée, il serait une autorité, et le colonel pâlerait de l'avoir méconnu.

Il prit un secrétaire à deux louis par mois, lui

<sup>1</sup> Ce n'était pas seulement une querelle sur le papier. Lors du projet de descente en Angleterre, on profita du grand rassemblement de troupes en Normandie, pour éprouver, par des manœuvres, les théories en présence.

« Les militaires français étaient déjà las des manœuvres de Pirch. Il s'éleva une grande dispute sur l'ordre profond et l'ordre mince, entre Mesnil-Durand... et le célèbre Guibert... Tous deux avaient tort, parce qu'ils défendaient leur système exclusivement. Le maréchal de Broglie prit avec chaleur le parti de l'ordre profond. La cour décida qu'on mettrait les deux systèmes aux prises, dans les plaines de Vaussieux, près de Bayeux... Le camp eut lieu : le maréchal commanda l'ordre profond avec une armée supérieure. Luckner commanda l'ordre mince avec moins de troupes, et le battit toujours... en saisissant à propos ses avantages, et le maréchal en eut du chagrin... » (Vie de Dumouriez par lui-même, tome I, p. 398, 399 et 401.) Ces manœuvres provoquèrent de telles disputes, qu'il fallut relever le maréchal de Broglie de son commandement, et que son successeur, le maréchal de Vaux (le père de la marquise de Vauborel), eut beaucoup de peine à rétablir la discipline.

## DE RIVAZ

dictait des nuits entières; et de ses veilles enfiévrées, surgissaient de longs mémoires, à la fois précis et diffus, de style militaire, qu'il adressait à des officiers généraux, au comte de Caraman, au comte de Guibert lui-même, dont il quêta les éloges<sup>1</sup>.

L'un de ces mémoires, — l'un de ceux qui furent brûlés à Cambrai<sup>2</sup>, — traitait de la

<sup>1</sup> « J'ai reçu vos réflexions sur Folard. Je suis très flatté que mon opinion sur cet auteur vous ait pour apologiste. J'ai attaqué, non pas son mérite, non pas son érudition, mais son système... J'ai dit que le roi de Prusse avait fait une grande révolution dans l'art de la guerre, et qu'il fallait abandonner nos vieux documents et marcher à sa suite. Il me reste à vous remercier des choses obligantes que vous voulez bien dire de moi dans votre mémoire... » (Le comte de Guibert à de Rivaz, Le Havre, 4 juin 1784.)

<sup>2</sup> Voyez ci-dessus l'Introduction. — Parmi ces essais qui furent détruits, il y avait un grand « Mémoire sur la tactique », celui que, plus tard, il regrettait le plus. Cette perte est fâcheuse, puisqu'elle nous empêche d'apprécier les connaissances théoriques, dont le général de Rivaz était si fier.

Pour nous faire une idée « de son genre », il ne nous reste que :

1o un mémoire sur Mayence, de 1800. En examinant si la France a plus d'intérêt à faire de cette ville une place de guerre qu'une place de commerce, de Rivaz vante les richesses du Valais, nécessaires à la France, et recommande l'annexion de sa petite patrie : ces considérations s'étendent sur 5 pages, et le mémoire entier en a 13.

2o un « Coup d'œil militaire et politique sur Bonaparte », rédigé le 31 mars 1814, lors de l'entrée des Alliés à Paris. De Rivaz prévoyait fort justement un retour offensif de Napoléon, et indiquait les mesures à prendre, pour l'empêcher. L'exposé, par contre, est embrouillé et diffus.

## LA PLUME ET L'EPEE

« Constitution militaire de France »<sup>1</sup>. L'auteur, — qui s'en étonnera ? — y préconisait, contre tout privilège de caste, l'avancement des officiers à l'ancienneté de service. Il le lut, un jour, au lieutenant-colonel, pour lui montrer « quel était son genre ». Il en reçut de grands éloges. Le prenant au mot, mais sans y croire, il lui fit sentir combien le colonel était injuste de persécuter un officier d'une telle valeur. « Je ne resterai point lieutenant au régiment, Monsieur, ajouta-t-il; mais si j'étais forcé d'en sortir, je pourrais me livrer à des éclats, qu'il serait avantageux d'éviter.

Menaces perdues. Le colonel ne s'émut pas. De Rivaz s'aperçut bientôt que, par ses connaissances

3o un chapitre du traité d'économie politique qui occupa les dernières décades de sa vie, et qui ne vit pas le jour. C'est plutôt une diatribe contre les économistes anglais.

<sup>1</sup> Nous connaissons du moins le contenu de ce mémoire, par une série d'observations que le comte de Caraman fit à son sujet, dans une longue lettre à de Rivaz (31 mai 1784). « Je suis de votre avis, disait-il, sur l'avantage de donner les grades à l'ancienneté, et je sais parfaitement que ce qu'on appelle *choix* est presque toujours *faveur*. — L'établissement d'une bibliothèque à la suite de chaque régiment serait très utile... — L'ordre du service intérieur, tel que vous l'établissez, est très militaire... — ... Sur tout le reste, Monsieur, j'approuve infiniment vos vues militaires, et je ne saurais donner trop d'éloges à votre travail, qui me fait juger votre caractère et vos talents. »

## DE RIVAZ

mêmes, « au milieu d'un tas de bêtes dont il découvrirait quelquefois les oreilles », il se rendait plus ridicule encore. « Quand un homme du poids du lieutenant-colonel, entouré d'une cour qui répète « Amen ! » à chacun de ses mots, décide, en souriant, que je n'ai pas le sens commun, comment y prétendre ? Comment ne pas faire autorité, lorsqu'on est lieutenant-colonel et qu'on possède une compagnie ? »

Non ! il n'y avait aucun moyen de réussir dans l'armée, par la plume encore moins que par l'épée<sup>1</sup>. Après six mois d'un labeur harassant et stérile, de Rivaz s'en apercevait. Par goût, il se fût lancé dans les travaux littéraires. Mais en constatant qu'on n'y pouvait traiter aucun sujet qui ne l'eût été déjà, bien ou mal, plus de cent fois ; qu'en raison de la fureur d'écrire il naît en France plus de livres que de lecteurs, et que seul le nom d'un auteur fait le succès de ses ouvrages, il y renonça. Un autre mirage l'attirait.

<sup>1</sup> Jamais l'armée ne fut plus décriée qu'à cette époque ; et il est vrai que beaucoup d'officiers se montraient peu dignes d'estime. Mais de Rivaz était bien le dernier qui eût le droit de les critiquer ; il ne voyait dans son métier qu'un moyen de s'élever par les plus basses intrigues et ne soupçonnait même pas les qualités essentielles des vrais militaires : abnégation, patience et courage.

### XIII

#### MIRAGES :

#### LE MIRAGE COLONIAL

(1785-1786)

Il tenait garnison à Bayonne, quand une lettre lui apprit, en janvier 1785, que Carlin allait partir pour Saint-Domingue. Oui, Carlin, le riche, l'heureux Carlin, à qui tout réussissait, voulait courir au loin la fortune, qu'il jugeait en Valais trop lente à venir. C'est que Paradès, enfin sorti de la Bastille, devenu son beau-frère et passé au Cap français, y exploitait maintenant un grand domaine, le domaine du « Massacre ». Carlin allait



## DE RIVAZ

le rejoindre, et il promettait de ne pas oublier son cousin dans le Nouveau-Monde<sup>1</sup>.

Depuis la guerre d'Amérique, les colonies étaient à l'ordre du jour. Elles avaient une réputation fabuleuse. Dans les ports, à Bordeaux, à Bayonne surtout, où chaque jour on voyait entrer et sortir les vaisseaux des Iles fortunées, c'était une véritable fièvre. De Rivaz brûlait de cette fièvre-là.

Il voulait partir. Le plus tôt serait le mieux. Là-bas, il serait avocat, gérant, planteur, tout ce qu'on voudrait. Rien ne l'effrayait que l'idée de croupir au régiment. De son enfer, le sort des nègres lui semblait enviable.

Hélas ! La veille même de son départ, Carlin apprit, par une dépêche de sa belle-sœur, que Paradès venait de mourir de la fièvre. Du coup, il renonça. L'officier, lui, n'en voulut pas démordre. Pendant tout un an, il vécut de ce rêve. « Il m'accompagne jusqu'au moment où je m'endors, écrivait-il ; il assiste le premier à mon réveil. » Pour mieux le nourrir, il interrogeait tous les colons revenus d'Amérique, son logeur, un bar-

<sup>1</sup> Voir *Un projet de descente en Angleterre au XVIIIe siècle : Aventures du comte de Paradès, chevalier d'industrie, espion et corsaire*, en préparation, chez le même éditeur.

## MIRAGE COLONIAL

bier, un libraire, tous gens de petit état, qui disaient pourtant avoir amassé là-bas des richesses fabuleuses et faciles. A force de les écouter, lui-même parlait si bien des colonies, qu'on lui demandait parfois s'il y avait longtemps qu'il en était revenu. Il formait des plans grandioses. Il harcelait Isaac et Carlin.

« Mais vous ne pouvez plus rester en Valais ! leur écrivait-il. Vous n'y pouvez plus vivre avec honneur ; vous y subissez trop d'outrages. Vous, mon cher Isaac, qui me demandiez d'adresser mes lettres « Au Chevalier de Rivaz », que de quolibets n'avez-vous pas essayés ! Quoi que vous tentiez, vous n'exciterez que l'envie ; vous récolterez la haine ; on vous écrasera. Vous ne serez jamais riche et jamais respecté.

« Ah ! si vous persistiez dans votre projet ! Si vous alliez à Saint-Domingue ! Croyez-moi, je suis bien renseigné : il ne faut que de la conduite pour faire fortune dans ce pays-là. Sans moyens, sans génie, avec un peu d'argent comptant, rien n'est plus facile que d'y acquérir un vaste domaine. Avec cent mille livres, on y achète une habitation d'un million. Chaque jour il se vend, par décret à la barre du Conseil, de ces sortes d'habitations, pour lesquelles il suffit de solder quelques dettes ;

## DE RIVAZ

et c'est alors celui qui a le plus d'argent comptant qui fait les meilleurs marchés.

« Qui empêcherait Carlin de vendre ses terres, dont il ne tire pas le trois pour cent ? Qui vous empêcherait d'en faire autant ? De joindre ces sommes à celles que vous donneraient vos amis, les miens, beaucoup d'autres particuliers, qui ne demanderaient pas mieux que de faire valoir leur argent entre des mains aussi solides que les vôtres ? Qui vous empêcherait alors de passer à Saint-Domingue, de vous initier aux affaires, de bien prendre votre temps pour une acquisition, de vous y placer tous les deux ? Vous gagneriez doublement à ce marché : vous feriez valoir votre propre argent le vingt-cinq, le trente pour cent, et vous auriez de plus, comme procureurs, les appointements prévus pour ces places. Vous seriez les bienfaiteurs d'une multitude de parents et d'amis, qui vous confieraient à l'envi leurs intérêts et peut-être leurs enfants. Et dans moins de vingt ans, vous repasseriez en Europe avec des moyens qui rendraient faciles une infinité de choses, auxquelles il nous est défendu de penser, dans l'état de médiocrité où nous sommes.

« Votre grand malheur, c'est de n'avoir pas entendu parler de l'Amérique dans les ports de

## MIRAGE COLONIAL

mer. Vous ne seriez plus si effrayés. L'on part du soir au lendemain pour Saint-Domingue, comme pour Paris; et le voyage n'est pas plus cher, puisque pour cinq cents livres on trouve passage sur les meilleurs navires. Le danger ? Mais on ne risque pas plus qu'en allant à Sion ou à Sierre : il suffit de se bien purger. »

Il n'écrivait pas seulement pour les convaincre. Il « épanchait un cœur malade ». Il chantait son mirage. La vision, cent fois le jour, passait et repassait devant ses yeux éblouis, avec des plantations à perte de vue, des milliers de nègres à la peine, le balancement des hamacs, les prodigieuses récoltes, des bénéfices incalculables. Et quand un vaisseau quittait le port, ses voiles gonflées vers des fortunes lointaines, il se lamentait de n'être pas au nombre de ces heureux passagers, dont les adieux bigarrés s'agitaient au-dessus des bastingages. « Je me verrais périr au milieu de la mer, que je ne me repentirais pas d'être parti. »

Enfin, au mois de septembre 1786, il reçut des propositions concrètes. Madame de Paradès ne pouvait pas exploiter seule son domaine : elle lui en offrait la gérance.

Tombé dans la réalité, son rêve s'aplatissait. De Toulon, où il tenait garnison, les dangers du

## DE RIVAZ

voyage, le mal de mer, la fièvre jaune, l'inconnu qu'il fallait affronter, l'effrayaient. La fortune même lui apparaissait moins certaine. Ce domaine du Massacre n'était en somme qu'une « habitation naissante », dont la plus grande étendue restait à défricher ; et cela exigeait des connaissances moins théoriques que les siennes. D'ailleurs, avec ses vingt-cinq ans de service, il allait recevoir une modeste pension et la croix de Saint-Louis. Le hasard ne le tentait plus. Un moyen plus sûr lui offrait la fortune : il jouait à la loterie.

## XIV

### MIRAGES :

### LA LOTERIE

(1786-1788)

Il avait entendu dire qu'à Paris, plus d'un banquier gagnait gros à la loterie, en misant « par extraits », c'est-à-dire sur certains numéros. Il avait cru d'abord que leurs succès tenaient plus au bonheur qu'à la science. Mais à y regarder de près, il s'était aperçu que la sortie plus ou moins tardive d'un numéro devenait indifférente, si l'on observait dans les mises une certaine progression. Il calcula cette progression, puis la

contrôla dans la pratique, sur tous les numéros sortis depuis 1776. Magie des chiffres ! Ses calculs étaient justes. N'ayant pas assez de fonds pour jouer seul, il parla de sa découverte à quelques officiers du régiment, s'enhardit, leur démontra, preuves en mains, l'infailibilité de son procédé. « Contre mon ordinaire, j'ai été prophète ! écrivait-il. Ma théorie a paru lumineuse. Et j'ai formé deux sociétés, la Société des Sept et la Société des Douze, auxquelles je tiens pour un neuvième et un cinquième. » Il avait dompté le hasard. Il allait s'enrichir à coup sûr.

Les de Courten furent ses premiers associés. Le capital était petit ; on misait prudemment. Mais bientôt, les affaires prenant bon train, la loterie française ne suffit plus : on voulut « loter » dans l'Europe entière, dans toutes les villes, jusqu'à Naples. Il fallait un agent, mais un agent sûr et muet ; car, le secret éventé, tous les gouvernements, les uns après les autres, feraient faillite. De Rivaz se hâta d'écrire à Isaac, le pressant de tout quitter, et dans d'immenses lettres de onze, de seize pages bourrées de calculs, lui exposa sa théorie. Isaac, plongé dans son invention de moteurs automobiles, se laissa prier.

« Vous devez pourtant convenir, lui écrivait

## LA LOTERIE

l'officier, que de pareilles machines, sublimes dans la théorie, ne deviendront jamais d'un usage général; qu'elles ne pourront jamais remplacer les animaux de trait; qu'elles seront sujettes à toutes sortes de dérangements; qu'elles n'auront point la force de gravir des montagnes, des montées un peu roides, avec de lourds fardeaux. Même si cela était, elles ne vous donneraient pas la fortune; tout au plus une grande réputation, et celle de grand machiniste ne ferait qu'affaiblir l'idée que nous sommes des gens comme il faut. Voyez mon père : il ne passait dans l'esprit de M. d'Affry que pour un horloger, un homme de rien... Enfin, mon cher Isaac, c'est avec la plus grande douleur que je vous vois persister dans ce goût qui a fait tous nos malheurs,... et repousser la fortune, pour vous traîner sur de petits expédients, qui ne donnent que de l'eau à boire. »

Isaac finit par céder. Il vint s'établir à Lyon. Et ce fut, entre les deux frères, un échange incessant de lettres, une correspondance qu'on eût dite chiffrée, tant le calcul, les numéros, y tenaient de place.

Au régiment, il n'était plus question de service, ni d'avancement. On n'y parlait que probabilités, on ne s'occupait que de tirages. Le dimanche, on



## DE RIVAZ

s'arrachait la liste des numéros sortants. Et de Rivaz « brouillait » de chiffres des rames entières de papier.

Tout alla bien jusqu'à la fin de 1788. Si l'on ne touchait pas de bénéfices, c'est qu'ils étaient toujours affectés à de nouvelles mises. Elles ne se comptaient plus par sols ou par livres, mais par cinquantaines, par centaines de louis ; et chacun empruntait pour nourrir la chance. Alors on s'aperçut que certains numéros, précisément les plus chargés, s'obstinaient, contre toutes les règles, à ne pas sortir. Les associés accusèrent de Rivaz de faux calculs, de n'avoir pas de système, de risquer leur argent au petit bonheur. Lui, au contraire, incriminait la « frivolité des tirages » : manifestement le hasard était dirigé. Mirabeau, « l'homme le plus éloquent du royaume », ne dénonçait-il pas la loterie comme un « scandale » ? Il avait raison. Mais hélas ! il ne la dénonçait que pour la supprimer. De Rivaz prit peur : il voulait se dégager. Isaac, maintenant le plus acharné, ne l'entendait pas ainsi. Il se mit en colère, et comme autrefois le divin Achille, se retira sous sa tente. Privées de leur agent, les deux sociétés finirent dans les criailleries. On n'avait ni gagné ni perdu : c'était un résultat.

## XV

### LE REGNE DES PHILOSOPHES

(1789-1791)

Trois fois abusé par ses rêves, dégoûté de tout, de Rivaz eût sans doute renoncé pour toujours à poursuivre des mirages. Un nouveau mirage se dressa devant lui, si proche, si séduisant, si réel d'apparence, qu'il n'y put résister.

Tout alors annonçait de grands changements. Louis XVI, le bon roi Louis XVI, venait de convoquer les Etats généraux, et, faisant appel à l'amour de ses fidèles sujets pour réformer tous les abus, accordait au Tiers une double représentation. Plus de fanatisme, plus de tyrannie, plus

## DE RIVAZ

de préjugés ! La tolérance, l'humanité, l'équité, la concorde devait régner. On marcherait dans la lumière. L'âge d'or allait naître. La Révolution commençait dans un délire de joie pure.

De Rivaz ne fut pas le dernier à se réjouir. Mais sa joie n'était point innocente. Déjà, durant la longue route que le régiment fit alors de Toulon à Nancy, il avait observé une profonde altération de l'esprit public. A Dijon, il avait fallu prendre les armes et croiser les baïonnettes, pour soustraire le lieutenant de police à la fureur du peuple. Pour maintenir l'ordre, à Nancy, la cavalerie devait patrouiller jour et nuit ; et les « jeunes gens » de la ville, munis de houssines, frappaient les chevaux par derrière, en poussant de grands éclats de rire. Ces violences, ces huées d'un peuple naguère si apathique, de Rivaz les jugeait du meilleur augure. « La marchandise, comme on disait, avait été bien travaillée. » De loin, à Sarrelouis, on apprit successivement les nouvelles : le pillage de la maison Réveillon, l'ouverture des Etats généraux, le serment du Jeu de Paume. Lorsqu'au début de juillet, le régiment, avec beaucoup d'autres, se porta vers Paris, les « jeunes gens » de Château-Thierry hurlaient sur son passage : « Vous allez à Paris, Messieurs ?

## LES PHILOSOPHES

Vous pourriez bien nous avoir sur vos talons ! » On fut arrêté, le 16 juillet, à la Ferté-sous-Jouarre, par un courrier du maréchal de Broglie, qui portait l'ordre de rétrograder. La Bastille était prise. L'insurrection triomphait. Le régiment tint garnison à Verdun, puis à Cambrai. Là, au milieu d'un peuple tranquille, il assista aux événements de 1790 et 1791.

« On a beaucoup exalté mon amour de la liberté, écrit de Rivaz dans ses Mémoires : on m'a fait trop d'honneur ! Dans les nations corrompues, la liberté ne peut être qu'illusion. Je le savais ; l'ouvrage du Genevois de Lolme sur la Constitution d'Angleterre m'avait éclairé. »

Pour passer au camp des révolutionnaires, il avait d'autres motifs, moins hauts et moins purs. Lui-même en fait l'aveu. « La religion, dit-il, nous enseigne que l'oubli des offenses est le complément de toutes les vertus. Ce précepte est parfaitement beau dans la théorie ; mais il a, dans la pratique, l'inconvénient grave d'enhardir les méchants à continuer leurs atrocités. Seule peut les contenir la crainte des représailles. Or la vengeance est, dans l'ordre particulier, ce qu'est l'échafaud dans l'ordre public. Et quand je parle

## DE RIVAZ

de vengeance, je n'entends pas celle qui conduit au crime ; je ne pense qu'à la punition des outrages. Les lois ont proscrit le duel ; le duel n'en subsiste pas moins ; et l'opinion flétrit l'homme qui renonce à cette vengeance nécessaire. »

Tel est le principe. A qui voulait-il l'appliquer ? On s'en doute. D'abord aux de Courten, qui l'avaient privé d'une compagnie. Puis à tous les Haut-Valaisans, assez stupides pour se faire leurs complices et leurs dupes. A tous ses ennemis, enfin, supposés ou réels, sans oublier l'affreux d'Affry. Contre chacun, il énumère ses griefs ; et l'on demeure confondu de sa mesquinerie. La vérité, c'est qu'il était « un homme aigri », un déclassé, stupide de rancune et d'envie. Il n'y a que les ambitieux déçus et les sots pour faire des révolutions.

A Cambrai, le régiment menait une vie douce. En raison des désordres dans l'armée, on ne faisait plus l'exercice. Et les soldats, les officiers avaient tout loisir de commenter les nouvelles, de discourir dans les cafés et les clubs. Comme toutes les villes du royaume, Cambrai avait son Club des Amis de la Constitution, l'une des mille succursales des Jacobins de Paris. Léopold de Nucé, de

## LES PHILOSOPHES

Quartéry, de Vantéry, beaucoup de Bas-Valaisans s'y étaient inscrits. De Rivaz le fréquentait assidûment, mais sans être affilié, semble-t-il ; car il était prudent.

Il fit même une dernière tentative pour obtenir une compagnie : il n'obtint qu'un refus catégorique et définitif. Depuis la révolte du régiment de Châteaueux à Nancy, depuis l'émeute de Monthey en septembre 1790, on était très alarmé dans le Haut-Valais. La Diète prit des mesures sévères contre tous officiers et soldats du régiment, qui fréquenteraient les clubs ou se rendraient coupables d'indiscipline. Mais que pouvaient les menaces d'un gouvernement si faible, d'un Etat si petit, en face de la Révolution hurlante et grandissante, qui prétendait imposer ses principes à l'univers ?

Par décret du 13 juin 1791, l'Assemblée nationale exigea de tous les militaires le serment individuel de fidélité à la Nation. Le régiment de Courten étant au service du roi, ne pouvait, sans forfaire à l'honneur, se soumettre à pareille exigence. Le colonel interdit le serment ; et la discipline était encore si ferme, que personne n'eût osé désobéir.

Mais dans la soirée du 21 juin, la nouvelle

## DE RIVAZ

parvint à Cambrai, que le roi s'était « évadé ». Il avait quitté les Tuileries sous un déguisement. Il allait rejoindre les émigrés. Sans nul doute, c'était le signal de cette contre-révolution à laquelle tout le monde s'attendait depuis quelque temps.

Aussitôt la ville est en rumeur. Des groupes se forment sous les quinquets, vocifèrent par les rues. Chacun voudrait savoir. On ne sait rien. On craint tout. Réunis à l'Hôtel commun, le maire en écharpe et les municipaux délibèrent. L'heure est grave. Cambrai est si près des frontières ! Peut-on seulement compter sur la garnison ? D'urgence il faut appeler tous les officiers, et qu'ils prêtent le serment.

Ils arrivent au milieu de la nuit<sup>1</sup>, les officiers de Courten d'abord, puis ceux des dragons de Schomberg, et l'Etat-major de la ville au grand complet. M. le maire, au nom de la cité qui « s'applaudit d'avoir une si brave garnison dans ses murs », les remercie pour la conduite franche et loyale dont

<sup>1</sup> Le procès-verbal de cette séance, que j'avais recherché en vain dans les archives de Paris de même qu'au Fonds de Rivaz, m'a été obligeamment communiqué par Mlle *Blanche Martin, de Troistorrents*, qui en possède la copie authentique No 1.

A l'aide de ce précieux document et des nombreuses allusions que de Rivaz fit à ce serment de Cambrai, dans ses *Mémoires* et sa correspondance, j'ai pu reconstituer les détails de cette scène orageuse.

## LES PHILOSOPHES

ils ont donné déjà tant de preuves ; il connaît leur attachement aux « véritables principes de la constitution », leur amour de l'ordre, leur civisme. Une nouvelle occasion leur est offerte aujourd'hui de mériter l'estime et la reconnaissance publiques. « En prenant la fuite, le roi, dit-il, renonce au pouvoir exécutif. Ce pouvoir appartient désormais à l'Assemblée nationale. Ce n'est plus au roi, Messieurs, c'est à elle, à la Nation, que vous devez fidélité. » Et il leur « propose » le serment.

Ses paroles tombaient dans un froid silence. Quand il eut fini, tous se tournèrent vers le capitaine Viney, commandant des dragons, qui se chargea de répondre. Sans faire allusion à la fidélité jurée au roi, ni aux traités de capitulation, il protesta que les régiments, fidèles à la Nation, sauraient maintenir l'ordre dans la ville et la défendre au besoin. « Quant au décret de l'Assemblée, qui nous prescrit un nouveau serment, vous n'ignorez pas, Messieurs, qu'il n'est point encore sanctionné et que la formule même n'en est pas connue. Comment pourrions-nous donc obtempérer à votre demande ? Au nom de tous les officiers... »

A ces mots, de Rivaz se précipite ; et d'une voix blanche, mais « avec beaucoup de modération » :



## DE RIVAZ

« Le serment, dit-il, est *individuel*. Un commandant de corps n'a pas qualité pour répondre au nom de tous. Il le doit d'autant moins, que plusieurs officiers de mon régiment n'ont pas été convoqués<sup>1</sup>, et que d'autres, parmi les présents, ne sont pas du même avis... »

Des huées l'interrompirent :

« Sujet ! Sujet ! Vous n'êtes qu'un sujet !

— Les sujets n'ont rien à dire !

— Qu'on le chasse !

— S'il reste, nous refusons de servir avec lui !

— On vous reverra !

— Oui ! f...! Oui ! Oui ! Nous les mettrons à la raison, ces sujets-là ! »

Et quelques-uns, Joseph de Courten, Maurice de Courten, « s'oublent » jusqu'à porter la main à la garde de leur épée.

De Rivaz, pris de peur, se retire. Mais du seuil il crie encore : Eh ! bien, Messieurs, l'Assemblée nationale saura comment vous traitez les bons patriotes ! »

La nuit même, il se rend au club, où les Amis de la Constitution l'acclament membre de leur

<sup>1</sup> En particulier Léopold de Nucé, qui commandait alors un détachement à Saint-Quentin.



VUE DU CHAMP DE MARS LE 12 JUILLET 1789

*Camp des Régiments de Duchâcle Châteauneuf, Sabes, Samoth, Surpès, Berghem et Chamberand Hussard : Les Citoyens de Paris. Avant 1200 le Camp*



## *LES PHILOSOPHES*

société. Devant eux il prête le serment. On le félicite; on l'embrasse; le « loyal », le « brave », le « franc militaire », on le cite en exemple à tous. Le lendemain, muni d'un bon certificat de civisme, il s'enfuit vers Paris.



## DEUXIEME PARTIE





## I

### L'HABIT BLEU

(1791-1792)

De Rivaz s'était enfui de Cambrai le 22 juin 1791, le jour même où un autre fuyard, Louis XVI, arrêté à Varennes, était ramené honteusement vers Paris et suspendu de ses fonctions royales. Une fois de plus la Révolution triomphait. La chance souriait à de Rivaz.



## DE RIVAZ

Il avait eu grand peur. L'aspect de Paris le rassura tout à fait. Que de changements depuis son dernier séjour !<sup>1</sup> Les rues sales, sans voirie, étaient pleines d'un peuple enguenillé, de mendiants impérieux, de miliciens, de sectionnaires, d'hommes à piques ou à crosses, qui le dévisageaient au passage. Plus il avançait, plus la foule était dense. Elle envahissait tranquillement les beaux quartiers ; le Palais-Royal, les Tuileries grouillaient de badauds, à croire que tout Paris chôrait. Cependant, il ne voyait ni carrosses, ni équipages, ni habits brodés, ni perruques. Les cheveux dépoudrés, coupés courts, le drap noir « à la révolution », régnaient ; et sur tout cela, en drapeaux, rubans ou cocardes, les trois couleurs de la nation ; sur tous les murs, dix mille fois, cent mille fois répété par les affiches, un seul cri : « La Liberté ou la Mort ! » Non ! il n'avait rien à craindre.

Il ne fut pas peu surpris de rencontrer dans cette foule, Léopold de Nucé, qui, lui aussi, à Saint-Quentin, avait prêté le serment. Ils n'étaient pas faits pour s'entendre. Des difficultés communes les rapprochèrent. La Diète avait pro-

<sup>1</sup> Hiver 1781-1782.

## *L'HABIT BLEU*

noncé la confiscation de leurs biens, leur déchéance de francs-patriotes, leur expulsion du régiment. En somme, ils étaient déserteurs. Sans argent, privés de solde, ils devaient avant tout se procurer un moyen d'existence.

Ce fut l'alliance du chien et du chat. Ensemble, ils se donnèrent beaucoup de mouvement, visitaient, au petit bonheur, des députés de tous les partis, les plus influents, les plus caressants, les meilleurs maîtres. Ainsi le voulait de Nucé. De Rivaz blâmait tout bas cette conduite imprudente. Craintif et toujours en éveil, il flairait, sous les claires enseignes des partis, de ténébreuses rivalités de personnes, une « politique de caverne », des pièges. Mais s'il hasardait seulement un mot, de Nucé grondait, donnait de la voix, et son compagnon le suivait en rechignant. Ils firent leur cour au marquis, au comte de Crillon, à La Fayette, au baron de Wimpfen et « autres gens de marque entièrement opposés au duc d'Orléans », puis au duc d'Orléans lui-même, dont ils reçurent « le plus gracieux accueil ».

Deux possibilités s'offraient à eux : passer dans un régiment français ; obtenir une pension. La première dépendait du comte d'Affry. D'Affry leur tendit des pièges et parvint à les brouiller.

## DE RIVAZ

Quand il vit de Rivaz sans protecteur et sans ressources, il lui proposa une commission de capitaine au régiment de Bourbonnais, le seul peut-être qui n'eût pas « remué », un modèle de discipline et d'esprit de corps : beau régiment pour l'homme de Cambrai ! S'il acceptait, quelle joie de le faire « sauter sur la couverture » ; s'il refusait, de « l'assiéger par la famine » !

C'est alors qu'il dut « déployer une énergie, une force d'âme surhumaines ». Jamais il ne s'était senti seul à ce point. L'Assemblée Législative venait de succéder aux Etats généraux, et les députés qu'il avait courtisés à si grands frais n'étaient plus députés. Le pouvoir avait glissé en d'autres mains. Bientôt, cependant, il s'aperçut que les Orléanistes exerçaient sur la nouvelle assemblée une influence occulte. Et il rechercha les bonnes grâces de l'homme le plus remuant du parti : Dubois-Crancé <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Né en 1747, Dubois-Crancé, ou plutôt Dubois de Crancé, était de noblesse champenoise. Mousquetaire noir de la garde du roi (1762-1776), puis lieutenant des maréchaux de France, il fut élu député aux Etats généraux. Ses violences de langage le firent bientôt remarquer parmi les pires démagogues ; il avait des attaches avec la faction d'Orléans. Député à la Convention, et général de brigade le 8 mars 1793, il fut envoyé en mission à l'armée des Alpes, dirigea le siège de Lyon (8 août-9 octobre) et se fit une réputation d'atrocité, en soumettant la ville à un bombardement intense et

## L'HABIT BLEU

« Dubois-Crancé n'est pas un saint, écrivait de Rivaz ; il ne mérite pas non plus la réputation d'atrocité et d'immoralité que ses ennemis lui ont faite. Les mousquetaires noirs, où il a débuté, le chérissaient ; il était un époux vertueux et tendre : cela seul prouve qu'on l'a ignoblement calomnié. On lui reproche de vivre avec une femme du commun ; du moins est-ce l'un des plus beaux êtres de la nature. D'un commerce agréable, déliée au suprême degré, elle le domine sans le paraître : on dirait Antoine et Cléopâtre. »

Il ne rêvait plus que d'accrocher sa fortune à celle de ce moderne Antoine. Il le cultiva, lui seul. Il le suivait comme son maître. Mais au moment de le tirer d'embarras, Dubois-Crancé contracta une « petite vérole confluente », qui le tint plusieurs mois à l'écart des affaires.

peut-être inutile. Destitué à la fin du siège, décrété d'arrestation par la faction de Robespierre, il se disculpa en produisant un énorme dossier de pièces justificatives, dont l'une faillit perdre Rivaz. Comme ennemi de Robespierre, il joua un grand rôle parmi les Thermidoriens, devint membre du Comité de Salut public de l'an III, puis, sous le Directoire, membre des Cinq-cents, enfin ministre de la Guerre. Le 19 brumaire, Bonaparte lui enleva son portefeuille. Retiré de la vie publique, il mourut à Bethel, en 1814.

De Rivaz l'avait rencontré pour la première fois au Palais-Royal. Leur amitié, nouée sous l'égide de la faction d'Orléans, résista à leurs divergences politiques, quand de Rivaz rompit avec la faction. Néanmoins, Dubois-Crancé lui joua plus d'un vilain tour.

## DE RIVAZ

Le temps pressait. De Rivaz se rendait tous les jours à l'Assemblée, et chaque jour il voyait grandir la vogue des députés de la Gironde. De petits hommes, en vérité, des gens de rien, des magisters de village, négligés et vulgaires, mais si bien drapés dans leurs amples phrases ! C'est eux qu'il fréquenta. Il ne le fit pas sans répugnance, lui dont tous les efforts tendaient à monter. Mais ayant un jour rencontré le baron de Bachmann chez Brissot, il flaira un nouveau piège, et pour l'éviter, dut s'adresser plus bas encore, aux Patriotes, aux Jacobins. Ils convinrent de présenter sa motion à l'Assemblée dans une séance de nuit, en l'absence des Girondins. C'est ainsi qu'un décret d'urgence, et par conséquent irrévocable, lui assura une pension royale de 1440 livres.

Son premier geste fut de courir insulter d'Affry. « Vous avez commis dans votre vie plus d'injustices que vous n'avez de cheveux à la tête ! » lui dit-il. D'Affry, pâle de colère, voulut menacer. « Je me ris bien de vos menaces, coupa le pensionné ; maintenant, je suis de force à me garantir de leur effet. » Et il se hâta de sortir.

Bien qu'il se fût servi des Patriotes, ses sympathies n'avaient pas varié. Elles allaient toujours aux Orléanistes, gens du monde, gracieux et fron-

## L'HABIT BLEU

deurs à souhait, qu'on pouvait solliciter sans déchoir. Ils intriguaient partout, même aux Jacobins. L'un d'eux, Hérault de Séchelles<sup>1</sup>, le fit nommer aide de camp de Dumouriez. Mais Dumouriez devint ministre des Affaires étrangères, et de Rivaz le quitta sans regret : il avait très peur de se compromettre auprès de ce « caméléon politique ».

La chance avait tourné. Le 20 avril 1792, le ministère *sans-culotte* faisait voter par l'Assemblée la guerre au roi de Hongrie. Enfin guéri, Dubois-Crancé allait rejoindre l'armée du Midi, comme adjudant-général de Montesquiou. De Rivaz le suivit en qualité d'adjoint. Les habitants de Cambrai l'avaient acclamé lieutenant-colonel d'un bataillon de volontaires ; comme tous les officiers de ligne, il méprisait les Gardes natio-

<sup>1</sup> De Rivaz appréciait en Hérault de Séchelles « le plus joli député de Paris », un révolutionnaire de salon, « un homme à femmes ». Après s'être offert le plaisir d'assister à la prise de la Bastille, il voulut voir des républiques ; il parcourut les cantons suisses et le Valais, en vrai disciple de Jean-Jacques, le bâton à la main. Il revint écœuré des Suisses, à cause de leurs pipes. « Ils s'approchaient de moi, et me lâchant une bouffée, me disaient très sérieusement : Monsieur le Français, est-ce que ma pipe ne vous incommode pas ? » De 1791 à 1793, il oscilla entre les clubs des Feuillants, des Girondins, des Jacobins. Mais il était Orléaniste, et Robespierre le fit guillotiner le 5 avril 1794, comme « complice d'Orléans ».

## DE RIVAZ

nales; il refusa le commandement et prit le grade : c'est dans ce grade qu'il servit à l'armée.

Montesquiou, ami de La Fayette, détestait les Orléanistes. Il crut qu'on lui envoyait des espions, et se hâta de les offrir en présent au général d'Anselme, qui commandait l'armée du Var.

Ils firent un patriotique et joyeux voyage, visitèrent à Avignon la fameuse Glacière, où pourrissaient les cadavres entassés de femmes, de vieillards et d'enfants, victimes de la juste colère du peuple, et louèrent la liberté dans ses œuvres<sup>1</sup>. Partout, on leur faisait ovation, on les nommait

<sup>1</sup> Jourdan, dit Coupe-Tête, après avoir pris Avignon le 21 août 1791, y forme une municipalité révolutionnaire. Le 16 octobre, à la nouvelle du décret d'annexion à la France, le peuple se soulève, et au cours d'une cérémonie civique dans l'église des Cordeliers, arrache de la chaire le nouveau maire Lescuyer et le tue devant l'autel. Aussitôt, les patriotes « ramassent » au hasard une trentaine de bourgeois et une quarantaine d'artisans, portefaix, boulangers, paysans, un mendiant, des femmes, des enfants, des vieillards, les enferment au château des Papes. Le massacre commence le jour même, et dura 66 heures. Les cadavres furent jetés dans la tour de la Glacière, et on les montrait fièrement à tous les visiteurs patriotes.

Il faut croire que de Rivaz fit, devant la Glacière, un discours bien civique, puisque, lors de son arrivée à Marseille, un courrier dépêché exprès, lui apporta le procès-verbal de sa nomination à la place de lieutenant-colonel d'un bataillon du Vaucluse. « Avec des patriotes aussi fervents, des hommes aussi incandescents que les Provençaux, écrivait de Rivaz, il n'y a pas moyen de se refuser à leurs propositions. »

## *L'HABIT BLEU*

membres des sociétés populaires. A Marseille, le président, très inspiré, s'écria : « Nous vous adressons d'une voix de tonnerre cette expression sacramentelle : Braves sans-culottes ! » On échangeait des harangues enflammées. On buvait. Il faisait chaud. On s'échauffait. De Rivaz était bien obligé de hurler avec tous les autres ; mais il tremblait à s'afficher ainsi. Il était Jacobin sans l'être, Orléaniste et ne l'était pas. Il eût voulu nager entre les factions, se servir de toutes, ne se lier à aucune, ne rien risquer.

Il passa l'été à Grasse. Et c'est là, au milieu des orangers et des roses, qu'il apprit la sanglante journée du 10 août, le massacre des Gardes-Suisses. Bachmann, son ennemi, était mort ; mais d'Affry échappait. Pourquoi ? De Rivaz nous l'explique : c'est d'Affry qui avait tout machiné !

Cependant, la guerre, qu'on avait si fièrement déclarée, tournait mal. Dès le premier contact, à la vue des habits blancs déployés aux frontières, l'élan des bleus, de la « faïence bleue », s'était brisé. Et la Prusse s'étant jointe à l'Autriche, ce fut l'invasion, « la Patrie en danger », par toute la France, un long cri d'angoisse et de trahison. Longwy tombait le 20 août, Verdun, le 2 septembre. Paris était menacé, la Révolution con-



## DE RIVAZ

damnée. Mais la journée de Valmy, cette bataille où l'on ne se battit pas, où les grenadiers de Prusse reculèrent devant les vociférations des savetiers et des avocats de la République naissante, remplit la Nation d'un orgueil conquérant. Deux jours après, le 22 septembre 1792, Montesquiou envahissait la Savoie, et d'Anselme occupa Nice le 29 septembre. Il y entra sans combat, le régiment piémontais de Courten s'étant retiré dans les Alpes. De Rivaz, sur les arrières, à Antibes, fut chargé d'embarquer des renforts.

L'opération était simple. Il la prit au sérieux, déployant toute sa science acquise de tacticien, sous l'œil sévère de M<sup>lle</sup> d'Anselme, la sœur du général, qui ne se gênait pas de distribuer contre-ordres et critiques. L'un de ceux-ci lui ayant paru tout à fait « inconvenant et déplacé », il en fit la remarque. « Ce n'est pas vous qui commandez l'armée ! » répondit-elle avec hauteur. Il se soumit en bougonnant. Elle monta dans la dernière chaloupe, et bientôt l'essaim radieux des voiles papillonna sur la baie claire, où flottaient les échos du *Çà ira !* Seul au port, il les regardait aller.

D'Anselme ne le portait pas dans son cœur. Il l'avait laissé au camp de la Brague, près d'An-

## *L'HABIT BLEU*

tibes, où Marseille déversait ses hordes de volontaires, la lie du port. De Rivaz était chargé de les instruire, de les discipliner, de les encadrer, besogne entre toutes ingrate et périlleuse. Il leur proposait des chefs, qu'ils élisaient eux-mêmes. A chaque nom, c'étaient des cris, des ovations, des huées ; et ces chefs, enfin nommés, n'étaient pas obéis.

Un jour que de Rivaz entrait au camp, une clameur l'attire. Il aperçoit un malheureux, déjà soulevé de terre, qu'on s'apprête à brancher.

« Qu'est-ce ?

— Un aristocrate ! Un royaliste ! A la lanterne ! A la lanterne !

— Lâchez cet homme !

Il se précipite, fait battre la générale, et, l'épée à la main, couvre de son corps le condamné pantelant. La cohue gronde ; des crosses se lèvent ; on crie à l'incivisme. Enfin, des grenadiers arrivent. Il les somme au nom de la Nation. Les séditeux se dispersent ; ils ont peur. Lui aussi avait eu grand peur. Pensez ! Une émeute au camp : quelle occasion pour d'Anselme de le perdre !

Par peur, il avait sauvé un royaliste. Mauvaise affaire, dont il fut heureusement tiré par ses

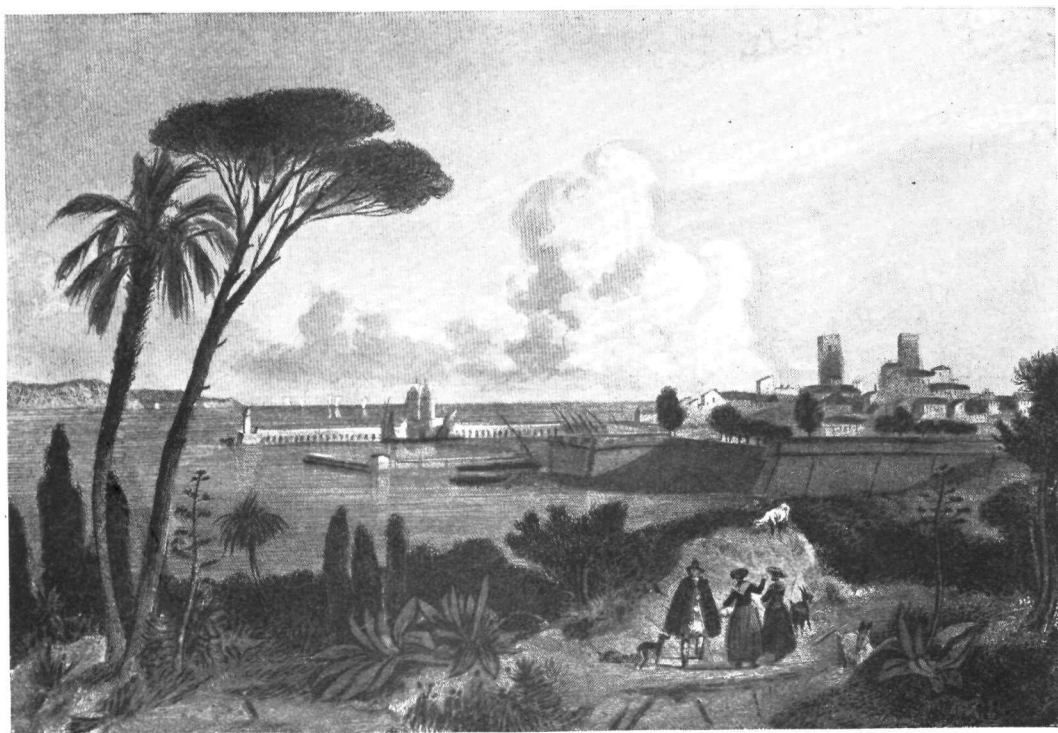
## DE RIVAZ

amis. Elu député à la Convention, Dubois-Grancé ne l'oubliait pas. Profitant des intrigues qui se tramaient alors contre Montesquiou, il le fit nommer lieutenant-colonel d'un régiment de ligne et l'adjoignit à l'état-major de l'armée des Alpes. Cet emploi était subordonné à la destitution de Montesquiou. Rivaz<sup>1</sup> court la poste, en vain. Quand il arrive au camp sous Genève, Montesquiou venait d'être confirmé. L'état-major est au complet, et l'intrus, avec force sourires, expédié à Lyon.

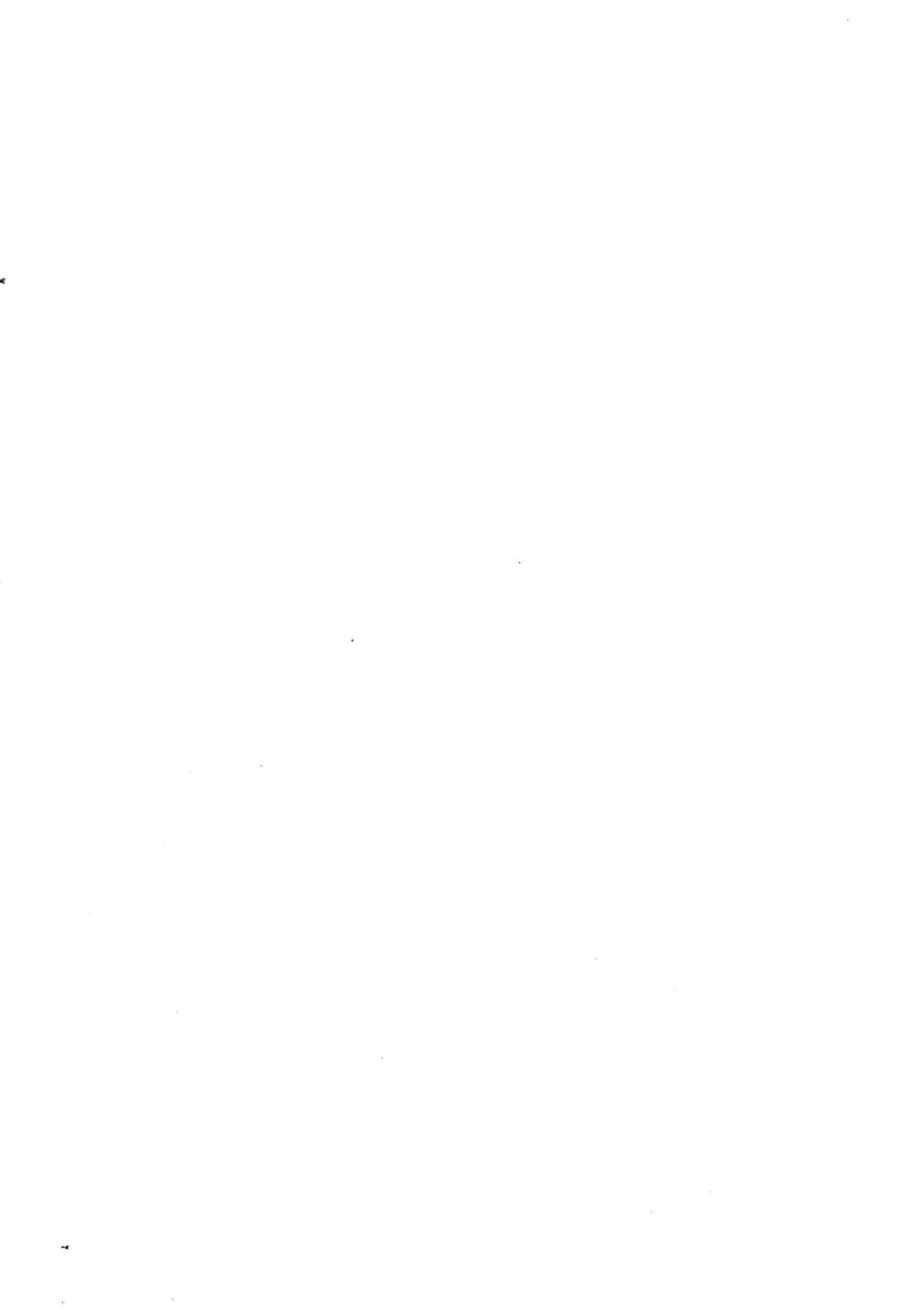
De Nucé l'attendait, un de Nucé théâtral et triomphant. « *Ecce lapis quem reprobaverunt!* » cria-t-il en l'abordant. Car, mon ami, oh ! vous ne le croirez pas, j'ai été reçu colonel du 101<sup>e</sup> régiment, de ce régiment, dont les officiers avaient l'impudence de m'exclure. Mais leurs menées abominables n'ont pas séduit les soldats ; rentré avec mes brigands, j'ai suspendu le colonel, j'ai pris la première place. Et pour ma récompense, tel que vous me voyez, je suis *Capo*, je suis maréchal de camp ! »<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Depuis lors et jusque vers 1796, il supprima, comme beaucoup d'autres, la particule de son nom.

<sup>2</sup> Le régiment Royal-Liégeois, ou 101<sup>e</sup> régiment d'infanterie, s'était mutiné deux fois contre ses officiers, à l'instigation de Nucé.



ANTIBES.



## *L'HABIT BLEU*

Comme naguère à Paris, il menait grand train, se ruinait en parties fines, et tout de suite invita son ami à un dîner fort galant, qu'il avait commandé pour des comédiennes. Devant ces dames, il affectait de le traiter en subalterne. Rivaz, grimaçant et jaune d'envie, crut devoir lui parler « en honnête homme » :

« Les révolutions, lui dit-il, sont des temps de crise, où chacun a des hauts et des bas. Un sage, à votre place, profiterait de ce moment de bonace pour se procurer quelque avance. Avez-vous donc oublié notre misère de Paris ?

— Monsieur, répliqua de Nucé, j'ai plus d'expérience que vous. Vous étiez encore au collège, que déjà je tirais des coups de fusil. Je sais me gouverner. Je n'ai pas besoin de vos conseils ! »

Rivaz eut un rire mince : « Eh ! eh ! dit-il avec douceur, votre langage n'était pas si fier, quand je vous tirais des pièges du bonhomme d'Affry !

— C'est vrai : je vous ai quelque obligation. Mais, si vous aviez un peu de connaissance du

La première fois, Nucé avait pris la place du colonel, M. de Samès ; la seconde, il fallut licencier le régiment. La plupart des soldats, des « brigands » comme dit Nucé, furent alors enrôlés dans la Légion du Midi.

## DE RIVAZ

monde, vous sauriez, Monsieur, que les hommes sont des éponges. »

Des éponges ! Rivaz fut si indigné, qu'il le quitta pour ne plus le revoir. Vingt ans plus tard, il y pensait encore <sup>1</sup>.

Sans emploi, il se morfondait à Lyon. Il écrivait, sollicitait, faisait antichambre, en homme qui craint d'être oublié. Personne ne s'occupait de lui. Mais un jour que l'Hôtel de ville était assiégé par un bataillon de volontaires, il eut la chance d'apaiser les mutins par un discours habile. Aussitôt, les représentants du peuple l'envoyèrent à Paris, chargé d'une mission importante et secrète.

« Le Valais, nous dit-il, était bien pour quelque chose dans cette mission. » La conquête de Nice, de la Savoie, celle de Mayence, celle de la Belgique menées à bien, les Français, voyant la « sainte épidémie gagner de proche en proche », se crurent les libérateurs prédestinés de l'univers. Dans un premier décret, pris le 19 novembre 1792, la Convention promit « fraternité et secours » à tous les peuples qui voudraient s'affranchir. Dans un second décret, du 15 décembre, elle

<sup>1</sup> Rivaz consacre trois pages entières de ses Mémoires à cet incident, et sept pages de diatribe à Nucé. Voir aussi : Nucé à Rivaz, Carouge, 19 août 1792.

## *L'HABIT BLEU*

menaçait de traiter en ennemis les peuples qui « refuseraient la liberté ». On avait des vues sur la Suisse. Rivaz était plein d'espoir. Mais il eut beau harceler députés et ministres, gémir sur le sort atroce des « malheureux sujets de la Suisse », dénoncer l'hypocrite neutralité de leurs tyrans : le vent avait tourné. La Suisse, la libre patrie de Guillaume Tell, semblait décidée à se défendre. On le fit taire. On l'accusa même de vouloir troubler, « par méchanceté », le bon voisinage des deux Républiques. Les Valaisans, cette fois, en furent quittes pour la peur.



## II

### LE REGNE DE LA VERTU

(1792-1793)

A Paris, Rivaz tombait dans un guêpier. La lutte des factions devenait très âpre. Les Girondins étaient au pouvoir. Les Montagnards, — Jacobins et Cordeliers, — visaient à une dictature. Entre ces deux factions qui se déchiraient, la faction d'Orléans travaillait troublement pour elle-même.

Rivaz, protégé des Jacobins, fut placé, comme réviseur du personnel, au ministère de la Guerre, où il succédait à Carnot le Jeune, suspect de persécuter dans les armées les vertueux patriotes.

## LA VERTU

Ses collègues girondins, des intrigants « déliés et graveleux », lui jouèrent plus d'un vilain tour ; et l'on sait combien les têtes tenaient alors à peu de chose.

Il fréquentait aussi les Orléanistes, mais pour d'autres raisons que naguère. Le temps n'était plus, où l'on pouvait se choisir d'élégants protecteurs ; il fallait des garants sûrs, et ce besoin de sécurité le poussait vers les pires démagogues. De près, il leur découvrait des qualités inattendues. Le brasseur Santerre<sup>1</sup>, qui lui voulait du bien, était un modèle « de loyauté et de franchise » ; Panis, son beau-frère, se distinguait par « une rare

<sup>1</sup> Santerre, le général des bonnets rouges, le meneur de tous les émeutiers de faubourg, depuis le début de la Révolution, « grand et gros homme de parade, à voix de stentor, qui, dans la rue, donne des poignées de main à tout venant, et, chez lui, avec l'argent du duc d'Orléans, paie à boire à tout le monde ».

C'était bien l'opinion de Rivaz, que Santerre, depuis la première émeute des faubourgs, — le pillage de la maison Réveillon, — avait été l'homme à tout faire de la faction. « Le brasseur Santerre, dit-il, a été la main invisible qui a conduit cette insurrection ; ce Santerre n'a été, dans tout le cours de la Révolution, que le séide d'Orléans et de sa faction. Ces faits ne sont pour le commun des hommes que des conjectures : ils sont pour moi quelque chose de plus, parce que j'ai eu des relations directes avec Santerre et son patron le duc d'Orléans. » (*Précis du siège de Lyon*, p. 40. Voir aussi *Mém.* p. 59-60.)

## DE RIVAZ

urbanité » ; quant au boucher Legendre <sup>1</sup>, c'était « le plus heureux des improvisateurs » ; et il l'admirait de « parler pendant des heures sur un sujet quelconque, sans préparation ». S'ils avaient les mains rouges, une poignée de leurs mains valait un certificat de civisme.

Il n'en allait pas moins au Palais-Royal, où le duc d'Orléans, le « citoyen Egalité », le recevait presque en intime. Il y rencontrait l'état-major de la faction, le général comte de Valence, Silbery et Choderlos de Laclos, son secrétaire des commandements. Liaisons dangereuses, qui se rompirent de façon bien étrange.

Dans ses Mémoires et ses lettres, Rivaz nous dit, nous répète, que les Orléanistes voulaient faire de lui un « séide », une sorte d'assassin à gages, et qu'il encourut leur vengeance, pour avoir refusé d'être « l'instrument aveugle de leurs vues ambitieuses ». La vérité semble un peu différente.

Autour du procès de Louis XVI, Montagnards

<sup>1</sup> L'un des héros des massacres de septembre. Il s'était distingué dans les journées du 20 juin et du 10 août, incitant la populace à égorger Louis XVI, et ensuite proposait de dépecer le corps du roi en 84 morceaux pour les distribuer aux 84 départements, de lui arracher le cœur et de le présenter tout palpitant à la Convention.

## LA VERTU

et Girondins se livraient un assaut décisif. Chacun des deux partis, s'habillant des grands mots de Vertu et de Principes, mettait à nu l'hypocrisie, la corruption des autres. Dénonciations, invectives, paroles d'apôtres, tous les moyens étaient bons, et il n'était pas toujours facile de déceler le piège tendu.

Philippe-Egalité était très populaire. Beaucoup de Jacobins le considéraient comme un pur patriote. Pour les embarrasser, les Girondins, qui tentaient de sauver Louis XVI, proposèrent de bannir tous les Bourbons, y compris la branche d'Orléans <sup>1</sup>. Grand désarroi aux Jacobins. Camille Desmoulins et Marat prirent la défense du citoyen Egalité. Mais Robespierre et ses amis, qui voyaient en lui un dangereux rival, un obstacle à leur dictature, au nom de « la vérité des principes », se déclarèrent pour la motion des Girondins. Cependant la manœuvre échoua ; le décret fut ajourné.

Le lendemain, Rivaz se présentait chez Philippe-Egalité, qui lui parla aussitôt de la séance. D'inspiration soudaine et désintéressée, nous

<sup>1</sup> Séance du 16 décembre 1792. Un mois plus tôt, le 15 novembre, le Girondin Buzot avait fait la même proposition, sans succès.

## DE RIVAZ

dit-il, mais sans doute à l'instigation de Robespierre, il annonça au duc qu'un terrible orage menaçait sa tête, et lui conseilla vivement de se retirer dans la vie privée<sup>1</sup>. Ces paroles déplurent au prince. Ce fut leur dernière entrevue. De ce jour, et jusque dans son extrême vieillesse, Rivaz vit partout, tendue contre lui, la main noire de la faction d'Orléans.

Beaucoup de Jacobins ne croyaient pas aux vengeances d'Orléans; ils ne croyaient même pas à l'existence d'une faction<sup>2</sup>. Rivaz sait qu'elle existe. Il a vu. Il a entendu. Il a surpris çà et là quelques indices. Il la connaît. Il a peur. Contre un ennemi découvert, il aurait eu de la vaillance. Mais allez vous défendre d'une force occulte, sans visage, intangible, innombrable, qui s'insinue, attaque en dessous, « mine à la sape, et fait sauter sa victime sans même que la main du boute-feu s'aperçoive ». Une bonne place, un service qu'on

<sup>1</sup> Aux Jacobins, dans la séance du 19 décembre 1792, Goupilleau déclarait : « Le citoyen Egalité est obsédé par un citoyen qui veut le porter à donner sa démission. Vous sentez comme moi combien, dans ce moment, le citoyen Egalité a de risques à courir... Je crois que, d'ici à onze jours... Egalité doit éviter avec soin tous les pièges qu'on lui tendra... »

<sup>2</sup> Dans leur séance du 16 décembre, les Jacobins disputèrent longuement à ce sujet, les uns affirmant l'existence de cette faction, les autres la niant.

## LA VERTU

accepte ou refuse, une ressemblance, un homonyme, une simple phrase, le moindre mot, en ces temps de proscriptions tout lui sert : vous voilà compromis, suspect. Malheur à l'imprudent qui ose lui déplaire. Elle est implacable.

Rivaz n'avait pas commis d'imprudence. Il avait dû choisir. C'était une fatalité. Et puisqu'il ne pouvait plus rester neutre au milieu des factions, contre les Orléanistes qui convoitaient le trône des Bourbons, contre les Girondins qui, dans la République, ne voyaient que places et profits, il s'était tourné vers les « patriotes », les vertueux, les purs. Son choix, du reste, n'était pas impolitique. On les voyait monter. Demain ils seraient maîtres de la Convention. Avec eux, la Vertu règnerait sur la France. Sans doute ils étaient violents ; mais leurs violences, leurs erreurs même lui semblaient « respectables », dégagées qu'elles étaient de tout intérêt personnel. Ils avaient détrôné, condamné, décapité Louis XVI, parce qu'ils croyaient la République le meilleur régime, et qu'ils la croyaient en danger. Et ce n'était pas leur faute, si Louis XVI avait commis tant de maladresses<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> « L'homme le moins avisé eût, à sa place, sanctionné hypocritement tous les décrets ; il n'eût pas heurté de front l'Assemblée,

## DE RIVAZ

Ainsi songeait Rivaz, tandis qu'on menait Louis XVI au supplice. De tout l'hiver il ne sortit pas, trop heureux à présent d'être écrasé de travail, de passer quatorze heures par jour à rédiger les ordres, les nominations, les tableaux des armées nouvelles, que la République levait en hâte pour délivrer l'univers. Il se sentait à l'abri. Il vivait. C'était beaucoup de vivre, en ce temps-là.

Mais le 3 février 1793, Beurnonville s'empara du ministère de la Guerre et le peupla de ses créatures<sup>1</sup>. Il n'était rien moins que Jacobin. Pour Rivaz, la place devenait mauvaise. Sans attendre, il demanda du service à l'armée des Alpes.

Deux jours avant son départ, le général Valence vint lui proposer la place de chef

sachant bien que la liste civile, — trente-deux millions, — suffirait à corrompre, en moins de dix ans, tous les représentants de la Nation. » (Mém. p. 78-79, résumé.) Telles sont les seules réflexions qu'inspirait à ce pur patriote la mort de Louis XVI.

<sup>1</sup> En réalité, Beurnonville cherchait à remettre un peu d'ordre dans les bureaux et les états-majors, que Pache avait peuplés de sans-culottes recommandés seulement par leur civisme et leurs déclamations dans les clubs. Bouchotte fut, à cet égard, le digne successeur de Pache. Carnot fit de grands efforts pour remédier à cette invasion d'incapables. Sans doute est-ce pour cela que Rivaz le traite de « royaliste déguisé ».

## LA VERTU

d'état-major à l'armée des Ardennes qu'il commandait. L'offre était alléchante. Mais Rivaz, se rappelant à propos les attaches de Valence avec la faction d'Orléans, refusa « le plus honnêtement possible ». Bien lui en prit. Le 4 avril, Dumouriez et Valence passaient à l'ennemi : ils l'eussent sans doute entraîné de force, pour le faire fusiller à Coblençe<sup>1</sup>.

Il rejoignit l'armée des Alpes au début d'avril. Là, une imprudence de langage, un de ces propos ingénus qui menaient droit à la guillotine, lui valut une dénonciation<sup>2</sup>. Traîné à Chambéry, il eut beaucoup de peine à se disculper. Et il décou-

<sup>1</sup> Dix-huit ans plus tard, en 1811, le Grand Baillif de Rivaz, alors député du Simplon au Corps législatif, rencontra le comte de Valence. « Effectivement, raconte-t-il dans ses *Souvenirs*, au jour que je dînais chez le ministre des Relations extérieures, je me trouvai placé à côté de ce comte de Valence, qui était lui-même à la gauche de la duchesse de Cadore, femme du ministre. Pendant le dîner, cette dame m'adressa la parole pour m'offrir quelque chose. Au moment où il entendit prononcer mon nom, M. de Valence manifesta une grande surprise, une espèce de saisissement, et je m'aperçus qu'il eut, pendant plus de deux minutes la respiration agitée. D'ailleurs il ne me dit rien. Que s'est-il passé entre lui et mon cousin, nous l'ignorons sans doute toujours... »

<sup>2</sup> Il avait eu le malheur de dire, en manière de boutade, à quelques Savoisiens qui ne voulaient pas être payés en assignats : « Si vous ne voulez pas vous conformer aux usages de votre nouvelle patrie, il faudra donc vous rendre à votre ancien maître ! »



## DE RIVAZ

vrit que l'infâme délateur était le conventionnel Simon, un Orléaniste.

Heureusement pour lui, le 2 juin 1793, les Jacobins instauraient leur dictature par un coup d'Etat contre les Girondins. Rivaz fut aussitôt rappelé à Paris, et on lui confia, au ministère, la correspondance secrète avec les généraux. Bouchotte, qui n'était pas Jacobin, demeurait ministre de la Guerre. On voulut l'écarter. Rivaz obtint quelques voix. Devenu Jacobin et resté dans la place, l'irascible, le sombre Bouchotte ne songea plus qu'à se débarrasser de l'intrigant. « L'armée des Alpes a besoin d'officiers, lui dit-il; allez-y sans délai. »

### III

(1793)

## LE SIEGE DE LYON

A peine arrivé, il apprit que les commissaires de l'armée, Dubois-Crancé et La Combe-Saint-Michel, le nommaient « provisoirement » général de brigade<sup>1</sup>, et l'envoyaient commander en Tarentaise, l'un des seuls secteurs qui ne fût pas attaqué.

La situation était effroyable. Les armées de la coalition envahissaient la France par toutes ses

<sup>1</sup> Il sollicitait ce grade depuis le mois d'avril, mais ne l'obtint qu'après le coup d'Etat des Jacobins. La Combe-Saint-Michel le protégeait. C'est lui qui, en 1792, lui avait procuré, par décret d'urgence, une pension de 1440 livres. Dubois-Crancé, semble-t-il, n'osa pas s'opposer à cette nomination.

frontières. Cent mille Vendéens et chouans s'avançaient de l'Ouest. Vaincus à Paris, les Girondins soulevaient les départements. La Normandie, Bordeaux, le Midi, les Cévennes s'insurgeaient. Lyon enfin se révolta<sup>1</sup>, et l'armée des Alpes, commandée par Kellermann, le vainqueur de Valmy, fut chargée de la réduire.

Ne laissant sur les Alpes, en face des Piémontais, qu'une mince couverture, Kellermann dirigea contre la ville le gros de ses forces, un peu plus

<sup>1</sup> Lyon, cité industrielle et marchande, avait bien accueilli la Révolution. Elle ne pouvait que gagner à un nouvel ordre de choses, qui lui procurerait plus de libertés et de garanties. Trois ans après, elle était revenue de ses illusions. L'émigration, la chute de la royauté avaient porté un coup mortel à ses industries de luxe. Cependant, malgré 25.000 canuts en chômage, malgré l'agitation d'un petit groupe de sans-culottes, dirigé par Chalier, fanatique imitateur de Marat, les Lyonnais demeuraient calmes. Chalier régnait dans les clubs; ses adversaires, la grande majorité des habitants, dans les sections. Il fallut trois tentatives terroristes, pour que la population se défendit enfin. La première fut une septembrisade, qui suivit de peu les fameux massacres de Paris (septembre 1792) : les Lyonnais ne réagirent pas. La seconde eut lieu en février 1793, après l'exécution de Louis XVI : le maire, prévenu à temps, fit disperser les conjurés par la Garde Nationale. Mais au milieu de mai, Chalier s'empara de la municipalité, et avec l'appui de Dubois-Grancé, Gauthier, Albitte et Nioche, commissaires à l'armée des Alpes, forma un corps de 6400 terroristes, sous le nom d'armée révolutionnaire; on désarma le peuple, on arrêta un grand nombre de suspects et un impôt forcé de six millions fut levé arbitrairement dans les 24 heures. Cette fois, les Lyonnais se soulevèrent, et après des combats de rue très sanglants, s'emparèrent de la municipalité et de

## SIEGE DE LYON

de 10.000 hommes<sup>1</sup>. Il les départit en trois colonnes. La première division, sous les ordres du général Vaubois, fut chargée de « défendre » la rive gauche du Rhône; la seconde, sous Kellermann, s'établit entre Rhône et Saône; et Rivaz, qui commandait la troisième, prit position sur la rive droite de la Saône. Vaubois, avec ses 2400 hommes de bonnes troupes, protégé par le Rhône, pouvait sans crainte « dormir dans son lit ». Kellermann, qui disposait, sur un étroit secteur, de 7000 hommes d'élite, d'une forte cavalerie et de toute l'artillerie, pouvait bien tranquillement

Chalier lui-même. A ce moment, les Jacobins de Paris prenaient le pouvoir (29 mai-2 juin), par un coup d'Etat contre les Girondins, et ceux-ci tentaient bientôt de soulever les départements contre Paris. Les Lyonnais étaient sincèrement républicains; mais leurs sympathies et leurs intérêts les rapprochaient du mouvement girondin, fédéraliste. « Ils ne veulent ni roi ni tyran », disait Robert Lindet. Un conflit devait donc éclater entre eux et la Convention jacobine. L'exécution de Chalier, le 16 juillet, le rendit inévitable. Bien que les Lyonnais effrayés eussent accepté in extremis la nouvelle constitution promulguée à Paris, Kellermann reçut l'ordre de marcher avec des forces imposantes contre la ville rebelle. Il arrivait devant Lyon le 8 août.

<sup>1</sup> Ces forces comprenaient 13 bataillons et 6 escadrons de l'armée des Alpes, auxquels devaient se joindre, le 4 août, 13.200 hommes des Gardes nationales, réquisitionnés dans les départements voisins. Il n'en vint, peu à peu, que 6000 environ. On invoquait toutes sortes de prétextes : « la rareté des hommes », « les besoins de la campagne », « le temps précieux des récoltes ». « Les Gardes nationaux

## DE RIVAZ

« dormir dans son lit » <sup>1</sup>. Quant au pauvre Rivaz, en l'air, au delà de la Saône, il n'avait, pour couvrir un énorme espace, qu'un bataillon de levée nouvelle, quelques hussards et une cohue de pères de famille très effrayés de se faire tuer <sup>2</sup>. Il n'osa pas se plaindre; mais il savait bien que Kellermann, comme Dubois-Grancé, avait de secrètes attaches avec la faction d'Orléans <sup>3</sup>.

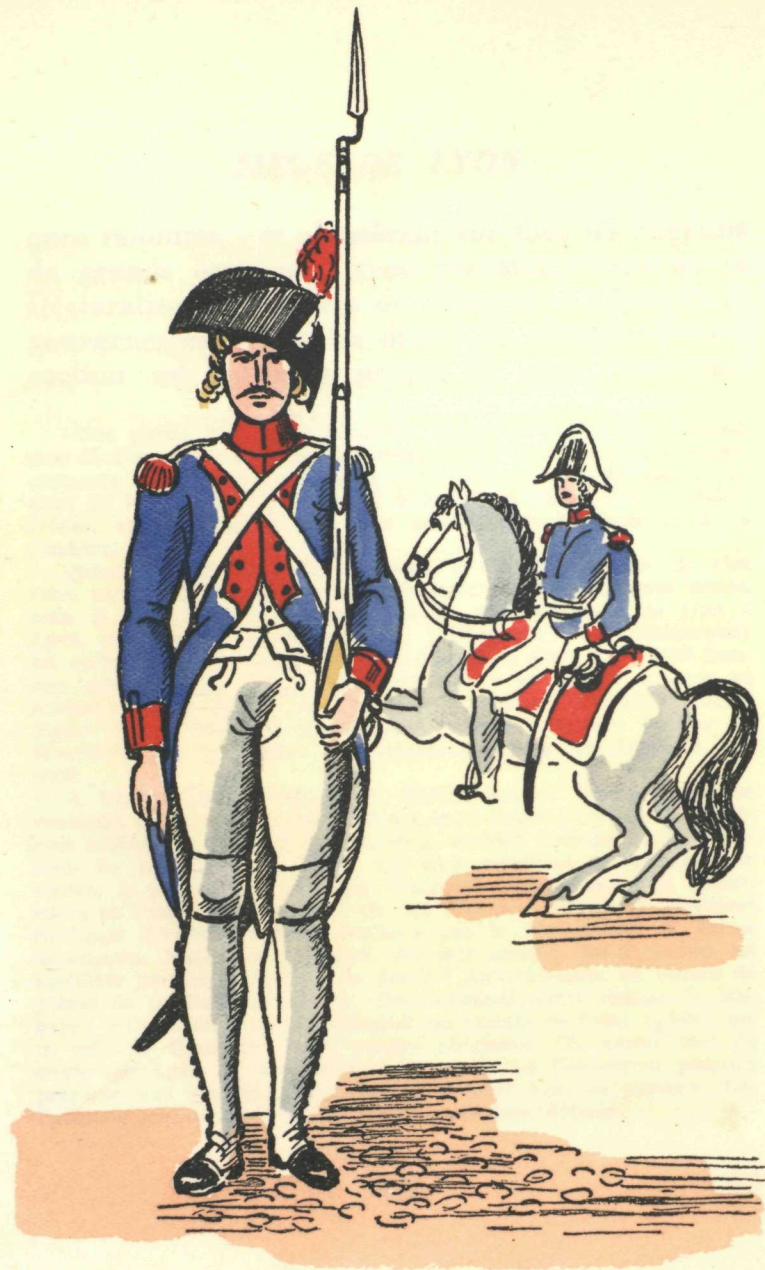
Lyon n'était pas une place forte. Elle n'avait, pour se défendre, que le Rhône, la Saône et de mauvais remparts, qui dataient de Louis XIII. Les habitants, il est vrai, construisirent en hâte quel-

de Mâcon ont quitté leurs houppettes et juré qu'ils ne sortiraient pas de la ville ». Les renforts n'arrivèrent en masse qu'au mois de septembre, lorsque les représentants Couthon, Meignet et Châteauneuf-Randon firent sonner partout le tocsin pour marcher contre les *royalistes* de Lyon.

<sup>1</sup> « Cette position, flanquée de droite par la Saône et de gauche par le Rhône, était inexpugnable; je me serais chargé de la défendre avec un seul bataillon », assure Rivaz.

<sup>2</sup> Jusqu'en septembre, Rivaz n'eut sous ses ordres que 1200 à 1500 hommes et 200 hussards environ. « Le peu de monde qu'on m'avait donné, dit-il, n'aurait pas suffi pour défendre mon quartier-général, si Précy (le général des Lyonnais) était venu m'y attaquer.

<sup>3</sup> Rivaz en donne pour preuve que « Kellermann était, au moment de la Révolution, lieutenant-colonel du Colonel-général hussards, c'est-à-dire lieutenant-colonel d'une troupe dont le duc d'Orléans était colonel titulaire ». Kellermann fut souvent accusé par des Jacobins d'appartenir à la faction d'Orléans.



GARDE NATIONAL DE 1792  
(d'après une gravure du temps)



## SIEGE DE LYON

ques redoutes <sup>1</sup>, et plantèrent sur tous les chemins de grands écriteaux, avec ces mots, tirés de la Déclaration des droits de l'homme : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple le plus sacré des

<sup>1</sup> Une partie des remparts datait même de 1364, et le fameux mur de Fourvières était un mur romain. Des redoutes et des retranchements furent construits à la Croix Rousse, aux Brotteaux, au pont de la Mulatière et au pont d'Oullins, à Sainte-Foy et Saint-Irénée, et quelques-uns plus loin encore, vers Grézieux et à la Duchère.

Quant aux effectifs des Lyonnais, il est très difficile de s'en faire une idée. Dubois-Crancé les évaluait à 40.000 hommes armés, mais il avait intérêt à exagérer. Fazy (*La révolution de 1793 à Lyon, vue par un témoin oculaire*, publiée par P.-E. Schazmann) dit qu'au début du siège, quand on battait la générale, 25.000 hommes accouraient à l'appel. Mais combien y en avait-il d'aptés au combat ? Selon Rivaz, les Lyonnais « n'avaient pas 3000 soldats dignes de ce nom ». Il semble bien, comme l'affirme Guillon de Montléon, que le nombre des défenseurs armés ne dépassait pas 8000.

A leur arrivée devant Lyon, Kellermann et Dubois-Crancé se vantaient de terminer « l'expédition » en quelques jours. « Nous espérons célébrer le 10 août dans Lyon », écrivait Dubois-Crancé. Beaucoup de Lyonnais (cf. Fazy, op. cit.) pensaient ne pas pouvoir résister à une attaque brusquée. Pourquoi Dubois-Crancé et Kellermann ne l'ont-ils pas tentée ? Ils ont dit, on a dit, qu'ils croyaient suffisant d'intimider les « rebelles » par le déploiement de forces imposantes. Mais alors pourquoi, dès leur arrivée, ont-ils ouvert les hostilités par des opérations de détail ? Au lendemain du conseil de guerre de la Pape (15 août), Dubois-Crancé avait changé de langage : « On a trop espéré, écrivait-il au Comité de Salut public, que la ville de Lyon ne ferait aucune résistance. On aurait tort de croire que Lyon est très facile à prendre... La Convention pourrait proposer une amnistie à quiconque mettrait bas les armes ». Les Lyonnais avaient eu le temps d'organiser leur défense.



## DE RIVAZ

droits ». Avec de tels moyens, Lyon n'aurait pu résister à une attaque brusquée. Kellermann temporisa. Pourquoi ? Faction d'Orléans !

Lyon avait plus de cent mille bouches à nourrir. Ses magasins étaient dégarnis. Les assiégés allaient au loin chercher leurs subsistances, dans le Forez, à Montbrison, à Saint-Etienne, et leurs convois devaient franchir la zone gardée par Rivaz. Il proposait de bloquer la ville, de la réduire par la famine. Il eut beau démontrer, insister : Kellermann lui refusa les effectifs nécessaires. Pourquoi ? Faction d'Orléans !

C'est que la faction d'Orléans redoutait la puissance des Jacobins. Depuis leur coup d'Etat, elle voyait monter contre elle « un formidable orage ». Robespierre était son ennemi déclaré. Il ne cachait plus son jeu. Sous couleur de Salut public, tous les opposants seraient immolés au dictateur. Elle ne pouvait pas l'attaquer de front. Mais en faisant traîner le siège, elle lui suscitait les plus grands embarras. Elle retardait son triomphe. Peut-être même parviendrait-elle un jour à le supplanter. Elle ne manquait ni de moyens ni d'agents. Dans l'armée assiégeante, Dubois-Grancé et Gauthier de l'Ain, les commissaires, Kellermann et son chef d'état-major Saint-

## SIEGE DE LYON

Rémy travaillaient pour elle. Leurs déclamations, sans doute, démentaient ces intentions secrètes. Cependant, leurs actes les trahissaient. La faction agissait, comme toujours, à sa manière, sournoisement, en amusant les Jacobins <sup>1</sup>.

Dans un conseil de guerre tenu au château de la Pape le 14 août, et auquel assistaient tous les officiers supérieurs, excepté Rivaz qu'on avait oublié, Dubois-Crancé obtint le « vœu unanime » de « détruire la ville par les bombes et les boulets rouges ». Ce bombardement fit des victimes, des dégâts, des lueurs, beaucoup de bruit et point d'effet <sup>2</sup>. On perdit plus d'un mois. Toulon eut le temps de se livrer aux Anglais, et les Piémontais d'envahir la Savoie.

<sup>1</sup> C'est l'opinion de Rivaz. Elle est plausible. On a invoqué contre elle l'acharnement de Dubois-Crancé à détruire Lyon. Sa haine des Lyonnais n'est pas douteuse; mais il pouvait bombarder la ville sans qu'elle fût obligée de se rendre. Un bombardement à grand spectacle pouvait même donner le change sur ses véritables intentions.

<sup>2</sup> Dans ses Mémoires, Rivaz remarque très justement que le bombardement d'une ville aussi étendue que Lyon ne devait pas produire un effet décisif. L'artillerie assiégeante ne pouvait atteindre que certains quartiers. Les habitants prirent aussitôt des mesures efficaces pour combattre et prévenir les incendies, et la population des quartiers exposés se réfugia dans ceux qui ne l'étaient pas. Quant à l'effet de terreur, il fut à peu près nul. Les Lyonnais, vite accoutumés, en parlaient avec ironie : « Crancé, disait le Bulletin du département, croit vomir la mort et l'épouvante; il ne renverse que des toits et des cheminées. »

## DE RIVAZ

A cinq contre un, ils bousculèrent en Maurienne la division du général Le Doyen. Rivaz reçut l'ordre de les vaincre. Et d'où pouvait émaner cet ordre insidieux, sinon de la faction d'Orléans ? On le trouvait gênant<sup>1</sup>; on voulait l'éloigner, le perdre. Battu en Maurienne, il serait guillotiné.

Cette fois, il se défendit comme un beau diable. Heureusement pour lui, le Comité de Salut public venait d'envoyer à sa colonne trois commissaires jacobins : Reverchon, Laporte et Javogues. Reverchon était lyonnais; il avait passé sa jeunesse dans la boutique de son père, mi-charcuterie mi-cabaret; devenu gros propriétaire de vignobles et conventionnel influent, il brûlait de « réduire en cendres cette nouvelle Sodome ». L'Alsacien Laporte trafiquait petitement dans les fournitures; mais c'était un « patriote par essence ». Quant à Javogues, — le malheureux Javogues, puisqu'il finit fusillé avec les babouvistes, — la Révolution n'a pas produit d'homme « plus loyal, plus pur, mieux intentionné, si exalté : les en-

<sup>1</sup> « J'insistais avec trop de lumières et de bonne foi sur les mesures les plus efficaces pour réduire promptement les Lyonnais », affirme Rivaz. Il reprochait à Dubois-Crancé sa « molle condescendance ».

## SIEGE DE LYON

trailles du Vésuve ne fermentent pas avec plus de violence que sa tête »<sup>1</sup>. Tous trois se précipitèrent au quartier général, et quelques heures après, Rivaz recevait ce billet, d'une concision toute militaire : « Le général Rivaz reste à sa colonne ; je n'ai pas le temps de lui en dire davantage. »

Kellermann fut donc obligé, lui-même, de courir en Maurienne. Il prit l'offensive, et les Piémontais s'enfuirent en Italie plus vite encore qu'ils n'étaient venus.

Autour de Lyon, les opérations languissaient. On s'amusait à d'inutiles escarmouches. On avait drainé de très loin tout le canon possible<sup>2</sup>. Il en arrivait d'Auxerre, de Grenoble, même de Briançon, et les routes étaient encombrées de convois. Le bombardement fit alors de grands ravages. L'arsenal sauta. Chaque nuit, le ciel s'embrasait, et des hauteurs de la Pape, M<sup>me</sup> Dubois-Crancé,

<sup>1</sup> Après le siège de Lyon, s'adressant aux démolisseurs, Javogues s'écriait : « Renversez sa fortune, renversez ses édifices ! C'est par là que vous vous élèverez à cette égalité sublime, base de la vraie liberté, principe de vigueur chez un peuple guerrier, à qui le commerce et les arts doivent être inutiles... »

<sup>2</sup> En arrivant sous Lyon, les assiégeants n'avaient que 10 pièces de gros calibres, 6 obusiers et 6 mortiers. Ils commencèrent le bombardement (22 août) avec 20 pièces : 16 à la Guillotière, 4 à Montessuy. Ils avaient 6 grilles à rougir les boulets. Malgré tous ses efforts pour augmenter l'artillerie de siège, Dubois-Crancé, jusqu'au

## DE RIVAZ

avec des oh ! et des ah ! faisait à ses invités du quartier général les honneurs de la fête. « Tout a sauté, écrivait son mari ; nous avons eu un spectacle que le Vésuve et l'Etna n'ont jamais donné aux mortels. Ce qui met le comble à notre allégresse, c'est que deux mille personnes ont péri par le feu et les décombres ». Mais la joie dura peu. On se lasse de tout. Les Lyonnais, d'ailleurs, avaient pris leurs précautions. « Le feu de l'artillerie a beau ne discontinuer ni jour ni nuit : il ne brûle plus ; il écrase seulement. Dès que l'incendie se manifeste, il est éteint aussitôt. »

Rivaz était plein de mépris pour ces commissaires imbéciles ou malintentionnés, qui faisaient la guerre en terroristes, à coups de bombes et de proclamations. Il eût rêvé un vrai siège, selon toutes les règles de l'art, comme il en avait étudié dans les savants ouvrages de Quincy, de Folard, de Saint-Savin, de Vauban, de Bardet de Ville-

4 septembre, ne put réunir que 6 obusiers et 21 pièces de gros canon. Faute de chevaux et de voitures, les munitions étaient lentes à venir : poudre et boulets manquaient tour à tour. Aussi la ville ne fut-elle bombardée que par intermittence : 22-23 août, 24-27 août, 27 août-1<sup>er</sup> septembre au ralenti ; le tir reprend le 7 septembre, mais alors ne fait plus guère de dégâts.

Quant aux Lyonnais, ils n'avaient au début du siège que 40 canons de petit calibre, et à la fin, une centaine, dont 2 mortiers seulement.

## *SIEGE DE LYON*

neuve; où chaque jour, du premier jusqu'au dernier, donne lieu à quelque progrès logique : l'établissement d'une ligne de circonvallation; de la première, de la seconde et souvent de la troisième parallèle; l'ouverture de la tranchée; ses progrès sur la capitale; l'attaque successive des ouvrages avancés de l'ennemi, tel que redoutes, lunettes, ouvrages à cornes, à couronnes, demi-lunes, contre-gardes; celle du glacis, du chemin couvert; la ruine des bastions; le jeu des mines et contre-mines; enfin, le passage du fossé, l'assaut. Ici, rien de pareil : on divaguait, on piétinait. Et Rivaz, dans son trou de Limonest, enrageait de n'avoir même pas le moyen d'intercepter les convois de l'ennemi, qui visiblement le narguait.

Sa position n'était ni bien choisie ni confortable. Loin, à deux lieues de Lyon, sur la route de Bourgogne, Limonest, un méchant hameau, gît dans un fond, offusqué par la haute colline du Mont d'Or, qui le sépare de la Saône. Rivaz s'y trouvait comme au piège. Position ridicule pour un assaillant ! Elle offrait un seul avantage : la proximité du bac de Neuville, d'où l'on pouvait, en cas d'alerte, lui passer des renforts.

Avec des troupes plus nombreuses et mieux aguerries, il se fût établi à Grézieux, sur la route

## DE RIVAZ

du Forez ; et de là, par sa droite, il eût coupé le grand chemin de Saint-Etienne, par sa gauche, ceux de Bourgogne et du Bourbonnais. Ah ! bien oui ! Chaque fois qu'il s'éloignait un peu de Limonest, un murmure frissonnait le long de la colonne, et il se trouvait toujours un bon grenadier pour lui faire remarquer « qu'on allait bien avant, et qu'il serait douloureux, pour des pères de famille, que quelqu'un d'entre eux vînt à être tué dans une attaque ». Dans le nombre, il y avait bien quelques unités instruites<sup>1</sup> ; mais, depuis le départ de Kellermann, le « perfide » Coustard, son remplaçant, les enlevait sans vergogne, ne lui laissant, de ses héros, que ceux qui ne savaient pas « discerner leur main droite de leur main gauche ». Un nouveau conseil de guerre, réuni pour entendre ses doléances, ne lui donna ni tort ni raison.

Tout ce qu'il put faire, jusqu'en septembre, c'est de construire une redoute à la Tour de Salvagny, non loin de Limonest. A peine achevée, elle fut attaquée par les Lyonnais. Précy, leur

<sup>1</sup> Celles-là lui donnaient un autre souci : inconscientes du danger, elles se lançaient à l'aventure, à corps perdu, ses hussards surtout.

## SIEGE DE LYON

général, les commandait en personne. Rivaz le méprisait comme royaliste<sup>1</sup>; comme chef, il lui reconnaissait un grand mérite. Ce diable de général, bien qu'il ne disposât que de trois mille soldats dignes de ce nom, on le trouvait toujours en force au bon endroit, au bon moment. Cette fois, il attaquait avec quinze cents hommes, et si Rivaz n'avait pas reçu la veille une partie de la garnison

<sup>1</sup> Né en 1742 et entré à treize ans comme cadet au régiment de Picardie, il fit, jusqu'à la Révolution, une carrière sans éclat. Le 10 août 1792, il participait à la défense des Tuileries en sa qualité de colonel de la garde constitutionnelle du roi. Elu général en chef de l'armée lyonnaise, il soutint le siège et parvint ensuite à s'échapper avec sa petite troupe; il resta longtemps caché dans un village de la Loire et gagna la Suisse en janvier 1795. Désormais, et jusqu'à la Restauration, il résida en Suisse, en Italie, en Allemagne, préparant, toujours sans succès, des insurrections royalistes. Les victoires des armées de la République, puis celles de Napoléon, le repoussaient toujours plus loin. En 1814, il fut nommé lieutenant-général de la Garde nationale de Lyon. Après les Cent-jours, il fut mis à la retraite en raison de son grand âge. Il mourut le 25 août 1820.

Pour l'avoir choisi comme chef militaire de l'insurrection, les Lyonnais furent taxés de royalistes. Il est vrai que beaucoup de royalistes s'étaient enrôlés dans les troupes girondines, avec l'espoir de diriger le mouvement à leur profit. Mais c'étaient des royalistes *constitutionnels*. A Lyon, Précy combattait sous le drapeau tricolore, au milieu de républicains, auxquels il donna fréquemment des gages : il célébra le premier anniversaire du 10 août, interdit les cocardes blanches, refusa d'enrôler des émigrés. Pourtant cette équivoque servit beaucoup la propagande des Jacobins, en même temps qu'elle aliénait les sympathies des émigrés : ceux de Suisse et l'armée de Condé ne firent aucun effort pour secourir les Lyonnais.



## DE RIVAZ

de Valenciennes <sup>1</sup>, la redoute eût été forcée. Mais la contenance de son bataillon fut si ferme, et ses deux canons si efficacement servis par les artilleurs, qu'il put, à grand peine il est vrai, s'y maintenir. Les Lyonnais le tinrent en haleine deux jours entiers, poussant des reconnaissances jusque sur ses arrières. Le 9 septembre à l'aube, ils avaient disparu. Alors seulement, Rivaz comprit qu'on l'avait amusé. Ce grand déploiement de forces, ces opérations si agressives n'avaient pour but que de couvrir la rentrée d'un convoi.

Ce fut le dernier. En effet, les renforts si longtemps attendus affluaient. Dans tous les départements voisins, la levée en masse avait produit des hordes, qui, par la force du nombre, refoulaient peu à peu les Lyonnais épuisés. Une colonne, partie de l'Ardèche sous les ordres de l'adjudant-général Pinon, avait battu les insurgés à Rive-de-Giers, les poussant sur Saint-Chamond et Saint-Etienne, où ils ne purent se maintenir. Une autre « masse », venue de l'Auvergne, et

<sup>1</sup> Par sa capitulation, le 28 juillet, la garnison de Valenciennes s'était engagée à ne plus combattre les Autrichiens et les Prussiens. On l'employa donc au siège de Lyon. Elle se composait de 8 bataillons d'effectif très réduit, au total 1800 hommes. Annoncés le 19 août, ils arrivèrent à Limonest dans la première quinzaine de septembre. C'étaient d'excellentes troupes.

## SIEGE DE LYON

commandée par le général de brigade Valette, marchait sur Monbrison, tandis que 6000 hommes occupaient Roanne, puis Feurs. Les deux colonnes se joignirent à Duerne. Rivaz pouvait enfin prendre l'offensive.

On commençait à le suspecter. On le trouvait mou, passif, et le « modérantisme » était un crime capital aux yeux des Jacobins. Sans canon, à la tête d'un bataillon de la Drôme que Coustard consentit à lui prêter, il marcha sur Grézieux. Mauvaise affaire ! Précý, comme toujours aux aguets, l'avait devancé. Rivaz le trouva en force, avec une nombreuse artillerie. Il dut se retirer. Mais Coustard ayant déplu à Dubois-Crancé, on lui donna plus de monde. Le 13 septembre, il s'établit à Pollionay, et dans la nuit, de ravin en ravin, avec l'aide de paysans qui traînaient ses canons, il s'approche de Grézieux. A l'aube, il surprend les Lyonnais en train de fourrager, les charge, les bouscule, s'empare de leurs faisceaux et les poursuit jusqu'à Francheville, prenant 500 fusils, 10 voitures, leurs attelages, sans autre perte qu'un caisson détruit. C'était un bon patriote que ce Rivaz.

On le vit mieux encore le lendemain, quand il opéra, à Crapone, sa jonction avec la brigade

## DE RIVAZ

Valette, qui s'était avancée jusqu'à Saint-Genis-Laval et par une traille sur le Rhône communiquait avec les forces du général Vaubois. La ville était investie, bloquée. Et Châteauneuf-Randon, l'un des nouveaux commissaires jacobins, en le félicitant, s'écriait : « Bravo ! mon cher Rivaz. Bientôt, je vous embrasserai à Lyon, et nous danserons la carmagnole après avoir purifié cette ville. »

Ainsi, bon gré mal gré, on en arrivait à ce fameux blocus, que Rivaz préconisait en vain depuis le début du siège. A cause de Dubois-Crancé, de Gauthier, de Kellermann, de Saint-Rémy, de tous ces hypocrites dont les déclamations étouffaient la voix pure d'un vrai patriote, on avait perdu plus d'un mois. Et sans les commissaires envoyés de Paris, peut-être n'eût-on jamais cerné la ville. Maintenant, on n'avait plus qu'à attendre les bons effets de la famine. Non pas ! Les nouveaux commissaires, anxieux de démasquer les ennemis de la République, voulaient étreindre Lyon, la prendre d'assaut, tout de suite. Et Dubois-Crancé, suspect, se montrait le plus ardent. Rivaz désavouait ces plans, que réprouvait sa logique. Il ne lui eût pas été

## *SIEGE DE LYON*

difficile de démontrer que les Lyonnais, bloqués de loin ou de près, n'en seraient pas moins réduits par la faim, et que les plus fortes positions « ne donnent pas à manger quand elles sont investies ». Mais allez contredire ces audacieux timorés, sans s'exposer soi-même à la guillotine !

Au lieu de s'occuper du blocus, on ne s'occupa que de « resserrement ». Et la colonne de Rivaz devint la « cheville ouvrière de toutes les opérations ». Après une attaque manquée à la Croix Rousse, le 16 septembre, il occupa, dans la nuit du 16 au 17, le village d'Ecully ; le 19, à la pointe du jour, avec deux bataillons de Valenciennes et ses hussards, il prit d'assaut le château de la Duchère, une position dominante, où cinquante Lyonnais retranchés lui tuèrent ou blessèrent beaucoup de monde. On y plaça des batteries pour écraser le faubourg de Vaise ; mais la munition manquait. Puis, du 20 au 21, à la lueur des incendies, on se battit comme des diables pour le cimetière de Cuire, dont il fallut escalader le mur, sous un feu meurtrier. Enfin, le 23 septembre à minuit, on attaqua le pont d'Oullins. Il n'y avait, pour le défendre, que des chevaux de frise et quelques ouvrages remblayés par des balles de coton. Les Lyonnais lâchèrent pied et se retirèrent.

## DE RIVAZ

rent, en tiraillant, par les vignes. On arrivait aux abords de la ville.

On ne manquait plus d'hommes à présent<sup>1</sup>. Mais quels hommes ! Levés en masse aux cris de massacre et de pillage, et conduits sur trois roues par Couthon le cul-de-jatte, débraillés, indisciplinés, ils encombraient les villages, ne faisaient rien, ne servaient à rien. Tout en gueule, ils hurlaient sans cesse le *Çà ira* et consummaient tous les vivres. Beaucoup même prenaient, aux dépens de leurs hôtes, quelque avance sur la curée promise. Rivaz s'en plaignait un jour devant Couthon et Châteauneuf-Randon. Ils prirent violemment la défense de leurs héros, et le général allait passer pour un calomniateur de l'espèce la plus vile, lorsque deux Auvergnats sortirent d'une maison voisine. Rivaz les appelle, et sans un mot, tire de leurs poches gonflées des tabliers, des bonnets, des mouchoirs de femmes, « qui réduisirent au silence et Châteauneuf-Randon et Couthon lui-même. »

<sup>1</sup> A ce moment, les forces massées sur la rive gauche du Rhône (division Vaubois) s'élevaient à 10.000 hommes environ; entre Rhône et Saône (division Petit-Guillaume), on n'avait laissé que 4200 hommes; la division du général Rivaz comptait à peu près 11.000 hommes, répartis en trois brigades.

## *SIEGE DE LYON*

Il fallut pourtant les mener au combat. Doppet, le médecin, « l'exécrable Doppet », avait remplacé Kellermann. Il brûlait de mettre au jour ses talents militaires; et il ordonna, pour le 29 septembre, un assaut général.

La journée fut sanglante, et très chaude pour Rivaz. En maniant ses dix mille hommes, en les poussant au combat, en les retenant quand il fallait, il évita tous les pièges qu'il sentait ouverts autour de lui. Mais il n'y parvint qu'avec « une présence d'esprit, une habileté rares ». Les deux attaques principales devaient partir de son secteur. Il devait d'abord s'emparer des hauteurs de Sainte-Foy, qui dominent le quartier de Saint-Irénée, Perrache et le pont de la Mulatière. Les Lyonnais y avaient établi une très puissante redoute. Pour épargner le sang des bons patriotes, on proposa, la veille, une suspension d'armes, pendant laquelle on parvint à séduire un caporal, qui, la nuit venue, déserta et livra le mot de passe. Aussi, dès cinq heures du matin, la division de Rivaz put-elle occuper par surprise les ouvrages et le village de Sainte-Foy. Elle en poursuivit les défenseurs, prit toutes les batteries, franchit un profond ravin, et déjà débouchait sur Saint-Irénée. Mais au premier coup de canon tiré

## DE RIVAZ

de Fourvières, les Auvergnats qui suivaient, accourus en pillards, déguerpirent avec des cris si épouvantables, que la colonne entière se débanda. Rivaz, aussitôt, lâche sur eux ses hussards; mais on avait beau les charger à grands coups de plat de sabre, ils se laissaient assommer, ils se fussent laissé tuer, plutôt que de faire volte-face et de tourner seulement la tête du côté d'où était partie cette malheureuse mitraille. Des 4000 hommes qui avaient gravi les hauteurs de Sainte-Foy, il n'en restait pas 80; et encore se tenaient-ils cachés derrière les maisons, si bien que Rivaz, seul avec ses hussards et une poignée d'artilleurs, dut soutenir les attaques des Lyonnais, qui tentaient maintenant de le déborder. Enfin, un bataillon de Valenciennes, commandé par « l'intrépide et judicieux » Villemanet, vint à son secours. Dès qu'il parut, dès qu'ils le virent se déployer sous le feu comme à la parade, les insurgés s'enfuirent. Villemanet n'était pas homme de sang-froid. Rivaz le vit avec terreur engouffrer tous ses braves dans Saint-Irénée, d'où pas un ne serait revenu. Et déjà il songeait aux conséquences, effroyables pour lui, il voyait au-dessus de sa tête le luisant triangle du couperet, quand Précy, arrivé bien à propos, les refoula. Mieux

## SIEGE DE LYON

encore ! Précý n'eut pas le temps de pousser plus loin son avantage. Il courut à Perrache, où Doppet, maître du pont de la Mulatière, fut chargé, hâché sans merci. Sainte-Foy fut le seul gain de la journée. L'assaut échouait dans les criailleries.

Les Lyonnais avaient eu beaucoup de peine à le repousser. Ils étaient épuisés. Ils sentaient leur faiblesse. Hommes, munitions, vivres, tout manquait à la fois<sup>1</sup>, et les secours si longtemps espérés n'étaient pas venus. On avait compté sur les Marseillais : que valaient leurs belles promesses<sup>2</sup> ? Et la grande offensive des Piémontais ?

<sup>1</sup>Leurs effectifs diminuaient de jour en jour. D'après Guillon de Montléon, ils n'avaient plus que 6500 hommes, dont 1500 casernés. La relève des postes avancés n'était même plus possible. Le 29 septembre, ils avaient eu un grand nombre de morts et de blessés, et maintenant beaucoup d'hommes désertaient ou refusaient le service.

Quant aux munitions, il ne faut pas oublier que l'arsenal avait sauté et que la perte de Saint-Etienne avait privé Lyon de sa principale source d'approvisionnements.

La disette aussi était extrême. « Depuis longtemps, écrivait Fazy (op. cit.), le soldat seul n'avait pour toute nourriture qu'une livre de pain; encore l'appelait-on de son nom, quoiqu'il ressemblât plutôt à de la terre qu'à aucune autre substance. Les personnes non portant armes n'avaient plus que la valeur de vingt à trente pois et une pincée d'avoine; nous mangions du cheval lorsque nous étions assez heureux pour nous en procurer; et dans la ville, l'on ne répugnait plus à se nourrir de chiens et de chats. »

<sup>2</sup>Les Marseillais s'étaient soulevés le 2 juin et avaient marché sur Orange pour se joindre aux Nimois; mais ceux-ci, à la promesse d'une nouvelle constitution, se soumirent et abandonnèrent leurs



## DE RIVAZ

On les avait crus victorieux; ils arrivaient; des feux, sur les hauteurs, devaient signaler leur approche; nuit après nuit on avait guetté, en vain. Et l'on voyait bien à présent que l'armée de Condé, les émigrés de Suisse, toutes les cocardes blanches ne bougeraient pas. Les Jacobins de la ville, eux, commençaient à bouger. Les clubistes sortaient de leurs cachettes. Ils exploitaient sourdement la misère, la disette, la fatigue, l'immense désillusion des Lyonnais. Ils leur faisaient peur et renseignaient les assiégeants.

Rivaz insinuait l'attente. Mais Couthon, qui s'était substitué à Doppet, ne l'entendait pas ainsi. Animé d'un grand civisme, il exigeait les conseils du général Rivaz, des conseils expéditifs. « Le général Rivaz, disait-il, est un bon citoyen, bien intentionné; mais il ne va pas assez vite en besogne. » Le mur de Fourvières, un vieux mur romain, haut, épais, solide, barrait la route aux assaillants. Devait-on le battre en brèche ou l'attaquer à la sape? Et en combien d'heures y parviendrait-on? Sur la réponse qu'il allait faire,

alliés. Cette défection obligea les Marseillais à se retirer. Carteaux bouscula leur petite armée le 24 août, et entra à Marseille le 25, au moment où la ville allait se livrer aux Anglais. « Sans Carteaux et moi, écrivait Albitte, tout était foutu! »

## SIEGE DE LYON

Rivaz jouait sa tête. Les Lyonnais, heureusement, le tirèrent d'embarras. La ville affamée capitula le 8 octobre.

Le lendemain à l'aube, les royalistes, formés en deux colonnes, quittèrent Lyon par la rive droite de la Saône. Les escadrons de Rivaz les taillèrent en pièces. Puis ce fut une horrible chasse à l'homme, aux bijoux, à l'argent<sup>1</sup>. Cependant, les vertueux républicains, entrés dans la ville, violant toutes leurs promesses, guillotinaient et commençaient les démolitions. Car Lyon ayant fait la guerre à la liberté, Lyon ne devait plus exister<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> « Les soldats et les cavaliers, écrivait Albitte, se sont merveilleusement enrichis de leurs dépouilles. Tel soldat a pris dans le portemanteau d'un de ces monstres jusqu'à 20 mille livres d'or ». On avait excité l'ardeur des soldats, en répandant le bruit que les fugitifs emportaient 40 millions en or, l'or de Pitt, disait-on. Car on accusait les Lyonnais d'intelligence avec l'Angleterre. En fait, l'or, l'argent et les assignats trouvés sur les victimes devaient être leur propre bien, puisque la caisse militaire était vide ou à peu près.

Précy quitta la ville avec 1500 personnes, dont 1200 combattants. Le marquis de Virieu partait de son côté avec 500 hommes. Seuls Précy et 80 de ses compagnons purent s'échapper. Fazy, l'auteur de « La révolution de 1793 à Lyon », était du nombre.

<sup>2</sup> Décret rendu par la Convention le 12 octobre 1793.

A Couthon succéda bientôt Collot d'Herbois, — « un homme moral, écrit Rivaz, un époux affectueux et plein de tendresse, un père sensible, donnant à ses enfants d'utiles leçons appuyées de l'exemple » (Mém. p. 123), — et Collot d'Herbois assumait la sinistre besogne d'organiser les fameuses « mitraillades ».

## IV

### L'ARRESTATION DE KELLERMANN

(1793-1794)

Tous les chefs de brigade qui avaient pris part au siège furent promus généraux de division. Dans une très curieuse lettre au ministre, où il fait son apologie et déclare qu'il n'a « pas couché dix fois dans son lit », Rivaz décline ce dangereux honneur. « Lorsque les représentants du peuple, disait-il, m'ont proposé pour le grade de général divisionnaire, j'ai commencé par obéir ; mais j'ai protesté, et je me fais un devoir, Citoyen Ministre, de vous répéter la même protestation : il m'est impossible d'accepter cette place. Ce n'est ni

## L'ARRESTATION

fausse modestie, ni calcul de ma part ; les raisons suivantes vous en convaincront : jusqu'au mois de juillet de l'année dernière, je n'avais servi que comme lieutenant <sup>1</sup>. Je me suis, il est vrai, quelquefois livré à l'étude de la théorie de mon art ; mais vous êtes trop éclairé, Citoyen Ministre, pour ne pas connaître la distance qui sépare la théorie de la pratique. Or, les troupes sont elles-mêmes moins instruites ; on ne peut se faire illusion sur la nullité des Gardes nationales au moment où on les arrache à leurs foyers. Pour remplacer la pratique, qui lui manque, l'officier général doit avoir un physique avantageux, qui en impose, qui inspire de la confiance, et que la Nature m'a refusé. Il faut aujourd'hui beaucoup parler en public aux troupes, pour en obtenir quelque chose, et cette faculté me manque aussi. Enfin, Citoyen Ministre, la guerre a changé de principes avec la liberté : le général qui combine ses opérations, en calcule les risques, est regardé comme un homme timide ; et lorsque les entreprises les plus hasardeuses prennent la place de la prudence et de la science, ce n'est qu'aux hommes

<sup>1</sup> En 1784, au régiment de Courten, il avait été nommé capitaine « par commission », mais on ne lui avait jamais donné le commandement d'une compagnie.

## DE RIVAZ

qui doivent tout à la Nature et rien à l'Etude, qu'il appartient de courir cette carrière... »

La vérité, c'est qu'en ces temps égalitaires, les grades supérieurs étaient trop enviés pour être confortables<sup>1</sup>. Les ambitieux qui convoitaient votre place cherchaient, de cent manières, à vous rendre suspect. Vivait-on largement, ils dénonçaient votre incivisme; chichement, ils vous prêtaient le dessein d'émigrer; hardi, on vous accusait de sacrifier les bons patriotes; timide, de ménager les ennemis de la liberté. Et si, comme Rivaz, vous aviez eu un nom à particule, un pauvre titre autrefois contesté, on vous le jetait à la tête, et votre tête, à la guillotine<sup>2</sup>.

Pendant le siège de Lyon, il avait vu trop d'exemples, en moins de deux mois, quatre généraux en chef, Kellermann, Dumuy, Coustard, Petit-Guillaume, destitués. Et voilà que le surlendemain de la reddition, Doppet l'envoyait à

<sup>1</sup> Rivaz, dans ses Mémoires, l'avoue simplement : « L'affreuse indiscipline des troupes, les excès qu'elles commettaient dans leurs quartiers, me firent entrevoir le danger d'une plus grande responsabilité dans ces temps de proscription, en acceptant le grade de général de division : je répondis aussitôt pour le refuser. »

<sup>2</sup> « Mes délateurs, qui, avant la Révolution, m'auraient peut-être contesté ma noblesse, s'en faisaient maintenant un titre pour me rendre plus suspect. (*Mém.*) »

## L'ARRESTATION

Chambéry arrêter Kellermann <sup>1</sup>. Le vainqueur de Valmy lui inspirait tant d'envie, qu'il accepta presque joyeusement cette besogne de gendarme. Mais il la jugeait dangereuse, car la Savoie, « entièrement vouée aux Orléanistes, ne jurait que par lui », et s'il s'enfuyait en Suisse, Rivaz n'eût pas échappé à la guillotine.

Il eut très peur en arrivant à Chambéry. Kellermann n'y était pas. Il était allé, disait-on, du côté de Genève, inspecter la frontière. On ne savait rien de plus. Rivaz jugea prudent de confier sa mission à un aide de camp. Il lui donna des ordres précis : s'approcher avec précaution, ne parler à personne, agir vite. Sans résister, un peu surpris, un peu méprisant, Kellermann se

<sup>1</sup> Depuis la trahison de Dumouriez, il n'avait cessé d'être suspecté. On le dénonçait comme factieux à la solde des Orléans; on le soupçonnait des plus noires intentions, quand il réclamait des troupes de ligne, quand il se plaignait de l'indiscipline dans son armée, quand il voulait créer des camps d'instruction, ou parce qu'il proposait de négocier avec les Suisses. On le déclarait compromis par son « incivisme ». Et toutes ces dénonciations portaient soit des commissaires, soit de ses subordonnés, même d'un sous-lieutenant. Appelé à Paris à la fin d'avril 1793, il n'avait pas eu de peine à se disculper.

Les Montagnards, ayant pris le pouvoir, étaient impatients de changer les états-majors pour y placer leurs créatures. La destitution de Kellermann fut décidée le 11 septembre 1793. Mais on attendit qu'il eût chassé les Piémontais de Savoie pour le faire arrêter. Rivaz fut chargé de cette mission le 11 octobre, et l'accomplit le 16.

## DE RIVAZ

laissa faire. Ramené à Chambéry dans un grand déploiement de forces, il demanda seulement quelques jours de repos. Rivaz était si inquiet, qu'il refusa ; et sa prudence lui fut ensuite reprochée comme un crime. Une berline attendait. Il enferme son prisonnier, le conduit hors de la ville et ne le quitte qu'après avoir donné des instructions « bien formelles » à la « bonne et sûre escorte » qui doit le mener à Paris. Mais, à peine franchie la première chaîne de collines, le capitaine de gendarmerie, plein de courtoisie pour le vainqueur de Valmy, envoie l'escorte en avant, et resta seul avec lui dans la voiture. Le 6 novembre, Kellermann frappait à la porte de l'Abbaye, prison des ci-devant <sup>1</sup>.

Pour mieux assurer sa vengeance et pour l'élargir à tous ses ennemis, Rivaz eut une « sérieuse conversation » avec le commissaire Albitte, l'un des moins lettrés assurément, mais des plus purs Jacobins. Et le commissaire Albitte, sur un sale papier, gribouillé, non signé, écrivit au ministre : « Que le siège de Lyon fut une vaste iniquité ; que Kellermann, Dumuy, Coustard et surtout Saint-

<sup>1</sup> Il resta 13 mois en prison et ne fut relâché qu'après le 9 Thermidor. Il reçut alors le commandement de l'armée d'Italie.

## *L'ARRESTATION*

Rémy sont accusables de trahison; que le général Rivaz a manqué vingt fois être sacrifié par ses collègues; qu'en haine de patriotisme, ils n'ont cessé de le persécuter. Il faut approfondir cette grande affaire, ajoutait-il, et que la tête des coupables tombe. »

Rivaz ne fut pas récompensé. On lui donna, au fond des Alpes, à soixante-dix lieues de Grenoble, le commandement de la place d'Entrevaux. C'était un trou pire que Limonest. Il tombait de Charybde en Scylla. Un cercle de hautes montagnes, surplombantes, écrasantes; point d'espace, ni de vue; pour toute communication, de mauvais chemins, souvent bloqués par les neiges; pour toute défense, trois bataillons de volontaires, les plus intraitables de l'armée; et en face, quatorze bataillons, l'élite des Piémontais. Vraiment la place était intenable; les distractions mêmes y étaient dangereuses. En effet, tous ses prédécesseurs avaient été dénoncés, et l'un d'entre eux guillotiné<sup>1</sup>, pour leurs liaisons avec une jolie intrigante de la ville, « violemment suspecte » de

<sup>1</sup> Le général Létanduère, qui, nommé provisoirement général de brigade, avait reçu le commandement de la place d'Entrevaux le 21 juin 1793; il fut arrêté dans son camp par ordre des représentants du peuple à l'armée, le 4 octobre; condamné à mort par le



## DE RIVAZ

correspondre avec des espions sardes. Dès son arrivée, elle le fit inviter ; elle tenta de l'humaniser : il demeura sourd à « son chant de Sirène ».

On la disait irrésistible. Mieux valait s'éloigner. Il prétextait une maladie, fit sonner son patriotisme, ses services, ses talents, eut recours à des amis. « Il est trop révolutionnaire pour être ainsi relégué », écrivait Albitte. On n'entendit pas. On ne voulait pas entendre.

Cependant, l'hiver était là, un hiver rude et maussade, avec le souffle continu de la tramontane qui vous rebroussait l'humeur. Les bataillons se mutinèrent. Un jour, au moment de l'exercice, tous les grenadiers avaient disparu : on les chercha, on les exhorta, en vain. Un autre jour, officiers et soldats se liguèrent contre un chef, dont les ordres un peu secs sentaient, disaient-ils, l'aristocrate. Les vivres étant rares, quelques soldats assommèrent le vivandier, un pauvre vieux, qui n'avait pu, à leur gré, servir des rations assez copieuses. Rivaz n'osait pas sévir : c'est donc qu'il avait peur ; s'il avait peur, c'était un ci-devant ;

tribunal révolutionnaire, le 16 février 1794, il fut guillotiné à Paris le jour même. A Entrevaux, le général Serrurier lui succéda, puis ce fut le général Rivaz.

## *L'ARRESTATION*

les soldats le dénonçaient ; mais la municipalité lui délivra un certificat de civisme.

Enfin il eut une idée : il découvrit que la place d'Entrevaux avait été rattachée à l'armée des Alpes, « contre toute espèce de raison ». Il n'était pas difficile, en effet, de démontrer que « tout », montagnes, torrents, cols impraticables, la sépare de la Savoie, tandis que de bons et faciles chemins la relie à la Basse-Provence. Il rédigea donc un « mémoire particulier », qui menait à cette conclusion, la seule logique, qu'Entrevaux devait être détaché de l'armée des Alpes, pour être joint à celle d'Italie. Le Comité de Salut public se rendit à ses arguments. Etant aux ordres de l'armée des Alpes, il put retourner à Grenoble. Il partit sans avoir vu la « belle d'Entrevaux ».

Une autre déception l'attendait. Il fut employé à l'embrigadement des nouvelles levées, obscure besogne d'inspecteur.

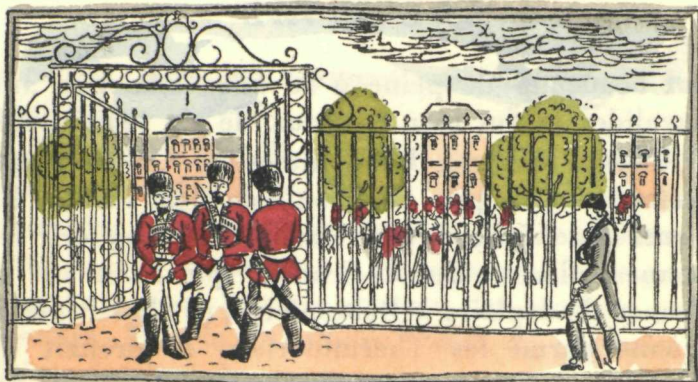
Un jour qu'il revenait de Briançon, où il avait passé en revue un bataillon du Jura, il fit une chute de cheval et se démit le bras gauche ; luxation simple, « qui n'eût pas offert la moindre difficulté au dernier rhabilleur de la Suisse ». Mais le chirurgien-major de Briançon était un âne ; et quand il déclara, au bout de six semaines,

## *DE RIVAZ*

son patient guéri, son patient ne pouvait plus lever le bras. Il eut beau consulter à Grenoble, à Paris : ni Valdajan, ni le fameux Dessaulx n'y purent rien changer. Le mal était incurable, et Rivaz dut solliciter sa retraite. Il avait quarante-neuf ans.

## **TROISIEME PARTIE**





## I

### L'INVALIDE

(1794-1797)

Cet accident stupide avait brisé sa carrière; peut-être lui avait-il sauvé la tête. Trois mois plus tard, le 9 Thermidor, celles de Robespierre et des dictateurs jacobins tombaient à leur tour. Une violente réaction traquait tous leurs amis. Rivaz

## DE RIVAZ

eut beaucoup de peine à se faire admettre aux Invalides et fut bien heureux de s'y tenir terré.

L'orage éloigné, les hommes de Quatre-vingt-treize peu à peu sortirent de leur trou. Ils s'entr'appelaient, s'entr'aidaient à reconquérir les bonnes places. Dubois-Crancé, qui avait eu la chance de déplaire à Robespierre, se glissait maintenant parmi les Thermidoriens et prenait de l'influence. Il se souvint de son ami Rivaz. Il lui fit des promesses alléchantes. Sans défiance, Rivaz se laissa tenter. Il quitta les Invalides et ne reçut rien. Encore un mauvais tour que la faction d'Orléans lui jouait.

Le tour était bien machiné. Sur le pavé nu de la capitale, Rivaz se trouvait sans autres ressources que sa maigre pension, au moment où l'assignat, « l'argent carré » de la République, ne valait plus que le trois pour cent de son titre<sup>1</sup>. Dans sa détresse, Rivaz se souvint qu'il avait des parents en Valais. Il leur écrivit sans fierté, de longues lettres, bien misérables, et reçut quelques

<sup>1</sup> C'est à cette époque qu'il adressa au ministre des Finances Faipoult un beau mémoire sur le discrédit du papier-monnaie, exposant les maux qui en découlent, indiquant les moyens de l'arrêter.

## L'INVALIDE

secours ; mais les réponses manquaient de cordialité <sup>1</sup>.

En août 1795, le Comité de Salut public fit encore appel « à ses talents et à ses lumières », pour les affaires de la Vendée. De son poste, il vit, au 13 Vendémiaire, le général Buonaparte canonner une dernière émeute des sections parisiennes. Puis le Directoire s'assit au pouvoir, et Rivaz fut jeté dans la rue.

On lui offrit pourtant, mais par dérision semble-t-il, le commandement militaire de Bruxelles, comme on l'avait offert, quinze jours plus tôt, à Léopold de Nucé. L'un après l'autre, ils refusèrent ce coûteux honneur. Il s'agit bien de parader,

<sup>1</sup> Depuis le serment de Cambrai (21 juin 1791), toute correspondance entre lui et sa famille avait cessé. Il n'était pas positivement brouillé avec elle. Seul, son frère Isaac lui avait adressé d'amers reproches sur sa conduite politique, qui nuisait beaucoup à ses proches en Valais. Anne-Joseph, revenu dans sa patrie au début de la Révolution, ne pouvait pas être favorable aux idées nouvelles, puisqu'il était en relation avec de nombreux prêtres émigrés et les assistait dans leur détresse. Quant à Carlin, qui avait joué un rôle dans le soulèvement du Bas-Valais en septembre 1790, repent, et dégoûté, comme la plupart de ses compatriotes, des excès de la Terreur, il ne devait pas approuver son cousin le général. Mais à présent, le Directoire s'efforçant de paraître un gouvernement régulier, on croyait la Révolution finie, et la surveillance du Haut-Valais sur le Bas se relâchait. On pouvait de nouveau correspondre.



## DE RIVAZ

quand on se traîne en « guenilles », les poches vides et le ventre creux !

Les années 1796 et 1797 furent les plus noires de sa vie. Sa pension de cent louis ne valait plus que quelques francs. « Pendant près d'un an, écrit-il, je fus obligé de mettre moi-même mon pot au feu, et de me réfugier, l'hiver, dans la loge de mon portier, pour économiser mon bois. » Le froid, grand ennemi des pauvres, le faisait cruellement souffrir. Il passait toute la matinée au lit, ne se levait qu'à onze heures, et pour « aller se mettre au chaud dans les tribunes des deux Conseils ». Là, dans le ronflement des poêles, une somnolence le prenait ; un bruit vague de paroles bourdonnait à ses oreilles ; il n'y faisait pas attention, il se demandait seulement où il trouverait un feu, ce soir, demain. A chaque fin de trimestre, il croyait toucher le fond de sa misère ; le fond se creusait toujours. Usuriers, agioteurs et fripiers, en faisant mine de le tirer d'affaire, le coulaient bas. « Je n'ai plus de hardes à vendre, écrivait-il ; je n'ai plus ni chapeau, ni habit, ni souliers : dans un mois d'ici, je devrai aller demander l'aumône... »

Encore s'il n'avait eu que la misère à craindre ! Hélas ! il ne pouvait même pas l'endurer tranquil-

## L'INVALIDE

lement. Après huit années de révolution, la France, enfin délivrée de ses rois, voulait se livrer à un roi. Les émigrés s'engouffraient par toutes les frontières; les royalistes s'emparaient de toutes les places; ils tramaient un immense complot contre la liberté. Et le plus odieux, c'est qu'ils comptaient la détruire, non par un coup de force, mais légalement, par le libre jeu des institutions. En avril 1797, sur 260 députés à élire, 243 royalistes furent élus; et ils n'avaient à la bouche que les mots de vengeance et de proscription. Malheur aux bons patriotes, aux hommes purs, dont les mains s'étaient rougies vertueusement ! Malheur aux braves militaires qui avaient combattu les ennemis de la liberté ! Contre eux s'apprêtait un horrible carnage, « une Saint-Barthélemy ». Et le Directoire aveugle, la France avilie et corrompue, laissaient faire.

Quelles terreurs pour de Rivaz<sup>1</sup> ! Dans la nudité de sa mansarde, devant son pot de bouillon maigre, avec son imagination grossissante, il se voyait déjà, lui, le premier, le plus intègre des patriotes, traqué, saisi, rompu, guillotiné, sa pauvre tête, au bout d'une pique, promenée sur la

<sup>1</sup> Il avait repris la particule.

## *DE RIVAZ*

foule en cocardes blanches. Car il était « le point de mire des royalistes ». Il aurait voulu fuir à cent lieues de Paris, se réfugier dans la Haute-Vienne, en Limousin, où le peuple, disait-on, n'était pas encore fanatisé par les « collets noirs ». Il n'avait pas même le moyen de faire dix lieues à pied. Il suppliait ses frères de lui envoyer cent louis : Carlin lui en prêta dix.

## II

### PAPIER MINISTRE

(1798-1799)

Le coup d'Etat du 18 Fructidor lui sauva la vie. Quelques soldats et l'ombre de Bonaparte avaient suffi à balayer les royalistes et leur légalité mensongère. De bonnes lois appuyées par les sabres, en destituant, déportant, proscrivant, « fixèrent à jamais les destinées de la République ». On en revenait aux plus beaux jours de la Révolution, et, comme en 1792, à la guerre de propagande. On reparlait d'une ceinture de républiques-sœurs, des « petits pâtés » chers à Brissot. Pourquoi la Suisse n'en fournirait-elle pas la substance ? L'ap-

## DE RIVAZ

pétissant trésor de Berne était au goût du Directoire, et Bonaparte tournait vers le Simplon des regards pleins de gourmandise. Au mois de mai déjà, il avait tenté de l'obtenir ; mais les Valaisans ne s'étaient pas laissé manger par persuasion.

Paris abritait une poignée de réfugiés, victimes des gouvernements « oligarchiques » de la Suisse. Aussitôt après le coup d'Etat, ils offrirent au Directoire un beau concert de pétitions. Le Vaudois La Harpe était le chef d'orchestre, et chacun y allait de son petit morceau. Dans cette cacophonie, de Rivaz poussait gravement la note militaire.

Il connaissait l'un des nouveaux Directeurs, Merlin de Douai. Il obtint une audience, développa ses arguments, puis les résuma dans un mémoire de huit pages. Il y dénonçait la « politique astucieuse des Haut-Valaisans et s'indignait que la demande du général Bonaparte eût été refusée. De tous les passages des Alpes, entre la France et l'Italie conquise, celui du Simplon était le plus court, le moins enneigé, le plus facile à franchir. On devait s'en emparer : la défense de la Cisalpine l'exigeait. Le Valais, le Pays de Vaud, Fribourg et Neuchâtel formeraient ensemble une république vassale, et l'on établirait, de Carouge à

## PAPIER MINISTRE

Milan par le Simplon, un chemin d'étapes confortable. De Rivaz n'avait rien inventé : c'était le projet même de Bonaparte <sup>1</sup>.

Mais le Directoire répugnait à la violence <sup>2</sup>. Il trouvait plus beau de se faire prier par ses victimes. De Rivaz fut son agent désigné. A la demande de Merlin, il écrivit à quelques Bas-Valaisans, pour en obtenir des vœux de « réunion » à la France. Personne ne répondit. Et

<sup>1</sup> En particulier, les étapes proposées par de Rivaz sont celles-là mêmes que Bonaparte indiquait six mois plus tôt, dans une lettre au Directoire du 14 mai 1797; il avait fait, peu après, reconnaître le tracé de la route projetée, par l'ingénieur Barral (voir son rapport, 12 juin 1797, Paris, Arch. Guerre); sans doute, de Rivaz connaissait-il la question par ce rapport.

<sup>2</sup> Le Directeur Reubell, pris de scrupules, objecta, de vive voix et par écrit, à de Rivaz le fameux article 6 du traité d'Osnabruck (24 octobre 1648), qui avait proclamé les cantons helvétiques indépendants, *à la demande de la France*. Dans sa réponse, le 30 décembre 1797, de Rivaz apaisait, par de subtils arguments, la conscience du Directeur.

Il avait toujours désiré que la France annexât sa petite patrie. Après 1797, il ne laissa échapper aucune occasion de recommander cette annexion. Il harcelait les ministres, leur démontrant tous les avantages stratégiques et économiques que la France y trouverait; ce serait pour elle une sécurité en même temps qu'une bonne affaire. En 1802, le sénateur Lambrechts lui répondait : « Vos observations me donnent une nouvelle preuve du désir que vous avez de rendre votre patrie heureuse et florissante. Je me rappelle fort bien que depuis longtemps cet objet avait fixé votre attention. » On ne restait pas toujours sourd à ces appels : « J'ai reçu votre mémoire, lui écrivait le ministre de la Guerre; les renseignements qu'il renferme ne seront pas perdus pour la République. »

Merlin, voyant qu'il n'avait ni amis dans sa patrie, ni protecteurs en France, se contenta de lui offrir, pour tout salaire, une place de quatrième commis au ministère de la Justice.

Là, au fond d'un bureau bien chaud, les mains enfouies dans ses mitaines et la plume à l'oreille, il apprit successivement l'irruption des Français en Suisse, le soulèvement du Pays de Vaud, la révolution pacifique du Valais, puis la chute de Berne et la République helvétique proclamée. Certes, il avait de quoi se réjouir. Pourtant il était soucieux. « Vous voilà donc au niveau de vos souverains seigneurs, écrivait-il à Carlin. Je suis très éloigné de vous en féliciter. Car je ne vois pas ce que vous gagnerez à vous associer à des gens qui vous ont toujours détestés... Au reste, je ne vous crois pas mariés pour bien longtemps ! » Le Valais formerait-il une République séparée ? S'unirait-il à l'Helvétie ? Quelle sottise ! C'est à la France qu'il devait confier son destin. Elle seule pouvait le protéger contre ses anciens tyrans, donner de l'essor à son commerce. D'ailleurs il y avait la route du Simplon : Bonaparte la convoitait ; mieux valait offrir de bon gré, en échange de grands avantages, ce que la force ne manquerait pas d'exiger tôt ou tard.

## *PAPIER MINISTRE*

Les Bas-Valaisans ne se laissèrent pas convaincre. O naïveté ! Ils croyaient encore qu'on peut, à l'aide d'une puissance étrangère, s'insurger pour être libre. Ce qui devait arriver arriva : ils furent absorbés dans la « famille helvétique », et la France libératrice, en prenant le Simplon, leur apporta la guerre, des exactions, des massacres, une armée de brigands à nourrir et à payer.

La France faisait ainsi prospérer de nombreux territoires, ceux de Rhénanie en particulier, dont l'administration relevait du ministère de la Justice. De Rivaz y était chargé de toutes les questions touchant à l'économie. C'était son goût. Il aimait la jurisprudence. Il adorait le papier. Le plus mince litige lui inspirait d'immenses mémoires. Et de tous les formats, c'est le format ministre qui lui convenait le mieux.

Ses fonctions le mettaient en rapport avec une foule d'industriels, de banquiers, de brasseurs d'affaires, qui l'invitaient à dîner ou à des parties de campagne, pour acheter son silence. Il les dénonçait impitoyablement. Un jour, il dénonça un certain Duhamel, grand tripoteur, puissamment protégé. Mal lui en prit. Au lendemain du coup d'Etat de Brumaire, quand Bonaparte s'empara du pouvoir, Abrial fut nommé ministre de



## *DE RIVAZ*

la Justice. Il se hâta de déplacer de Rivaz et lui offrit un emploi de dernier commis, à mille francs par année. « Trop parler nuit, trop gratter cuit », lui dit-il simplement. Abrial était un Orléaniste, ami de Duhamel.

### III

## SPLENDEURS ET MISERE

(1800-1810)

« Depuis ce moment, écrit de Rivaz, je me suis voué à la vie solitaire que je mène, et comme le disait un certain abbé, je m'occupe à disparaître le plus doucement et le plus obscurément qu'il m'est possible, de la société de gens qui ne me ressemblent pas. »

Les temps étaient bien changés. Il avait fait la Révolution et la Révolution n'était plus. Sur les ruines de l'Europe, sur les lauriers de la conquête, s'édifiait une aristocratie nouvelle, qui ne pensait qu'à singer l'ancien régime. Elle n'avait ni vertus

## DE RIVAZ

ni principes, et le nom seul de « patriote » lui faisait horreur.

Paris même ne se ressemblait plus. Chaque victoire l'embellissait de nouveaux trophées. La Bastille abattue, le club des Jacobins transformé en marché, un superbe obélisque remplaçait la statue de Louis XV, une immense colonne se dressait sur la place Vendôme, et bientôt à l'Etoile devait s'élever un arc de triomphe, dont la masse immortaliserait les victoires et les généraux de l'Empire. On construisait de nouveaux quais, on jetait de nouveaux ponts, on perçait de grands boulevards, pour les baptiser de grands noms. Partout surgissaient de nouveaux palais pour des princes tout neufs.

Au milieu de ces splendeurs, de Rivaz se sentait déchu. Il vivait peu ; il vivait mal. Logé à trente-six livres par mois dans un garni misérable, il avait le souci perpétuel et lancinant de toucher sa petite pension, afin d'éteindre ses petites dettes, que d'immondes usuriers s'entendaient à rendre inextinguibles. Le reste de son temps était vide, aussi dénué que sa bourse. Il le tuait avec économie. Il s'offrait tous les plaisirs gratuits de la flânerie parisienne, les promenades au petit pas dans les jardins publics, la visite de tous les chan-

## *SPLENDEURS ET MISERE*

tiers de construction, l'attente de tous les défilés, les mille accidents de la rue, les attroupements, les engueulades, les fanfares.

Ses sorties errantes le menaient souvent vers le vieux Paris de son enfance, un Paris étroit, tortueux, provincial, mais pour lui plein de chers souvenirs. Ce Paris-là n'avait pas changé. Il l'aimait ainsi. Il y retrouvait à chaque pas des tendresses perdues, qui rendaient sa solitude moins pesante. Et quand il passait, rue de Bretagne, devant la bonne maison où sa mère était morte en le chérissant, il ne pouvait retenir ses larmes. Mais comme la vertu, les larmes étaient d'un autre âge. Les cœurs, à présent carnassiers, ne vibraient plus que pour la gloire et les grands profits.

Dès l'entrée de l'hiver, la peur du froid le rendait parasite. Un instinct le poussait vers ces cafés étouffants, que fréquentaient ses anciens collègues, généraux ou magistrats, tout heureux d'oublier un moment, dans la fumée des pipes, les contraintes de leurs trop hautes situations. Beaucoup se réunissaient au café Valois, où ils jouaient aux échecs des après-midi, des soirées entières. De Rivaz y allait tous les jours. Il restait des heures à suivre les péripéties des petits

## DE RIVAZ

combats acharnés et savants qui se livraient à chaque table. De toutes ces têtes agressives penchées les unes contre les autres, aucune ne se tournait de son côté, bien qu'il en eût naguère sauvé plusieurs. Et il se sentait là plus seul au monde que partout ailleurs. Mais enfin, il avait chaud ; la brume et le gel se plaquaient aux vitres, et le temps passait.

N'ayant personne à qui parler, il se réfugiait dans la compagnie des livres. Les livres sont les meilleurs compagnons du monde. On les prend, on les quitte à volonté ; on peut les contredire sans réplique ; et de Rivaz ne se gênait pas pour les critiquer. C'est aux contemporains surtout qu'il en voulait. Il leur reprochait « d'accabler le public d'un fatras de choses médiocres, dont les meilleures ne méritent pas d'être lues ». Les tragédies du jour ne valaient rien ; les nouveaux romans ne valaient rien ; l'éloquence de la chaire était plus pitoyable encore. « Le genre épistolaire est le seul qui ait gagné, écrivait-il. Je vais souvent au Palais pour me distraire : les fréquentes demandes en divorce qui s'y plaident donnent lieu à la lecture de correspondances des deux sexes, qui vous étonneraient par leur pureté, leur facilité et leur élégance. »

## *SPLENDEURS ET MISERE*

Il était moins sévère à l'égard des classiques. Morts depuis des siècles, ces grands esprits ne lui portaient point ombrage. Il les appelait quelquefois à son chevet, pendant ses nuits d'insomnie, et se récitait, quatre, cinq, jusqu'à six mille vers de Racine et de Boileau.

Il méditait un grand ouvrage d'économie politique. Voici douze ans qu'il en étudiait la matière. Et il venait d'en rédiger le premier chapitre, le seul qui vit le jour. Il ne l'avait écrit que pour réfuter les théories malsaines d'Adam Smith et des économistes anglais, qu'il jugeait dénués de bon sens et de bonne foi ; et il usait, pour les confondre, d'arguments décisifs, auxquels personne encore n'avait songé.

Il écrivait à ses frères et à Carlin des lettres interminables. Ayant du temps à perdre, il faisait tout longuement. Il s'occupa une année entière à solliciter un brevet d'invention pour les moteurs d'Isaac. Sans faire grâce d'un seul détail, il lui conta la multiplicité de ses démarches, comment il dépista des adversaires invisibles, comment il lassait, à force de patience, la patience hostile des bureaucrates, sa joie quand le brevet fut enfin délivré : « Cela m'a causé une telle émotion,

## DE RIVAZ

disait-il, que je n'en ai pas fermé l'œil de la nuit. »

A Carlin, il donnait des leçons d'économie appliquée. Pourquoi le Valais, riche de ses minerais, de ses bois, de ses vins, ne s'ouvrait-il pas largement aux échanges ? C'était le devoir de chacun de concourir à la prospérité de tous ! Mais les Valaisans se moquaient bien de leur devoir. Ils savaient trop où cela menait. Ils savaient de Rivaz chaud partisan de leur annexion, et lui pardonnaient d'autant moins, qu'on la sentait venir.

## IV

### LES DEUX EMMANUEL

(1810-1814)

En 1810, par ordre de l'Empereur, une délégation valaisanne dut se rendre à Paris. Carlin la conduisait. Tombée dans la capitale du vorace empire, avec la mission délicate de sauver une indépendance condamnée, elle se sentait bien rustique et bien chétive. De Rivaz pouvait la guider de ses conseils. On n'en voulut pas. Les députés, Carlin même, qui lui témoignait l'amitié la plus tendre, le tinrent à l'écart de tous les pourparlers. L'annexion, qu'il avait tant désirée, se fit sans lui.



## DE RIVAZ

Il s'en réjouissait pourtant. La famille de Courten ne règnerait plus; les Valaisans ne seraient plus ses esclaves ! « Nous sommes, il est vrai, devenus les sujets de l'Empereur, écrivait-il; mais la sujétion s'ennoblit par la grandeur du maître. »

Nommé député du Simplon au Corps législatif, Carlin passa désormais le plus clair de son temps à Paris<sup>1</sup>. Les deux cousins se chérissaient comme des frères. Ils logeaient, rue Notre-Dame des Victoires, dans un hôtel garni. Mais, tandis que Pierre-Emmanuel, qui n'était pas riche, occupait sous le toit la dernière mansarde, Charles-Emmanuel ne montait pas plus haut que le premier; il avait chambre, antichambre, des parquets, de belles glaces, un bon lit et des « lieux à l'anglaise », le tout pour six louis. Dans leurs sorties quotidiennes, Pierre-Emmanuel lui servait gentiment de cicerone; Charles-Emmanuel jouait au Mécène, très magnifiquement; et d'abord, d'un beau geste, il mit en fuite les usuriers de Pierre-Emmanuel. Charles-Emmanuel, il le fallait bien, se fit couper un bel habit, justaucorps de couleur

<sup>1</sup> Sa belle carrière politique est connue; il n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage de la retracer.

## LES DEUX EMMANUEL

à boutons d'acier, avec de « fausses dentelles », gilet de piqué blanc, culotte de soie noire, chapeau crêté de plumes; et il s'affligeait qu'on vît toujours à son côté, noire, luisante, élimée, la redingote de Pierre-Emmanuel. Pauvre Pierre-Emmanuel ! Que lui importait d'avoir un habit neuf ? Plus misanthrope que jamais, il ne voulait se montrer à personne, rien changer à ses habitudes; et il s'obstinait dans la fréquentation des petits cafés, des restaurants à vingt sols, pendant que Charles-Emmanuel, chevalier de l'Empire, promenait dans les salons, les dîners d'altesses, à la cour, ses larges pieds vernis. Une folie montante le possédait<sup>1</sup>. « L'ambition paie bien ses gens, disait Montaigne, de les tenir en montre, comme la statue d'un marché. »

<sup>1</sup> Toute la société parisienne était alors prise de cette folie. Pour n'en citer qu'un exemple, Cambacérès, le superbe archichancelier de Napoléon, qui, vingt ans plus tôt, allant quérir Louis XVI à la prison du Temple, lui annonçait sans façon : « Louis Capet, je viens... », disait maintenant à ses intimes : « En public, appelez-moi *Votre Altesse*; entre nous, *Monseigneur* suffit ».

Loin de ces grandeurs, Mme de Rivaz, écrivant à son mari, lui faisait ce reproche attristé et charmant : « Je n'ai pas comme toi la ressource de penser à mes beaux habits; je ne vais point chez les grands; ainsi, je suis livrée seule à mes tristes réflexions et à mes embarras, dont je vois que tu ne te soucies guère : le faste t'éblouit. A ton tour, tu seras réveillé peut-être bien tristement, n'ayant gagné qu'un peu d'encens... dont l'odeur sera dissipée; et il ne te restera que le regret de te remettre à la charrue de tes affaires... »

## DE RIVAZ

La statue, hélas ! tremblait déjà sur son socle. Les désastres de Russie, puis la défaite de Leipzig l'avaient ébranlée. Tout semblait calme encore. Mais la prudence a l'ouïe fine. Le canon tonnant au loin, les deux Emmanuel se concertèrent. L'un proposait la fuite : fuir, se cacher, disparaître, aller vivre inconnus au fond de quelque ancien département : voilà ce qu'il proposait. Où ? il ne savait pas au juste. Mais il allongeait les distances et multipliait les étapes. L'autre, plus pratique, abdiquant plumes et dentelles, parquets, miroirs et lieux à l'anglaise, se réfugia, rue Bonaparte, dans une pension « bourgeoise », bien discrète et bien close. Une affreuse nouvelle force les verrous : les Alliés ont envahi le Simplon ! Des cosaques en Valais ! Des cosaques sur le Rhin ! Des cosaques en Champagne, et bientôt à Paris ! « Plus moyen d'échapper » : ils tiennent toutes les routes. Et malheur à qui les aperçoit<sup>1</sup> ! Le 30 mars, du matin à la nuit, la canonnade vibre aux fenêtres. Le 31, ils entrent par le Faubourg

<sup>1</sup> La terreur qu'inspiraient les cosaques était générale à Paris, et surtout parmi les personnages officiels ; beaucoup de députés avaient fui la capitale. « L'appréhension du danger causa plus de trouble et d'effroi que le danger même, écrit Houssaye... Depuis deux mois, le pillage, le viol, le massacre, l'incendie, tous les forfaits, toutes les épouvantes, hantaient et troublaient les esprits. »

## LES DEUX EMMANUEL

Montmartre et défilent pendant des heures. M. le Chevalier ne sort pas, « craignant la cohue », nous dit-il. Mais le lendemain, il est bien obligé de courir à la banque retirer son argent. Il revient par le Louvre, cachant mille écus serrés sur son cœur. Dans la cour, des cosaques, par groupes, flânent autour des faisceaux. Un bourgeois passe. Ils le regardent passer.

Le général de Rivaz n'avait pas quitté sa mansarde. Il enfantait, dans un grand travail, les pages utiles d'un mémoire sur Napoléon, ou plutôt contre Bonaparte, cet « usurpateur sans naissance et sans aveu<sup>1</sup> ». Dame ! N'a-ton pas vu la foule arborer des cocardes blanches ?

Le 3 mai, Louis XVIII fit dans Paris son entrée bonasse, et ne roгна qu'un peu la pension de l'ancien patriote<sup>2</sup>. Mais Charles-Emmanuel n'était plus député. Il avait quitté la rue « ci-devant

<sup>1</sup> « Coup d'œil militaire et politique sur Bonaparte, écrit à l'époque du 31 mars 1814 », 57 pages d'une écriture fine et serrée.

<sup>2</sup> Le ministère invoquait même contre lui l'article 26 du traité de paix : « A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1814 le gouvernement français cesse d'être chargé de toute pension civile, militaire et ecclésiastique, solde de retraite et traitement de réforme à tout individu qui se trouve n'être plus sujet français ». Heureusement pour de Rivaz, Saint-Gingolph, son lieu d'origine, se trouvait à cheval sur la frontière : la nationalité française lui fut reconnue.

## DE RIVAZ

Bonaparte », pour s'établir rue Dauphine. Sa femme le suppliait de revenir. Il donnait mille raisons et ne bougeait pas. A la vérité, il craignait une revanche des Haut-Valaisans <sup>1</sup>. Quand il fut assuré que le Valais formerait un canton suisse et qu'on n'y verrait plus ni « seigneurs supérieurs » ni sujets, alors seulement il se mit en route vers sa petite patrie. Il reparut au moment même où elle avait besoin de lui. Conseiller d'Etat, deux fois Grand Baillif, député à la Diète fédérale, nommé comte par le roi de Sardaigne, heureux, serviable à tous, riche et bon, il remerciait la Providence, qui l'avait si bien distingué, placé toujours en vue et toujours comblé.

<sup>1</sup> Voyez ses « Souvenirs de Paris », tome II, p. 226-230.

## V

### LA MORT LENTE A VENIR

(1815-1833)

Demeuré seul à Paris, Pierre-Emmanuel n'en pouvait dire autant. Lui n'était pas heureux. Il ne l'avait jamais été. Et c'est à la Nature qu'il imputait son malheur. Elle ne lui avait fait que de mauvais dons : un cœur trop sensible, un esprit trop lucide, une conscience trop pure, un trop haut idéal. Avec ces qualités, on ne peut réussir parmi les hommes.

Anne-Joseph vint le voir en 1817. Il le trouva plus haut perché que jamais, jugeant de sa mansarde à leur juste grandeur les gloires civiles et

militaires. Le voyant si bien détaché du monde, il tenta un ultime effort pour le convertir. Mais les deux frères ne pouvaient se comprendre; ils ne parlaient pas le même langage. L'un, en bon chanoine qu'il était à présent, brandissait le bon Dieu, insistait sur les articles de foi, hors lesquels il n'est point de salut. L'autre opposait les mots vagues d'Etre suprême et de Vertu. Patriote de Quatre-vingt-treize, il demeurerait fidèle aux principes.

Cette visite fut la dernière. Il ne devait plus revoir ni Anne-Joseph, ni Carlin, qui, en fin de compte, avaient été ses seuls amis.

Chaque année le retranchait un peu plus des vivants. Dur d'oreille, il avait peine à soutenir une conversation. Il restait des mois sans parler à qui que ce fût, et ceux auxquels il était obligé de s'adresser répondaient par gestes ou ne répondaient pas. Dans la rue, les passants le bousculaient en silence. Redoutant d'ailleurs l'humide et le froid, de tout l'hiver il ne sortait plus, et personne ne montait jusqu'à lui, que des usuriers sordides accrochés à sa misère.

Plus encore que dans le passé, Paris attirait les Valaisans, les jeunes surtout, pour leurs études ou le service du roi. Charles-Louis, le fils de Carlin,

## LA MORT LENTE

était lieutenant au second régiment suisse de la Garde. De Rivaz voulut l'inviter avec quelques amis, l'abbé Blanc, les Odet, les de Bons. Il eût été si heureux de se retremper dans l'air du « vieux pays » ! Mais ces jeunes, dont les pères avaient fait la révolution et s'étaient élevés par elle, « ultra-royalistes » et ultramontains, portaient jusque dans leur âme le collet noir ou l'habit rouge. Les propos, la fréquentation même d'un ancien sans-culotte n'étaient pas de leur goût. De Rivaz s'en aperçut et « battit en retraite ».

Carlin, « l'idole de son cœur », depuis qu'il était Grand Baillif, ne le comprenait plus. Il cessa de lui écrire. Avec Anne-Joseph, il n'échangeait des lettres que de loin en loin, une en 1821, une en 1829, la dernière en 1832 ; et ce n'étaient que plaintes sur son isolement, sa misère, « un recueil complet d'infirmités ». Ses livres, les bons compagnons de sa vie, n'étaient plus de bonne compagnie. « Je ne peux plus lire un quart d'heure à la suite, gémissait-il, et l'ennui me détruit plus encore que mon grand âge. » Il s'occupait toujours d'économie politique, mais ses idées devenaient de plus en plus vagues.

La révolution de 1830, avec ses barricades, ses



## DE RIVAZ

combats de rue, fit grand bruit sous sa fenêtre. Il ne l'entendit pas. D'ailleurs il ne croyait plus aux révolutions. Il les redoutait à présent. Et en effet, Louis-Philippe, comme le Directoire, comme Napoléon, comme Louis XVIII, s'empressa de rogner encore sa pension. Dernier cadeau de la terrible faction d'Orléans.

Cette injustice ne put arracher à sa plume fatiguée qu'une brève protestation. Ses forces tombaient. En 1832, il fut pris de somnolence. Il ne pouvait marcher qu'appuyé à un bras et n'avait personne à qui s'appuyer. Il passa tout seul un long hiver dans son grenier sans feu, et mourut, dit-on, le 24 janvier 1833, dans la quatre-vingt-huitième année de son âge. Comme il ne laissait que des dettes et les souvenirs d'un temps qu'on n'aimait plus, personne ne s'en inquiéta. Pas un document, pas une lettre qui fasse allusion à sa mort. En fait, il y avait quarante années qu'il n'existait plus.

## **SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE**



# SOURCES

## I<sup>o</sup> ARCHIVES <sup>1</sup>

### PARIS, ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE

Elles se divisent en deux sections : les Archives historiques et les Archives administratives.

#### 1. Archives historiques antérieures à 1789

Déposées aux Archives Nationales, elles forment l'imposante série GUERRE A<sup>1</sup>, Correspondances militaires.

Pour la guerre de Sept ans (1758-1762) et pour les dernières années du régiment de Courten (1763-1788), j'ai consulté :

les cartons et registres No 3412 et suivants ;

les *Mémoires ou extraits de la correspondance de la cour et des généraux* (historique des guerres, fait par le lieutenant-général de Vault).

#### 2. Archives administratives antérieures à 1792

au ministère de la Guerre.

Pour le régiment de Courten et ses officiers, j'ai consulté :

les registres Nos 26 à 29 (Etat du régiment à la nouvelle formation du 16 septembre 1763 — Etats de service des officiers — Rôle des officiers) ;

#### LA SERIE Xg :

cartons Nos 1 à 26 (Pièces diverses, 1760-1790) ;

cartons Nos 56 à 84 (Dossiers individuels, par ordre alphabétique) ;

carton No 92 (Régiment de Courten).

#### 3. Archives historiques postérieures à 1789

au ministère de la Guerre.

Les correspondances de chaque armée sont classées par ordre chronologique.

<sup>1</sup> Je n'ai cité ici que les sources directement utiles à la biographie du général de Rivaz. Je me suis servi en outre de nombreux documents, trouvés au cours d'autres recherches, et qui, sans rapport immédiat avec le sujet, m'ont permis de préciser ou de mieux éclairer certains faits historiques.

**SERIE B<sup>3</sup>** (Subdivision du Sud-Est) :

- carton No 2 (Armée du Midi, 1792, conquête de la Savoie et de Nice);
- cartons Nos 3 à 48 (Armées des Alpes et d'Italie, campagnes de 1793 et 1794);
- carton du Siège de Lyon, 1793.

**MEMOIRES HISTORIQUES :**

- No 394, *Mémoire, par le général Saint-Rémy, chef d'état-major de l'armée des Alpes* (Historique de la campagne de 1792 dans le Midi et les Alpes, et projets de défensive et d'offensive pour la campagne de 1793), 70 pages.
- No 397, *Mémoire historique de la campagne de 1793 par les armées des Alpes et d'Italie, commandées par le général d'armée Kellermann*, par le même), 89 pages.
- No 393, *Précis historique du siège de Lyon en 1793*, par le général de Rivaz (Copie).
- No 392, *Mémoire historique et militaire sur la place de Lyon*, par A. Robardey, avec une carte. 84 pages (pages 51 à 79 : Siège de Lyon en 1793).

**4. Archives administratives postérieures à 1789**

au ministère de la Guerre.

Le dossier personnel du général de Rivaz.

Les dossiers personnels d'une trentaine d'officiers généraux avec lesquels il fut en rapports, particulièrement : Couston, Dubois-Crancé, Dumouriez, Dumuy, Kellermann, Choderlos de Laclos, Montesquiou, de Nucé, Petit-Guillaume, Saint-Rémy, Santerre, le comte de Valence.

**5. Reconnaissances, plans et projets**

importante série, au ministère de la Guerre.

Cartons Nos 1407 à 1410 (nombreux mémoires relatifs aux visées sur le Valais et à la route du Simplon).

**PARIS, ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES**

Les correspondances diplomatiques sont classées par pays, chronologiquement; les Mémoires et documents forment des séries à part.

VALAIS, volumes 1 à 13 (1762-1810), et plus spécialement des volumes : 1, 2 (1762-1792); 5 (1797-1798); 9, 12 et 13 (1810).

SUISSE, volumes : 386 (1774); 394 (1777); 424 à 431 (1792); 463 à 465 (1797-1798); 494 à 496 (1813-1814).

SUISSE, MEMOIRES ET DOCUMENTS, volumes : 2, 4 et 11<sup>B</sup> (Régiments suisses, capitulations, etc.); volume 39 (Invasion française en Suisse, 1798, etc.).

FRANCE, MEMOIRES ET DOCUMENTS, volume 1965 (Révolution du Valais, 1798, etc.).

ANGLETERRE, volumes 531, 588 et 589 (pour les projets de descente, 1778-1780).

ESPAGNE, volumes 594 à 596 (idem).

ETATS-UNIS, SUPPLEMENTS, volume 1 (idem).

### PARIS, ARCHIVES NATIONALES

SERIE AF II, Conseil exécutif provisoire, Convention et Comité de Salut public, 1792-an IV :

cartons Nos 63 et 64 (pour la Savoie et la Suisse);

cartons Nos 183, 184, 195 (pour Lyon, 1793);

cartons Nos 250 et 252 (pour l'armée des Alpes, 1793);

cartons Nos 253 et 254 (pour les armées du Midi et d'Italie, 1793);

carton No 281 (Mémoires de Kellermann).

SERIE AF III, Directoire, an IV-an VIII) :

carton No 21 b (Mémoires adressés à Merlin);

carton No 44 (Conspiration du 18 Fructidor);

cartons Nos 81 à 86 (Relations extérieures, Suisse, très importants pour l'invasion française en Suisse et en Valais, 1798);

carton No 161 (Guerre, officiers généraux).

SERIE AF IV, Consulat et Empire, an VIII-1815 :

carton No 1701 (pour la réunion du Valais à la France, 1810).

SERIE F<sup>1</sup> Administration générale, pays étrangers :

carton No 205 (pour les relations avec le Valais, 1792, et les Conférences de Paris qui aboutirent à la réunion du Valais à la France, 1810).

SERIE F<sup>7</sup>, Police générale :

cartons ou liasses

Nos 3190, 3195 à 3197, 3217 et 3272 (pour le Midi en 1792, en particulier pour Avignon : massacre de la Glacière, etc., et le département du Var);

No 3352 (Lyon en 1793, sur Précý);

Nos 3116 <sup>5 à 7</sup> (Paris sous la Terreur);  
No 3690 <sup>1</sup> (Département du Simplon, 1810-1814; une partie  
des documents de ce carton sont les mêmes que ceux du  
F<sup>1</sup>e 205).

## PARIS, ARCHIVES DU MINISTÈRE DE LA MARINE

Les séries de documents antérieurs à 1789, sont déposées aux  
Archives Nationales.

Pour le projet de descente en Angleterre, 1778-1780 :

### SERIE B <sup>4</sup>

registre No 159 (Correspondances);  
registre No 297 (Mémoires et projets).

## PARIS, BIBLIOTHÈQUE NATIONALE <sup>1</sup>

### MANUSCRITS, FONDS FRANCAIS :

No 6877 (Correspondance de Malesherbes, sur la guerre des  
Farines, 1775);  
No 14864 (Fontanieu, Papiers relatifs à l'armée);  
Nos K 7511 et 7512 (Papiers Castries);  
Nos K 1888 et 3375 (Papiers de Broglie).

## SION, ARCHIVES CANTONALES DU VALAIS

### FONDS DE RIVAZ :

cartons Nos 19 à 22 (Correspondances du général de Rivaz, de  
son frère Anne-Joseph, le chanoine, de son frère François-  
Isaac, l'inventeur, et de sa sœur Marguerite);  
cartons Nos 45 et 46 (Correspondance du Grand Baillif Char-  
les-Emmanuel de Rivaz et de son épouse Marie-Catherine-  
Julie de Nucé);  
carton No 34 (*Coup d'œil militaire et politique sur Bonaparte,*  
*écrit à l'époque du 31 mars 1814*, par le général de Rivaz);  
carton No 35 (Pièces diverses relatives au général de Rivaz :  
mémoires et suppliques, très importants pour l'affaire des  
compagnies, 1774-1784; lettres relatives à son activité pen-  
dant la Révolution française).

<sup>1</sup> A peine avais-je commencé mes recherches à la Bibliothèque  
Nationale et à celle de l'Arsenal, quand la guerre a interrompu mon  
travail. Je n'ai donc pas pu explorer les très nombreux documents  
relatifs à la Révolution, que possède la Bibliothèque Nationale.

- volumes Nos 80 et 81 : Ch.-Em. de Rivaz, *Mes souvenirs de Paris*, 1810-1814, 2 vol. in 4o manuscrits;  
 volume No 85 : *Notice sur la vie du général Emmanuel de Rivaz, écrite par lui-même en 1810*, 1 vol. in 4o, 130 pages, manuscrit.  
 volume No 103 : *Précis historique du siège de Lyon en 1793*, écrit par le général de Rivaz, 1 vol. in 4o, 41 pages, manuscrit.

#### FONDS DE COURTEN :

Journal de vie et Carnet de route du capitaine Louis-Régis de Courten.

#### PROTOCOLES DES DIETES VALAISANNES :

Diètes de 1722, et de 1739 à 1797, dans les originaux allemands, et dans les « Analyses et traductions » par A. de Courten, 1871 (ces dernières très incomplètes).

#### ARCHIVES BOURGEOISIALES DE SION :

tiroirs Nos 54 et 55 (Traités d'alliance et correspondances diplomatiques avec la France, la Savoie et les Confédérés);  
 tiroir No 74 (Capitulations militaires);  
 tiroirs Nos 204 et 205 (Protocoles de Diètes, et pièces annexes).

## II<sup>o</sup> IMPRIMÉS <sup>1</sup>

### PÉRIODE ANTÉRIEURE A LA RÉVOLUTION

- BERNIS, *Mémoires et lettres*, p. p. F. Masson (Paris 1878, 2 vol. in 8o).  
 CHOISEUL, *Mémoires*, par Soulavie (Paris, 1790, 2 vol. in 8o).  
 SAINT-GERMAIN (Comte de), *Correspondance avec Pâris-Duverney* (Londres, 1780, in 8o).  
 — *Mémoires* (Amsterdam, 1779, in 8o).  
 MONTBAREY (Prince de), *Mémoires* (Paris, 1826-1827, in 8o).  
 BESENVAL (Baron de), *Mémoires* (Paris, 1805-1806, 4 vol. in 8o).  
 DUMOURIEZ, *Vie privée et politique du général Dumouriez écrite par lui-même* (Hambourg, 1795, 3 vol. in 12). Tome premier.

<sup>1</sup> Ne sont cités ici que les imprimés directement utiles au sujet.



- ANDIGNE (Général d'), *Mémoires*, p. p. Biré (Paris, 1900, 2 vol. 8o). Tome premier (1765-1800).
- DUMAS (Comte Mathieu), *Souvenirs de 1770 à 1836* (Paris, 1839, 3 vol. in 8o). Tome premier.
- SAUJON (Marquis de), *Collection d'ordonnances militaires* (Paris, Bibliothèque du ministère de la Guerre).
- FUNCK-BRENTANO (Fr.), *Inventaire des archives de la Bastille* (Paris, 1892, in 8o).
- RAVAISSON (Fr.), *Les archives de la Bastille* (Paris, 1881, sq.). Tomes XIV et suivants.

### PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

- DUMOURIEZ, *op. cit.* Tomes II et III.
- ANDIGNE, *op. cit.* Tome II.
- DUMAS, *op. cit.* Tome II.
- SCHMIDT, *Tableaux de la Révolution française, Rapports d'agents de police et pièces diverses* (Leipzig, 1867-1871, 4 vol. in 8o).
- AULARD (A.), *La société des Jacobins* (Paris, 1889-1897, 6 vol. in 8o).
- AULARD (A.), *Recueil des actes du Comité de Salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission...* (Paris, 1889-1923, 26 vol. in 8o). Pour le siège de Lyon : Tomes IV, V et VI.
- MAUTOUCHET (P.), *Le gouvernement révolutionnaire* (Paris, 1912, in 8o).
- CARON (P.), *Les papiers des Comités militaires de la Constituante, de la Législative et de la Convention* (Paris, 1912, in 8o).
- CARNOT, *Correspondance générale*, p. p. Charavay et Mautouchet (Paris, 1892-1907, 4 vol. in 8o).
- DELACHENAL (R.), *Un agent politique à l'armée des Alpes. Correspondance de Pierre Chépy avec le ministre des Affaires étrangères* (mai 1793-janvier 1794), (Grenoble, 1894, in 8o).
- KAULECK, *Inventaire des papiers de Barthélemy* (Paris, 1886-1894, 5 vol. in 8o). Tomes I à III : 1792-mars 1794.

## SIÈGE DE LYON

*Première et seconde partie de la réponse de Dubois-Crancé aux inculpations de ses collègues Couthon et Maignet, Pièces justificatives* (S. l. n. d., 2 vol. in 8o) [1793-1794].

*Première partie du rapport sur le siège de Commune-Affranchie, ci-devant Lyon... par le citoyen Couthon* (Paris, s. d.).

MEGE (Fr.), *Correspondance de Couthon* (Paris, 1872, in 8o).

MAIGNET, *Compte-rendu à la Convention nationale de la mission des citoyens Couthon, Châteauneuf-Randon et Maignet...* (Paris, s. d.) [fin 1793].

DOPPET (Général), *Rapport sur le siège de Lyon...* (Carouge, an V).

NOLHAC (J.-B.-M.), *Souvenirs de trois années de la Révolution à Lyon* (Lyon, 1844, in 12).

PRECY (Perrin de), *Siège de Lyon. Sortie des Lyonnais et retraite du général Précý, racontée par lui-même* (Ste-Agathe sur Loire, mars 1794) (Revue du Lyonnais, T. II).

— *Historique de ma retraite dans les montagnes du Forez, après le siège de Lyon...* (Revue du Lyonnais, T. II).

VALLES (Jean), *Réflexions historiques sur quelques chapitres d'un ouvrage de l'abbé Guillon...* (Paris, 1825, in 8o).

SCHAZMANN (P.-E.), *La révolution de 1793 à Lyon, vue par un témoin oculaire, Jean-Salomon Fazy* (avec une claire introduction) (Annales historiques de la Révolution française, mars-avril 1940).

## COUP D'ÉTAT DU 18 FRUCTIDOR

PIERRE (V.), *Le 18 fructidor, documents...* (Paris, 1893, in 8o).

BALLOT (Ch.), *Le coup d'Etat du 18 fructidor, an V, rapports de police et documents divers* (Paris, 1906, in 8o).

# BIBLIOGRAPHIE<sup>1</sup>

## SUR LA FAMILLE DE RIVAZ

COURTEN (Eug. de), *Généalogie et histoire de la famille de Rivaz* (Annales valaisannes, juin 1936, p. 49-57), avec, p. 58, la bibliographie des diverses notices publiées sur Pierre-Joseph, Isaac et Charles-Emmanuel de Rivaz.

TAMINI (Chanoine E.-J.), *Le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, 1751-1836* (Annales val., juin 1936, et tirage à part, Saint-Maurice, 1936, in 80, 62 p.).

CHAPERON (Abbé A.), *Monographie de Saint-Gingolph* (Anancy, 1913, in 80).

## SUR LE VALAIS AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE : DESCRIPTIONS ET VOYAGES :

Très nombreuses relations de voyageurs, dont les plus importantes sont celles des Genevois Saussure et Bourrit, des Anglais Coxe et John Moore, du Français Didier Robert, sans compter le voyage de Goethe (hiver 1779-1780) et la fameuse lettre de Saint-Preux dans la Nouvelle Héloïse. Un aperçu de ces ouvrages est donné par :

BERTRAND (J.-B.), *Le Valais du XVIII<sup>e</sup> siècle décrit et jugé par des étrangers* (dans Almanach du Valais, 1914, p. 25 à 32).

CAMBRY (J.), *Voyage pittoresque en Suisse et en Italie* (Paris, 1790, 2 vol. in 80); bien qu'il n'ait pas poussé plus avant que Martigny, Cambry donne (T. I, p. 109-127) un aperçu très piquant du Bas-Valais et de ses habitants.

<sup>1</sup> Au cours de sa longue existence, acteur ou spectateur, le général de Rivaz a été mêlé aux principaux événements de son siècle. J'ai borné cette biographie, aux questions les plus importantes, ne citant, pour la plupart d'entre elles, que les ouvrages qui m'ont paru essentiels. Ce choix, très limité, est forcément arbitraire.

## **SUR LE VALAIS AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE : HISTOIRE JUSQU'EN 1797 :**

- BOCCARD, *Histoire du Valais* (Genève, 1844, in 8o).  
GRENAT (Chanoine P.-A.), *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815* (Genève, 1904, in 4o).  
FURBER (S.), *Geschichte von Wallis* (Sion, 1850-1852, 3 vol. in 8o).  
GRAVEN (J.), *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan* (Lausanne, 1927, gr. in 8o).  
MORELL (C.), *Unruhen in Unterwallis 1790* (Berne, 1855, in 8o).  
BERTRAND (J.-B.), *L'influence étrangère sur les événements de septembre 1790 dans le Bas-Valais* (Annales valaisannes, septembre 1935).

## **SUR LES ÉTUDES EN FRANCE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE :**

- SICARD (Abbé A.), *Les études classiques avant la Révolution* (Paris, 1887, in 16). Lumineuse étude sur la royauté du latin et les attaques des philosophes contre l'enseignement classique.

## **SUR LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET LE MOUVEMENT DES IDÉES, SECONDE MOITIÉ DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE**

- AUBERTIN (Ch.), *L'esprit public au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1873, in 12).  
*La vie parisienne au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Conférences du musée Carnavalet, Paris, 1928, in 8o).  
MORNET (D.), *La pensée française au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1926, in 16).  
— *Les origines intellectuelles de la Révolution française, 1715-1787* (Paris, 1933, in 8o).  
ROQUAIN, *L'esprit révolutionnaire avant la Révolution* (Paris, 1878, in 8o).  
ROUSTAN (M.), *Les philosophes et la société française au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1911, in 8o).  
DESNOIRESTERRES (G.), *Voltaire et la société française au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1867-1876, 8 vol. in 8o).

- DUCROS (L.), *Les Encyclopédistes* (Paris, 1900, in 80).
- HUBERT (R.), *Les sciences sociales dans l'Encyclopédie* (Paris, 1923, in 80).
- FAY (B.), *La franc-maçonnerie et la révolution intellectuelle au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1935, in 12).
- BRITSCH (A.), *La jeunesse de Philippe-Egalité* (Paris, 1926, in 80).

### SUR L'ARMÉE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE :

- MENTION, *L'armée de l'ancien régime, de Louis XIV à la Révolution* (Paris, s. d.).
- REBOUL (F.), *L'armée* (Coll. *La vie au dix-huitième siècle* (Paris, 1931, in 40).
- BABEAU, *La vie militaire sous l'ancien régime*, Tome II : *Les officiers* (Paris, 1890, in 80).
- BONGRAND (R.), *Les institutions militaires françaises sous l'ancien régime* (Paris, Revue des Sciences politiques, août 1938).
- COLIN (J.), *L'infanterie au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1907, in 80).
- MENTION, *Le comte de Saint-Germain* (Paris, 1884, in 80).
- DURUY (A.), *L'armée royale en 1789* (Paris, 1889, in 12).
- SUSANE (Général), *Histoire de l'infanterie française*, Tome V (Paris, 1876, in 80).
- Famille de Courten, généalogie et services militaires* (Metz, 1885, in 40).
- BURIN DES ROZIERES, *Les capitulations militaires entre la Suisse et la France* (Paris, 1902, in 80).
- ZURLAUBEN, *Code militaire des Suisses* (Paris, 1758-1764, 4 vol. in 80).
- MAY DE ROMAINMOTIER, *Histoire militaire des Suisses dans les différents pays de l'Europe* (Lausanne, 1788, 8 vol. in 80).  
Tomes V et VI : *service de France, jusqu'en 1787*.
- VALLIERE (P. de), *Honneur et fidélité, histoire des Suisses au service étranger* (Nouvelle édition, Lausanne, 1940, in 40).
- BARBEY (F.), *Soldats suisses au service étranger* (Genève, 1908-1919, 8 vol. in 80).

### **SUR LA GUERRE DE SEPT ANS :**

BOURCET (de), *Mémoires historiques sur la guerre de Sept ans, 1757-1762* (Paris, 1792, in 8o).

PAJOL (Général), *Les guerres sous Louis XV*, Tome V (Paris, 1886, in 8o).

### **SUR LA « GUERRE DES FARINES » :**

VOLTAIRE, *Diatrîbe à l'auteur des Ephémérides* (1775).

GOMONT, *La guerre des farines* (Journal des économistes, Tome X, Paris, 1845).

### **SUR LE PROJET DE DESCENTE EN ANGLETERRE, 1779 :**

CHEVALIER (Ed.), *Histoire de la marine française pendant la guerre de l'indépendance américaine* (Paris, 1886, in 8o).

DONIOL, *Histoire de la participation de la France à l'établissement des Etats-Unis* (Paris, 1886, 5 vol. gr. in 4o). Tomes III et IV.

DESBRIERE (E.), *Projets de débarquement aux Iles britanniques* (Paris, 1912, 4 vol. in 8o).

COQUELLE (P.), *Les projets de descente en Angleterre...* (Paris, 1902, in 8o).

### **SUR LE MIRAGE COLONIAL :**

CHINARD (G.), *L'Amérique et le rêve exotique dans la littérature française au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, 1913, in 8o).

### **SUR LES DISCUSSIONS DE TACTIQUE :**

Depuis l'ouverture du débat, en 1725, jusqu'à la Révolution, de Folard à Guibert et à Pirch, une bonne centaine d'ouvrages alimentèrent, tout au long du siècle, cette grande querelle; je ne puis en citer que quelques-uns, ceux qui jalonnèrent la dispute; encore n'ai-je pas pu, à cause des circonstances actuelles, les consulter tous.

FOLARD, *Nouvelles découvertes* (Paris, 1724, in 4o).

— *Histoire de Polybe* (Paris, 1725, 6 vol. in 4o).

- MESNIL-DURAND, *Projet d'un ordre français* (1755-, in 4o).  
 — *Suite du projet d'un ordre français* (1756, in 4o).  
 KERALIO, *Règlement pour l'infanterie* (1757), Traduction des règlements prussiens. -  
 GISORS (Comte de), *La tactique et la discipline selon les nouveaux règlements prussiens* (1759, 2 vol. in 12).  
 FREDERIC II, *Oeuvres : L'art de la guerre* (1760) — *L'esprit de Folard* (1761).  
 MAIZEROT, *Cours de tactique théorique et pratique* (1761, 2 vol. in 8o).  
 — *Traité de tactique...* (1767, 2 vol. in 8o).  
 GUIBERT, *Essai général de tactique* (1770) et *Oeuvres* (Paris, an XII, 5 vol.).  
 MESNIL-DURAND, *Fragments de tactique* (1774).  
 GRIMOARD, *Essai sur les batailles* (1775).  
 PIRCH, *Mémoires* (1782).

Résumés de la question dans :

- HANOTAUX, *Histoire de la Nation française*, Tome VII, premier volume (*Histoire militaire*).  
 REBOUL, *op. cit.*  
 PAJOL, *op. cit.* Tome V.

#### SUR LA PREMIÈRE RÉVOLUTION : (LE RÈGNE DES PHILOSOPHES), 1789-1791

- CHEREST (A.), *La chute de l'ancien régime* (Paris, 1884, 3 vol. in 8o).  
 GAUTHEROT, *L'Assemblée constituante : le philosophisme révolutionnaire en action* (Paris, 1911, in 16).  
 MICHON (G.), *Essai sur l'histoire du parti feuillant, Adrien Duport* (Paris, 1924, in 8o).  
 CARDENAL (L. de), *La province pendant la Révolution. Histoire des clubs jacobins, 1789-1795* (Paris, 1929, in 8o).  
 LENOTRE (G.), *Varennes* (Paris, 1905, in 12).  
 GONCOURT (Ed. et J.), *Histoire de la société française pendant la Révolution* (Nouvelle édition, Paris, 1880, in 16).  
 ISAMBERT (G.), *La vie à Paris pendant une année de la Révolution, 1791-1792* (Paris, 1896, in 12).

### **SUR LES ARMÉES DE LA RÉVOLUTION :**

- MORELL (C.)**, *Die Schweizerregimenter in Frankreich 1789-1792* (St-Gall, 1858, in 8o).
- HARTMANN (Lt-colonel)**, *Les officiers de l'armée royale et la Révolution* (Paris, 1910, in 8o).
- HAUTERIVE (d')**, *L'armée sous la Révolution, 1789-1794* (Paris, 1894, in 8o).
- CANTAL**, *Etudes sur l'armée révolutionnaire* (Paris, 1907, in 8o).
- POISSON (C.)**, *L'armée et la garde nationale* (Paris, 1858-1862, 4 vol. in 8o).
- ROUSSET (C.)**, *Les volontaires, 1791-1794* (Paris, 1870, in 12).
- COLIN (J.)**, *La tactique et la discipline dans les armées de la Révolution* (Paris, 1902, in 8o).
- CHOPPIN (H.)**, *Insurrections militaires en 1790* (Paris, 1903, in 16).
- SAINT-YVES**, *La délation dans l'armée en 1793* (Paris, le Correspondant, 1904).
- WALLON (H.)**, *Les représentants en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II* (Paris, 1889-1890, 5 vol. in 8o).
- IUNG (Th.)**, *L'armée et la Révolution, Dubois-Crancé* (Paris, 1884, 2 vol. in 12).
- Mémoires sur Carnot par son fils* (Paris, 1861-1864, 2 vol. in 8o).
- AMBERT (Général J.)**, *Les généraux de la Révolution, 1792-1804* (Paris, 1892, in 8o).

### **SUR LA GUERRE DE PROPAGANDE, CONQUÊTE DE LA SAVOIE ET DE NICE, 1792 :**

- SOREL (A.)**, *L'Europe et la Révolution française* (Paris, 1885, sq. 8 vol. in 8o).  
Tome II : la chute de la royauté.  
Tome III : la guerre aux rois.
- JOMINI**, *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution* (Paris, 1820-1824, 15 vol. in 8o). Tomes I à IV.
- KREBS et MORIS**, *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution* (Paris, 1891 et 1895, 2 vol. in 8o). Tome I (1792-1793).



BLONDEAU (G.), *La Retraite des troupes sardes de Nice, en septembre 1792* (dans *Nice historique*, Nos de juillet-décembre 1940 et janvier-mars 1941).

**SUR LA SECONDE RÉVOLUTION, LA LUTTE DES FACTIONS,  
LA FACTION D'ORLÉANS, LA TERREUR, 1792-1793 :**

MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur* (Paris, 1866, sq. in 80). Tomes IV à VIII.

MATHIEZ (A.), *La Révolution française* (Paris, 1922-1927, 3 vol. in 16). Tome II : *la Gironde et la Montagne* — Tome III : *la Terreur*.

— *Etudes robespierristes*, Tome II (Paris, 1917, in 80).

— *Robespierre terroriste* (Paris, 1921, in 16).

— *Girondins et Montagnards* (Paris, 1930, in 80).

PEIGNOT (G.), *Précis historique, généalogique et littéraire de la Maison d'Orléans* (Paris, 1830, in 80).

DUCOIN (A.), *Etudes révolutionnaires : Philippe d'Orléans-Egalité* (Paris, 1845, in 80).

MONTJOIE (Galart de), *Histoire de la conjuration de Louis-Philippe d'Orléans surnommé Egalité* (Paris, 1796, 3 vol. in 80, et troisième édition 1834).

GAZEAU DE VAUTIBAUT, *Les d'Orléans au tribunal de l'histoire* (Paris, 1887-1889, 7 vol. in 12).

LAURENTIE, *Histoire des ducs d'Orléans*, Tome IV (Paris, 1832, in 80).

Ces trois derniers ouvrages sont plutôt des pamphlets que des études historiques, mais ils répètent toutes les accusations portées contre Philippe-Egalité par ses adversaires, et auxquelles on croyait assez communément, à l'époque où le général de Rivaz redoutait les vengeances de la faction d'Orléans.

CRETINEAU-JOLY (J.), *Histoire de Louis-Philippe d'Orléans et de l'Orléanisme* (Paris, 1862-1863, 2 vol. in 80).

DARD, *Choderlos de Laclos* (Paris, 1905, in 16).

LENOTRE (G.), *Pache* (dans *Vieilles maisons, vieux papiers*), 1<sup>re</sup> série (Paris, 1907, in 80).

WALLON (H.), *La Révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1793* (Paris, 1886, 2 vol. in 80).

PELTIER (J.), *Dernier tableau de Paris* (Londres, 1794, in 80).

### SUR LE SIÈGE DE LYON :

- [BERAUD (P.-E.)], *Histoire du siège de Lyon* (Lausanne, 1795, in 8o).  
[GUILLON DE MONTLEON], *Histoire du siège de Lyon* (Paris et Lyon, 1797, 2 tomes en 1 vol. in 8o).  
KREBS et MORIS, *op. cit.* Tome I, 2me partie, Chapitres II et IV.  
RIFFATERRE (C.), *Le mouvement antijacobin et antiparisien à Lyon et dans le Rhône-et-Loire en 1793, 29 mai-15 août* (Lyon, 1912 et 1928, 2 vol. in 8o).  
GALLEY (J.-B.), *Saint-Etienne et son district pendant la Révolution*, Tome premier (Saint-Etienne, 1904, in 8o).  
MEGE (Fr.), *Le Puy-de-Dôme en 1793 et le proconsulat de Couthon* (Clermont, 1877, in 8o).  
COSTA DE BEAUREGARD, *Le roman d'un royaliste sous la Révolution, Souvenirs du comte de Virieu* (Paris, 1892, in 8o).  
PERRIN DU LAC (R.), *Le général comte Précý* (s. d. gr. in 8o).  
BOTIDOUX, *Esquisse de la carrière militaire de Kellermann, duc de Valmy* (Paris, 1817, in 8o).  
JUNG, ouvrage cité.  
WALLON, ouvrages cités.

### DU 9 THERMIDOR AN II AU 18 FRUCTIDOR AN V, LA CRISE MONÉTAIRE ET LE « COMLOT » ROYALISTE :

- MARION (M.), *Histoire financière de la France depuis 1715*, Tomes III et IV (Paris, 1919 et 1925, in 8o).  
MATHIEZ (A.), *La réaction thermidorienne* (Paris, 1929, in 8o).  
LEFEBVRE (G.), *Les thermidoriens* (Paris, 1937, in 16).  
CONCOURT (Ed. et J.), *Histoire de la société française pendant le Directoire* (Paris, 1855, in 8o).  
IVERNOIS (Francis d'), *Tableau de l'an 1797 et de la révolution du 4 septembre* (s. l. 1798, in 8o).  
MEYNIER (A.), *Les coups d'Etat du Directoire*, Tome I : *Le dix-huit fructidor an V* (Paris, 1928, in 8o).

### SUR L'INVASION FRANÇAISE EN SUISSE, ET LE VALAIS DE 1798 A 1809 :

Il existe un très grand nombre d'ouvrages sur ces questions ; je me borne à en citer quelques-uns qui donnent une excellente vue d'ensemble :

- GUYOT (R.), *Le Directoire et la paix de l'Europe* (Paris, 1911, in 80). Chap. XIV et XVI.
- DUNANT (E.), *Les relations diplomatiques de la France et de la République helvétique, 1798-1803* (Bâle, 1901, in 80). Introduction et documents.
- IMESCH (D.), *Die Kämpfe der Walliser gegen die Franzosen in den Jahren 1798 & 1799* (Sion, 1899, in 80).
- GRENAT, *Histoire moderne du Valais*, déjà cité.
- BARBEY (F.), *La route du Simplon* (Genève, 1906, in fol.).
- BLANCHARD (M.), *Les routes des Alpes occidentales à l'époque napoléonienne* (Grenoble, 1920, in 80).

#### **SUR L'ADMINISTRATION FRANÇAISE EN RHÉNANIE :**

- RAMBAUD, *Les Français sur le Rhin, 1792-1804* (4me éd., Paris, 1891, in 80).

#### **PARIS, SOUS L'EMPIRE :**

- BROC (Vicomte de), *La vie en France sous le premier Empire* (Paris, in 80).
- LANZAC DE LABORIE (L. de), *Paris sous Napoléon* (Paris, 8 vol. in 80).
- Tome II : Administration. Grands travaux.
- Tome III : La Cour et la Ville.

#### **SUR L'ANNEXION DU VALAIS ET LE DÉPARTEMENT DU SIMPLON :**

- BARBEY (F.), *La route du Simplon*, déjà cité.
- GRENAT, *op. cit.*
- SADRAIN (Marie), *La réunion du Valais à la France, 1810* (Bourges, 1936, in 16).
- COURTEN (Eug. de), *Les conférences franco-valaisannes de Paris en 1810* (dans Annales valaisannes, septembre 1937-décembre 1938).
- BARBEY (F.), *Les pierres parlent* (Lausanne, 1941, in 80): « Le Valaisan Rivaz à Paris en 1811 et 1813 », p. 157-206.
- HOUSSAYE, 1814 (Paris, 1888, in 16).

## TABLE DES GRAVURES

### *Couverture :*

Tambour et fusiliers du régiment valaisan de  
Courten, 1764 . . . . .

### *Bandeaux :*

	Pages
I. Six temps de l'exercice . . . . . d'après une gravure de la Bibl. Nationale, Berne	7
II. Soldats du régiment de Courten . . . . . d'après une gravure de la Bibl. Nationale, Berne	11
III. L'exercice à la prussienne . . . . . d'après les gravures du temps	33
IV. Mutinerie au camp de la Brague, près d'Antibes	181
V. Un bourgeois passe . . . . .	239

### *Planches hors-texte :*

I. Grenadier du régiment valaisan de Courten, Ordonnance de 1779 . . . . .	Frontispice
II. Brigue . . . . . gravure de Lory, 1811	36
III. Une figure de l'exercice. . . . . d'après Puységur, l'Art de la Guerre (Bibliothèque de l'Etat-Major, Berne)	64
IV. Officier et soldat du régiment de Courten, 1779	96
V. Feuille de congé militaire . . . . . Bibliothèque Nationale, Berne	112
VI. La Bastille en 1789 . . . . . gravure de Sergent	132
VII. Le camp des régiments suisses au Champ de Mars, 12 juillet 1789 . . . . .	176
Bibliothèque Nationale, Berne	
VIII. Antibes à la fin du XVIII <sup>e</sup> siècle . . . . .	192
IX. Garde national de 1792 . . . . . d'après une gravure du temps	208

X. Plan du siège de Lyon en 1793 .  
d'après l'ouvrage de Guillon de Montléon, 1797  
(Bibliothèque cantonale, Lausanne)

Pages  
286

*Cul de lampe :*

Enseigne du régiment de Courten, 1763 . . . 286







## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Introduction</i> . . . . .	11
Petite histoire de mes recherches dans les Archives de Paris et du Valais.	
<b>PREMIERE PARTIE</b>	
I. <i>Origines</i> . . . . .	33
II. <i>Sans patrie</i> (1745-1761) . . . . .	38
Glis — Saint-Gingolph — Paris — Les études — Plaisirs de société dans le Bas-Valais.	
III. <i>L'Habit rouge</i> (1762-1772) . . . . .	55
Au régiment — Le siège de Cassel — L'exercice à la prussienne — Plaisirs de garnison — Recrutement en Valais — Les œuvres de M. de Voltaire — Mort de M. de Rivaz.	
IV. <i>Anne-Joseph et ses frères</i> (1772-1774) . . . . .	77
Caractère des de Rivaz — Succession du père — Les Martyrs d'Agaune.	
V. <i>Hauts et Bas</i> (1772-1774) . . . . .	85
La querelle des compagnies — Duel — Première décision — « Je veux trancher du Seigneur ! »	
VI. <i>Le Roman d'un jeune officier pauvre</i> (1774-1775) . . . . .	95
« Soldat du Saint-Père » — Dulcinée — Carnaval à Saint-Maurice — Un rival — Le Dr. Tissot — La guerre des Farines — Rupture — Misanthropie.	
VII. <i>Le Roman</i> (suite et fin) (1775-1777) . . . . .	116
Les réformes de Saint-Germain — Nouveau rival — La promesse — Maladie — Mort d'Amour.	
VIII. <i>L'Hirondelle</i> (1777-1779) . . . . .	124
Diète sur Diète — La septième décision.	
IX. <i>La Descente en Angleterre</i> (1778-1780) . . . . .	129
Le comte de Paradès — En Valais — A Paris — Guerre contre l'Angleterre — Préparatifs de descente — Descente et compagnie ? — L'échec — La Bastille — La manœuvre du colonel — La lettre du comte d'Affry — Huitième et neuvième décisions.	



## TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Pages
X. <i>La Vacherie de M. de Bachmann</i> (1780-1784) . . . . .	135
Querelle de princes — A Paris — Amours peints — La onzième décision.	
XI. <i>Enfer</i> (1784) . . . . .	149
Bouc émissaire — Les reproches d'Isaac.	
XII. <i>Mirages : La plume et l'épée</i> (1784-1785) . . . . .	154
Querelle de tactique — Menaces perdues — La litté- rature.	
XIII. <i>Mirages : Le Mirage colonial</i> (1785-1786) . . . . .	159
Le « Massacre » — Mort de Paradès — Les fortunes lointaines — Rêve et réalité.	
XIV. <i>Mirages : La loterie</i> (1786-1788). . . . .	165
Le hasard dompté — La Société des Sept et la Société des Douze — « Frivolité des tirages ».	
XV. <i>Le règne des philosophes</i> (1789-1791) . . . . .	169
La Révolution — Premières émeutes — Le 14 juillet — Comment on devient révolutionnaire — Le serment de Cambrai.	

### DEUXIEME PARTIE

I. <i>L'Habit bleu</i> (1791-1792) . . . . .	181
Chien et chat — Dumouriez — Montesquiou — « Braves sans-culottes ! » — La conquête de Nice — « Les mal- heureux sujets de la Suisse ».	
II. <i>Le Règne de la Vertu</i> (1792-1793) . . . . .	196
Girondins et Montagnards — La place de Carnot — Philippe-Egalité — Liaisons dangereuses — La main noire d'Orléans — Général de brigade.	
III. <i>Le siège de Lyon</i> (1793) . . . . .	205
L'année terrible — L'insurrection lyonnaise — L'armée de Kellermann — Ses positions — La main noire — Assaut ou blocus ? — Le bombardement — L'offensive piémontaise — Toujours la main noire — La Tour de Salvagny — Renforts — Prise de Grézieux — Le blo- cus — Attaque de la Duchère — Les Auvergnats — Le	

## TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Pages
« général » Doppet — Assaut manqué — Couthon — Le mur de Fourvières — Chasse à l'homme — « Lyon n'est plus ».	
IV. <i>L'arrestation de Kellermann</i> (1793-1794) . . . . .	228
Refus de grade — « Que les têtes tombent ! » — La belle d'Entrevaux — Embrigadement — L'accident.	
TROISIEME PARTIE	
I. <i>L'Invalide</i> (1794-1797) . . . . .	239
Le 9 Thermidor — Aux Invalides — « Argent carré » — Le 13 Vendémiaire — Gouverneur de Bruxelles — « Une Saint-Barthélemy ! »	
II. <i>Papier ministre</i> (1798-1799) . . . . .	245
Coup d'Etat du 18 Fructidor — Contre les oligarques de la Suisse — Sous-ministre — La révolution en Valais — La « famille helvétique » — « Trop parler nuit ! »	
III. <i>Splendeurs et misère</i> (1800-1810) . . . . .	251
Paris sous l'Empire — Solitude et misère — Les livres — Economie politique — Le brevet de l'automobile — Pour la « réunion » du Valais.	
IV. <i>Les deux Emmanuel</i> (1810-1814) . . . . .	257
L'annexion du Valais — M. le député — Les cosaques ! — Mémoire sur Napoléon.	
V. <i>La mort lente à venir</i> (1815-1833) . . . . .	263
Le chanoine de Rivaz — Infirmités — Les jeunes Valaisans — La révolution de 1830 — Dernière vengeance de la faction d'Orléans — La mort.	
SOURCES . . . . .	269
BIBLIOGRAPHIE . . . . .	276



ACHEVÉ D'IMPRIMER  
LE VINGT-QUATRE AVRIL  
MIL NEUF CENT QUARANTE TROIS  
SUR LES PRESSES DE  
HENRI MESSEILLER,  
MAITRE IMPRIMEUR  
A NEUCHÂTEL







